

## **CURRICULUM VITAE**

Nom patronymique : **SAINTOURENS**  
Prénom : **BERNARD**  
Officier dans l'Ordre des Palmes Académiques  
Date et lieu de naissance : 18 août 1956 à Marmande (Lot-et-Garonne)  
Nationalité : française  
Fonction : Professeur émérite d'université  
Etablissement actuel : Université de Bordeaux

### **TITRES UNIVERSITAIRES :**

- 1989 : Agrégation de droit privé et sciences criminelles.
- 1986 : Doctorat d'Etat en droit, Université de Bordeaux I, thèse sous la direction de Monsieur le Professeur Jean Derruppé, sur le sujet : "Essai sur la méthode législative : droit commun et droit spécial", soutenue le 26 juin 1986, mention Très honorable.
- 1983 : D.E.A. Droit social, Université de Bordeaux I, mention A.B..
- 1982 : Doctorat de 3ème cycle, Université de Bordeaux I, thèse sous la direction de Monsieur le Professeur Jean Derruppé, sur le sujet "Restructurations juridiques d'entreprises et droit du travail", soutenue le 6 novembre 1982, mention Très honorable.
- 1980 : D.E.A. Droit privé, Université de Bordeaux I, mention B..
- 1979 : Maîtrise Droit privé, Université de Bordeaux I, mention A.B..
- 1978 : Licence Droit, Université Bordeaux I, mention A.B..
- 1977 : D.E.U.G. Droit, Université de Bordeaux I, mention A.B.
- 1974 : Baccalauréat Série B, obtenu à Agen (Lot-et-Garonne).

## **CURSUS PROFESSIONNEL :**

- Professeur à l'Université de Bordeaux, depuis octobre 1992 ; professeur émérite au 1<sup>er</sup> octobre 2021.
- Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, d'octobre 1989 à septembre 1992.
- Maître de conférences à la Faculté de droit de Bordeaux, d'octobre 1988 à septembre 1989.
- Chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) d'octobre 1983 à septembre 1988.
- Allocataire de recherche (Ministère de la recherche, DGRST), d'octobre 1980 à septembre 1983.

## **ACTIVITE PROFESSIONNELLE INDEPENDANTE**

Consultations juridiques (droit des affaires) ; arbitrage commercial ; médiation bancaire (art. L. 316-1 code monétaire et financier) ; médiateur judiciaire. (cessation d'activité au 30 septembre 2021)

## **TRAVAUX UNIVERSITAIRES :**

### **I. THESES.**

- 1) DOCTORAT DE 3EME CYCLE EN DROIT.  
SUJET : RESTRUCTURATIONS JURIDIQUES D'ENTREPRISES ET DROIT DU TRAVAIL, UNIV. BORDEAUX, 1982.  
DIRECTEUR : MONSIEUR LE PROFESSEUR JEAN DERRUPPÉ.
- 2) DOCTORAT D'ETAT EN DROIT.  
SUJET : ESSAI SUR LA METHODE LEGISLATIVE : DROIT COMMUN ET DROIT SPECIAL, UNIV. BORDEAUX, 1986.  
DIRECTEUR : MONSIEUR LE PROFESSEUR JEAN DERRUPPÉ.

### **II. OUVRAGES :**

- 3) L'ENTREPRISE EN S.A.R.L., EDITION DALLOZ, COLL. REUSSIR EN AFFAIRES, 1994.
- 4) DROIT DU TRAVAIL ET DROIT DU CREDIT, OUVRAGE DE COURS, EN COLLABORATION AVEC D. GATUMEL, ED. VUIBERT, COLL. EXPERTISE COMPTABLE, 1996.
- 5) DROIT DU TRAVAIL ET DROIT DU CREDIT, SYNTHESSES ET CAS D'APPLICATION, EN COLLABORATION AVEC D. GATUMEL, ED. VUIBERT, COLL. EXPERTISE COMPTABLE, 1996.

- 6) CONTENTIEUX ET EXPERTISE, DROIT PENAL DES AFFAIRES, PROCEDURES COLLECTIVES, OUVRAGE DE COURS, ED. VUIBERT, COLL. EXPERTISE COMPTABLE, 1996.
- 7) DROIT DES SOCIETES, ED. VUIBERT, COLL. EXPERTISE COMPTABLE, 1998, 2<sup>EME</sup> EDITION.
- 8) DROIT DES AFFAIRES, COLL. LE DROIT EN PLUS, P.U.G., 2<sup>EME</sup> ED., SEPTEMBRE 2002.
- 9) DROIT DES AFFAIRES ET DROIT COMMERCIAL, COLL. LES ANNUELS DU DROIT, ED. DALLOZ, EDITIONS ANNUELLES, DERNIERE EDITION 2010.
- 10) CODE DES BAUX, COLL. JURIS-CODE LITEC, EN COLLABORATION AVEC J. LAFOND ET B. VIAL-PEDROLETTI, EDITIONS ANNUELLES, DERNIERE EDITION : 2009/2010.
- 11) TRAITE DES PROCEDURES COLLECTIVES, LEXISNEXIS, 3<sup>EME</sup> ED., CO-DIRECTEUR ET CO-AUTEUR, JANVIER 2021.
- 12) FORMES DE SOCIETES COMMERCIALES ET PRATIQUE NOTARIALE, EN COLLABORATION AVEC BENOIT JOYEUX, EDITIONS CRIDON SUD-OUEST, JANVIER 2024.

### **III. ARTICLES DE DOCTRINE, ETUDES :**

- 13) LA FLEXIBILITE DU DROIT DES SOCIETES, REV. TRIM. DR. COMMERCIAL, 1987, P. 457.
- 14) LA PROCEDURE SIMPLIFIEE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE DES ENTREPRISES, JURIS-CLASSEUR COMMERCIAL, FASC. N° 3000, REFONTE 1993.
- 15) L'INTENTION DU LEGISLATEUR, ASPECTS DE DROIT COMMERCIAL FRANÇAIS, IN OUVRAGE COLLECTIF : LE RECOURS AUX OBJECTIFS DE LA LOI DANS SON APPLICATION, ED. STORY-SCIENTIA, BRUXELLES, 1990, P. 195.
- 16) LES CAUSES DE NULLITE DES SOCIETES : L'IMPACT DE LA 1ERE DIRECTIVE C.E.E. DE 1968 SUR LES SOCIETES, INTERPRETEE PAR LA C.J.C.E., BULL. JOLY, 1991, P. 123 ; ACTUALITES COMMUNAUTAIRES, AVRIL 1991, P. 7.
- 17) LE BAIL COMMERCIAL DES NON-COMMERÇANTS, IN LES ACTIVITES ET LES BIENS DE L'ENTREPRISE, MELANGES OFFERTS A JEAN DERRUPPE, ED. LITEC ET GLN JOLY, 1991, P. 93.
- 18) LES SOCIETES D'EXERCICE LIBERAL, REV. SOCIETES, 1991 N° 4, P. 707.

- 19) L'ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT C.E.E. D'EXEMPTION DU 12 DECEMBRE 1984 ET LE SORT DES CONTRATS DE CONCESSION AUTOMOBILE, ACTUALITES COMMUNAUTAIRES, FEVRIER 1992, P. 7.
- 20) UN STATUT EUROPEEN POUR LES STRUCTURES JURIDIQUES DE L'ECONOMIE SOCIALE, REVUE EUROPE, AOUT-SEPTEMBRE 1992, P. 1.
- 21) LES SOCIETES D'EXERCICE LIBERAL DE NOTAIRES, REPERTOIRE DU NOTARIAT DEFRENOIS, 1993, P.881.
- 22) LES SOCIETES EN PARTICIPATION DE NOTAIRES, REPERTOIRE DU NOTARIAT DEFRENOIS, 1993, P. 945.
- 23) LES SOCIETES D'EXERCICE LIBERAL, ENCYCLOPEDIE DALLOZ, REPERTOIRE DE DROIT CIVIL ET REPERTOIRE DE DROIT DES SOCIETES.
- 24) LES SOCIETES EN PARTICIPATION DE PROFESSIONS LIBERALES, ENCY. DALLOZ, REPERTOIRE DE DROIT CIVIL ET REPERTOIRE DE DROIT DES SOCIETES.
- 25) LE DROIT SOCIAL DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, IN LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, OUVRAGE COLLECTIF, ED. G.L.N. JOLY, 1994, P.103.
- 26) L'INFLUENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES SUR QUELQUES CONTROVERSES NATIONALES EN DROIT DES AFFAIRES, IN LE DROIT COMMUNAUTAIRE, LES JUGES ET L'AQUITAINE, OUVRAGE COLLECTIF, ED. MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME D'AQUITAINE, 1994, P. 67.
- 27) LA SIMPLIFICATION DU DROIT DES SOCIETES, RAPPORT POUR LE DROIT FRANÇAIS AUX JOURNEES FRANCO-ROUMAINES DE LA SOCIETE DE LEGISLATION COMPAREE (22-23 SEPT. 1994), R.I.D.COMP. 1995, P. 91.
- 28) LES REFORMES DU DROIT DES SOCIETES PAR LA LOI DU 8 AOUT 1994 PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER, REV. SOCIETES 1994, P. 625.
- 29) AUGMENTATION DU CAPITAL DES SOCIETES ANONYMES : LA REFORME ISSUE DE LA LOI DU 1ER FEVRIER 1995, REV. SOCIETES 1995, P. 271.
- 30) LE RAPPROCHEMENT DES SOCIETES COOPERATIVES ET DES SOCIETES COMMERCIALES DE DROIT COMMUN, REV. SOCIETES 1996, P. 1.
- 31) LA SOCIETE CIVILE, ENCYCLOPEDIE DALLOZ, REPERTOIRE DE DROIT CIVILE ET DE DROIT DES SOCIETES, 1ER TRIMESTRE 1997.
- 32) TRADITION ET MODERNITE D'UN « CLASSIQUE » DU DROIT COMMERCIAL : LE FONDS DE COMMERCE, REVUE DIPLOME, ED. LAMY, FEVRIER 1997 P. 14 ET MARS 1997 P. 16.

- 33) L'EXIGENCE D'UN PRIX « JUSTE » DANS LES CONTRATS, CAHIERS DU DROIT DE L'ENTREPRISE, N° 5-1997, ED. TECHNIQUES.
- 34) CERTIFICATEURS DE CAUTION ET SOUS-CAUTIONS : LES OUBLIES DES REFORMES DU DROIT DU CAUTIONNEMENT, IN ETUDES EN HOMMAGE A MICHEL CABRILLAC, 1999, DALLOZ, LITEC, P. 397.
- 35) LA CONSECRATION LEGISLATIVE DES SOCIETES D'EXERCICE LIBERAL SOUS FORME D'E.U.R.L., REP. NOTARIAT DEFRENOIS 1999, P. 1237.
- 36) COMPTE-RENDU DU COLLOQUE « LE DEVOIR DE LOYAUTE EN DROIT DES AFFAIRES », REV. JUR. COM. 1999 P. 447.
- 37) LE RETRAIT D'UN ASSOCIE, ED. FRANCIS LEFEBVRE, COLL. « THEMEXPRESS », AVRIL 2000.
- 38) L'AN 2000 ET AU-DELA : QUELLES PERSPECTIVES POUR LE DROIT DES SOCIETES ?, REV. SOCIETES 2000, P. 109.
- 39) SIEGE SOCIAL, ENCYCLOPEDIE DALLOZ, REPERTOIRE DES SOCIETES, DECEMBRE 2000.
- 40) MEFIEZ-VOUS DU NOUVEAU CODE DE COMMERCE, DROIT 21.COM, PUBLICATION JURIDIQUE SUR INTERNET, JANVIER 2001.
- 41) LES FILIALES DE RECRUTEMENT, PETITES AFFICHES, NUMERO SPECIAL COLLOQUE « SOCIETES ET GROUPES : QUESTIONS D'ACTUALITE », 2001, N° 89 P.60.
- 42) LES REFORMES DU DROIT DES SOCIETES PAR LA LOI DU 15 MAI 2001 RELATIVE AUX NOUVELLES REGULATIONS ECONOMIQUES, DEFRENOIS 2001, P. 1465.
- 43) LES ORGANES DE DIRECTION DE LA SOCIETE ANONYME APRES LA LOI RELATIVE AUX NOUVELLES REGULATIONS ECONOMIQUES, REV. SOCIETES 2001, P. 515.
- 44) ACTIONNARIAT DES SALARIES ET GOUVERNEMENT DE L'ENTREPRISE, BULL. DR. INTERNATIONAL ET COMPARE DU TRAVAIL, 2001, P. 149.
- 45) PRATIQUE DES PRIX COMMUNS ET COOPERATIVES D'ENTREPRISES, LA LETTRE DU GROUPEMENT DE LA COOPERATION, NUMERO SPECIAL, LES COOPERATIVES ET LE DROIT DE LA CONCURRENCE, JANVIER 2002, P. 6.

- 46) LES PREROGATIVES DU COMITE D'ENTREPRISE APRES LA LOI RELATIVE AUX NOUVELLES REGULATIONS ECONOMIQUES, BULL. JOLY 2002, P. 7.
- 47) LES REFORMES DU DROIT DES SOCIETES PAR LA LOI DE MODERNISATION SOCIALE DU 17 JANVIER 2002, BULL. JOLY 2002, P. 461.
- 48) MODIFICATION DU DECRET RELATIF AUX CENTRES DE FORMALITES DES ENTREPRISES, COMMENTAIRE DU DECRET N° 2002-375 DU 19 MARS 2002, RTDCOM 2002, P. 449.
- 49) ALLEGEMENT DES OBLIGATIONS COMPTABLES DES COMMERÇANTS, COMMENTAIRE DU DECRET DU 26 FEVRIER 2002, RTDCOM 2002, P. 454.
- 50) MODIFICATION DE LA CONDITION DE CAPACITE FINANCIERE EXIGEE DES ENTREPRISES DE TRANSPORTS ROUTIERS DE PERSONNES, COMMENTAIRE DU DECRET DU 3 MAI 2002, RTDCOM 2002, P. 456.
- 51) LES ORGANES DE DIRECTION DE LA SOCIETE ANONYME, COMMENTAIRE DU DECRET DU 3 MAI 2002 PORTANT APPLICATION DE LA LOI RELATIVE AUX NOUVELLES REGULATIONS ECONOMIQUES, REV. SOCIETES 2002, P. 430.
- 52) LA LIBERTE DE SE RETIRER D'UNE SOCIETE, IN MELANGES CHRISTIAN LAPOYADE-DESCHAMPS, P.U. BORDEAUX, 2003, P.315.
- 53) LE DROIT TRANSITOIRE DES SOCIETES, IN MELANGES YVES GUYON, ED. DALLOZ, 2003, P. 951.
- 54) PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ENCYCLOPEDIE DALLOZ, REPERTOIRE DES SOCIETES, OCTOBRE 2003.
- 55) LE CUMUL DES MANDATS SOCIAUX AU SEIN DE LA SOCIETE ANONYME APRES LA LOI DU 29 OCTOBRE 2002, REV. SOCIETES 2003, P. 1.
- 56) OBLIGATION D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES : RECTIFICATION APPORTEE AU NOUVEAU CODE DE COMMERCE, RTDCOM 2003/2, P. 269.
- 57) OBLIGATIONS COMPTABLES APPLICABLES A TOUS LES COMMERÇANTS : RECTIFICATIONS APPORTEES AU NOUVEAU CODE DE COMMERCE, RTDCOM 2003/2, P. 270.
- 58) LA PUBLICITE DE LA CESSION DU FONDS DE COMMERCE AU BODACC : RECTIFICATION APPORTEE AU NOUVEAU CODE DE COMMERCE, RTDCOM 2003/2, P. 271.

- 59) LE DELAI D'OPPOSITION AU PAIEMENT DU PRIX DE VENTE D'UN FONDS DE COMMERCE : RECTIFICATION APPORTEE AU NOUVEAU CODE DE COMMERCE, RTDCOM 2003/2, P. 272.
- 60) LA CONTRIBUTION DU DROIT COMMUNAUTAIRE A L'EDIFICATION D'UN DROIT EUROPEEN DES SOCIETES : UN NOUVEL ELAN ? MELANGES JEAN-CLAUDE GAUTRON, 2004, EDITIONS PEDONE, P. 501.
- 61) LE RECEPISSE DE DEPOT DE DOSSIER DE CREATION D'ENTREPRISE, RTDCOM 2003/4, P. 687.
- 62) LA DOMICILIATION DE L'ENTREPRISE COMMERCIALE OU ARTISANALE EXERCEE PAR UNE PERSONNE PHYSIQUE, RTDCOM 2003/4, P. 689.
- 63) LA DECLARATION D'INSAISSABILITE DE LA RESIDENCE PRINCIPALE DE L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL, RTDCOM 2003/4, P. 690.
- 64) L'ADHESION D'UN COMMERÇANT OU D'UN ARTISAN A UN GROUPEMENT DE PREVENTION AGREE, RTDCOM 2003/4, P. 693.
- 65) LE CONTROLE DE LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE EXIGEE POUR L'EXERCICE D'UNE ACTIVITE ARTISANALE, RTDCOM 2003/4, P. 693.
- 66) LA RADIATION DU PRIVILEGE DU VENDEUR OU DU CREANCIER GAGISTE POUR ACTE SOUS SEING PRIVE, RTDCOM 2003/4, P. 694.
- 67) L'ASSOUPLISSEMENT DES CONDITIONS REQUISES POUR LA MISE EN LOCATION-GERANCE D'UN FONDS DE COMMERCE, RTDCOM 2004/2, P. 245.
- 68) LA REFORME DES SOCIETES COOPERATIVES DE COMMERÇANTS DETAILLANTS ET D'ARTISANS PAR L'ORDONNANCE N° 2004-274 DU 25 MARS 2004, BULL. JOLY 2004, P. 752.
- 69) L'ATTRACTIVITE RENFORCEE DE LA SARL APRES L'ORDONNANCE N° 2004-274 DU 25 MARS 2004, REV. SOCIETES 2004, P. 207.
- 70) LE NOUVEAU DROIT DES CLAUSES D'AGREMENT (ORD. 2004-604, 24 JUIN 2004), REV. SOCIETES 2004, P. 611..
- 71) LES TITRES EN VOIE D'EXTINCTION ET LE DROIT TRANSITOIRE (ORD. 2004-604, 24 JUIN 2004), REV. SOCIETES 2004, P. 659.
- 72) LE STATUT JURIDIQUE DE L'ETRANGER EXERÇANT UNE ACTIVITE COMMERCIALE, INDUSTRIELLE OU ARTISANALE : LA SUPPRESSION DE LA CARTE D'IDENTITE SPECIALE (ORD. 2004-279, 25 MARS 2004), RTDCOM 2004/4, P. 694.

- 73) REFORME DES REGLES RELATIVES A L'ACTIVITE D'ENTREMISE ET DE GESTION DES IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE (ORD. 2004-634, 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004), RTDCOM 2005/1, P. 41.
- 74) LE DROIT D'OPPOSITION AU PAIEMENT DU PRIX DE VENTE D'UN FONDS DE COMMERCE LORSQUE LE VENDEUR EST UNE COMMUNE, RTDCOM 2005/1, P. 44.
- 75) LA LOI DE SIMPLIFICATION DU DROIT DU 9 DECEMBRE 2004 : CORRECTIONS APORTEES AUX RECENTES REFORMES DU DROIT DES SOCIETES, REV. SOCIETES 2005/1, P. 111.
- 76) LA REVOCATION DES DIRIGEANTS SOCIAUX DANS L'ACTUALITE JURISPRUDENTIELLE, BULL. JOLY 2005, P. 667.
- 77) LE PRINCIPE DE LA DIRECTION SALARIEE, IN « LE SALARIE, SUJET DE DROIT DES SOCIETES », ACTES DU COLLOQUE DE LA FACULTE DE DROIT DE CAEN, 20 NOVEMBRE 2004, BULL. JOLY, JUILLET 2005, NUMERO SPECIAL, P. 62.
- 78) LA REFORME DES MODALITES D'INSCRIPTION ET DES MENTIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES, RTDCOM 2005, N° 3, P. 475.
- 79) LA REFORME DES REGLES RELATIVES AUX INCAPACITES D'EXERCER UNE PROFESSION COMMERCIALE OU INDUSTRIELLE, RTDCOM, 2005, N° 3, P. 478.
- 80) LA REFORME DES REGLES DE PUBLICITE DU REGIME MATRIMONIAL DES COMMERÇANTS, RTDCOM 2005, N° 3, P. 480.
- 81) LES REFORMES DU DROIT DES SOCIETES PAR LES LOIS DU 26 JUILLET 2005 POUR LA CONFIANCE ET LA MODERNISATION DE L'ECONOMIE ET DU 2 AOUT 2005 EN FAVEUR DES P.M.E., REV. SOCIETES 2005, N° 3, P. 527.
- 82) SOCIETE EUROPEENNE : L'INTERVENTION OBLIGATOIRE DU NOTAIRE, JCP, ED. NOT. ET IMM. , 2005, 1413.
- 83) LE REGIME DU BAIL COMMERCIAL APRES LA REFORME DES PROCEDURES COLLECTIVES (LOI N° 2005-845 DU 26 JUILLET 2005 DE SAUVEGARDE DES ENTREPRISES), LOYERS ET COPROPRIETE, OCTOBRE 2005, P. 7.
- 84) SOCIETE EN COMMANDITE PAR ACTIONS, ENCYCLOPEDIE DALLOZ, REPERTOIRE DES SOCIETES, DECEMBRE 2005.
- 85) LA REFORME DU STATUT DU CONJOINT DU CHEF D'ENTREPRISE TRAVAILLANT DANS L'ENTREPRISE FAMILIALE, RTDCOM 2005, P. 701.

- 86) LE NOUVEAU STATUT DU GERANT- MANDATAIRE D'UN FONDS DE COMMERCE OU D'UN FONDS ARTISANAL, RTDCOM 2005, P. 704.
- 87) LA REFORME DES REGLES IMPOSANT LA COMMUNICATION DES LIVRES COMPTABLES PAR LE VENDEUR LORS DE LA VENTE DU FONDS DE COMMERCE, RTDCOM 2005, P. 706.
- 88) INSTAURATION D'UN DROIT DE PREEMPTION AU PROFIT DES COMMUNES EN CAS DE CESSON DE FONDS DE COMMERCE, DE FONDS ARTISANAL OU DE BAIL COMMERCIAL, RTDCOM 2005, P. 707.
- 89) LES INFORMATIONS PRECONTRACTUELLES A FOURNIR AU GERANT MANDATAIRE, RTDCOM 2006, N° 3, P. 565.
- 90) LE NOUVEAU DROIT DE L'ENTREPRISE EN DIFFICULTE, RAPPORT DE SYNTHESE, COLLOQUE UNIVERSITE DE LILLE, REV. PROC. COLLECTIVES, 2006/4, P. 352.
- 91) LA REFORME DU STATUT DU CONJOINT DU CHEF D'ENTREPRISE : L'APPORT DU DECRET D'APPLICATION, RTDCOM 2006, N° 4, P. 757.
- 92) LA REFORME DU DECRET DU 19 JUILLET 1996 RELATIF AUX CENTRES DE FORMALITES DES ENTREPRISES, RTDCOM. 2007, N° 2, P. 231.
- 93) LES MENTIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES REQUISES PAR LE STATUT DE « GERANT-MANDATAIRE », RTDCOM 2007, N° 4, P. 674.
- 94) LES NOUVELLES OBLIGATIONS DECLARATIVES DE L'AGENT COMMERCIAL LORS DE SA DEMANDE D'IMMATRICULATION, RTDCOM 2007, N° 4, P. 675.
- 95) DE NOUVELLES ATTRIBUTIONS POUR LES CHAMBRES REGIONALES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT (EN COLLABORATION AVEC HELENE AZARIAN) JCPE 2007, 2424, N° 1.
- 96) LE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ARTISANS (EN COLLABORATION AVEC HELENE AZARIAN) JCPE 2007, 2424, N°2,
- 97) L'EXPLOITATION D'UN VEHICULE DE TAXI EN LOCATION-GERANCE (EN COLLABORATION AVEC HELENE AZARIAN), JCPE, 2007, 2424, N° 5.
- 98) LA PROPOSITION DE L'UPA TENDANT A PROMOUVOIR LA SAS (EN COLLABORATION AVEC HELENE AZARIAN) JCPE, 2007, 2424, N° 8.
- 99) LA PUBLICATION DU DECRET PERMETTANT AUX COOPERATIVES EXISTANTES D'ARTISANS DE MENER DES ACTIVITES DE

GROUPEMENT D'EMPLOYEURS (EN COLLABORATION AVEC HELENE AZARIAN), JCPE 2007, 2424, N° 9.

- 100) DES COMMERÇANTS AUX PROFESSIONNELS, DE LA JUSTICE COMMERCIALE À LA JUSTICE ECONOMIQUE, IN OUVRAGE COLLECTIF, BICENTENAIRE DU CODE DE COMMERCE : LA TRANSFORMATION DU DROIT COMMERCIAL SANS L'IMPULSION DE LA JURISPRUDENCE, EDITIONS DALLOZ, 2007, P. 171.
- 101) LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE PREEMPTION DES COMMUNES SUR LES FONDS DE COMMERCE, RTD COM 2008, N° 3.
- 102) LA SAISIE DES AVOIRS BANCAIRES, REVUE PROCEDURES, 2008, N° 8-9, P. 40.
- 103) LES REFORMES TOUCHANT LE STATUT DE L'ARTISANAT PAR LA LOI DE MODERNISATION DE L'ECONOMIE (EN COLLABORATION AVEC HELENE AZARIAN), JCPE 2008, 2227, N° 1.
- 104) LES REFORMES DU DROIT DES SOCIETES PAR LA LOI DE MODERNISATION DE L'ECONOMIE DU 4 AOUT 2008, REVUE DES SOCIETES 2008, P. 477.
- 105) LA DISPENSE D'IMMATRICULATION AU RCS POUR LES COMMERÇANTS BENEFICIAIRES DU REGIME MICRO-SOCIAL, RTDCOM 2008/N° 4.
- 106) L'EXTENSION A LA PERSONNE LIEE AU COMMERÇANT PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE DU STATUT DU CONJOINT DU CHEF D'ENTREPRISE, RTDCOM 2008, N° 4.
- 107) LA MODIFICATION DU REGIME D'INSAISSABILITE DES BIENS DU COMMERÇANT, RTDCOM 2008, N° 4.
- 108) LA REFORME DES MENTIONS OBLIGATOIRES RELATIVES AU CHIFFRE D'AFFAIRES ET AU BENEFICE DANS L'ACTE DE VENTE DU FONDS DE COMMERCE, RTDCOM 2008, N° 4.
- 109) LA FIDUCIE DANS LE COURANT DES REFORMES, (EN COLLABORATION AVEC FL. DEBOISSY ET G. WICKER), ACTES PRATIQUES ET INGENIERIE SOCIETAIRE 2008, N° 102, P. 93.
- 110) L'EVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LES ASSOCIES DE LA SOCIETE CIVILE, BULL. JOLY 2008, P 1049.
- 111) LA FIDUCIE DANS LE COURANT DES REFORMES, ACTES PRATIQUES ET INGENIERIE SOCIETAIRE ; NOV/DEC. 2008, P. 93 (EN COLLABORATION AVEC FL. DEBOISSY ET G. WICKER).

- 112) LES REFORMES DU DROIT DES SOCIETES PAR LA LOI LME DU 4 AOUT 2008, REV. SOCIETES 2008, P. 477.
- 113) LES FORMALITES DE DECLARATION D'ACTIVITE POUR LES PERSONNES BENEFICIANT DE LA DISPENSE D'IMMATRICULATION AU RCS, OBS. RTD COM 2009, N° 2, P. 277.
- 114) LES DISPOSITIONS DE NATURE REGLEMENTAIRE RELATIVES A L'EXTENSION A LA PERSONNE LIEE AU COMMERÇANT PAR UN PACS DU STATUT DU CONJOINT DU CHEF D'ENTREPRISES, OBS, RTD COM 2009, N° 2.
- 115) LES DROITS DES SALARIES DANS L'ORDONNANCE DU 18 DECEMBRE 2008 PORTANT REFORME DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTE, GAZ. PROC COLL. N° SPECIAL, MARS 2009, P. 40 (EN COLLABORATION AVEC PH. DUPRAT)
- 116) LES CONDITIONS D'OUVERTURE DES PROCEDURES APRES L'ORDONNANCE DU 18 DECEMBRE 2008 PORTANT REFORME DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTE, REV. PROC. COLL., 2009, N° 1, P. 40.
- 117) ORDONNANCE DU 18 DECEMBRE 2008 : L'ESPRIT ET LA LETTRE, ACTUALITE DES PROCEDURES COLLECTIVES 2009, N° 1, P. 1.
- 118) LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS DANS LES SOCIETES PAR ACTIONS, ACTES PRATIQUES ET INGENIERIE SOCIETAIRE, MARS-AVRIL 2009, P. 3 (EN COLLABORATION AVEC C. CATHIARD ET A. LEMERCIER).
- 119) LES DECRETS D'APPLICATION POUR LE DROIT DES SOCIETES DE LA LOI DE MODERNISATION DE L'ECONOMIE, REV. SOCIETES 2009, P. 239.
- 120) LA REFORME DES CONDITIONS DE DELIVRANCE PAR LE GREFFIER DE COPIES, EXTRAITS OU CERTIFICATS DU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES, RTD COM. 2010, P. 59.
- 121) LA REFORME DES CENTRES DE FORMALITES DES ENTREPRISES PAR LE DECRET DU 1<sup>ER</sup> MARS 2010, RTD COM. 2010, P. 271.
- 122) CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME ET DROIT DES PROCEDURES COLLECTIVES, DROIT ET PATRIMOINE JUILLET-AOUT 2010, P. 80.
- 123) DE LA PRATIQUE A LA THEORIE...ET RETOUR, A PROPOS DE L'OUVRAGE COLLECTIF « LES CONCEPTS EMERGENTS EN DROIT DES AFFAIRES », REVUE LAMY DROIT DES AFFAIRES, SEPTEMBRE 2010, P. 137.

- 124) CONJOINT DU CHEF D'ENTREPRISE, FASCICULE REPERTOIRE DROIT COMMERCIAL DALLOZ, JUIN 2010.
- 125) L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL A RESPONSABILITE LIMITEE, COMMENTAIRE DE LA LOI N° 2010-658 DU 15 JUIN 2010, REV. SOCIETES, SEPTEMBRE 2010, P. 351.
- 126) LA PRISE EN CONSIDERATION DE LA PERSONNE DU DEBITEUR DANS LE DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTE, MELANGES EN L'HONNEUR DE MICHEL VIDAL, PRESSES UNIVERSITAIRES DE BORDEAUX, 2010, P. 947.
- 127) LES CONDITIONS D'OUVERTURE DE LA PROCEDURE DE SAUVEGARDE FINANCIERE ACCELEREE (LOI 22 OCT. 2010), REV. PROC. COLL. NOV.-DEC. 2010, P. 23.
- 128) L'INSTAURATION DU STATUT DE L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL A RESPONSABILITE LIMITEE PAR LA LOI DU 15 JUIN 2010, RTD COM. 2010, N° 4, P. 681.
- 129) MINEUR ET ACTIVITE COMMERCIALE : LA REFORME 2010, RTD COM. 2010, N° 4, P. 686.
- 130) LES CLAUSES COMMERCIALES FIXANT DES NORMES DE GESTION ET D'EXPLOITATION DU FONDS : INCIDENCE SUR LA NATURE DU CONTRAT DE GERANCE-MANDAT, RTD COM. 2010, N° 4, P. 690.
- 131) REGIME JURIDIQUE DE LA CESSION DU FONDS DE COMMERCE INTEGRE DANS LE PATRIMOINE AFFECTE D'UN ENTREPRENEUR EIRL, RTD COM. 2010, N° 4, P. 691
- 132) EIRL : ADAPTATION DES CONDITIONS D'OUVERTURE DES PROCEDURES COLLECTIVES, REV. PROC. COLL., MARS-AVRIL 2011, P. 80.
- 133) EIRL : LE RISQUE DE REUNION DES PATRIMOINES, REV. PROC. COLL., MARS-AVRIL 2011, P. 106.
- 134) ASSOCIE UNIQUE OU ENTREPRENEUR INDIVIDUEL : QUEL STATUT CHOISIR POUR UNE RESPONSABILITE LIMITEE ?, LES PETITES AFFICHES, 28 AVRIL 2011, P. 7.
- 135) REVOCATION D'UN DIRIGEANT DE SAS : ATTRACTIVITE ET DANGER DE LA LIBERTE CONTRACTUELLE, BULL. JOLY SOCIETES, JUIN 2011, P. 536.
- 136) L'OBLIGATION D'ELECTION DE DOMICILE EN CAS DE NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE, RTD COM. 2011, N° 2, P. 313.

- 137) SIMPLIFICATION ET AMELIORATION DE LA QUALITE DU DROIT DES SOCIETES PAR LA LOI N° 2011-525 DU 17 MAI 2011, EN COLLAB. AVEC PHILIPPE EMY, REV. SOCIETES 2011, P. 467.
- 138) L'OBLIGATION D'ELECTION DE DOMICILE EN CAS DE NANTISSEMENT DU FONDS DE COMMERCE, RTD COM. 2011, N° 2, P. 313.
- 139) CEDH : CONDAMNATION DE LA FRANCE POUR DUREE EXCESSIVE D'UNE LIQUIDATION JUDICIAIRE ET INCIDENCE SUR LE DESSAISISSEMENT, (EN COLLAB. AVEC PH. DUPRAT), REV. PROC. COLL. JANV.-FEVRIER 2012, P. 16.
- 140) REPRISE D'UNE ENTREPRISE EN LIQUIDATION PAR LES SALARIES LICENCIES ET PRINCIPE DU MAINTIEN DES CONTRATS DE TRAVAIL EN COURS, REV. PROC. COLL. JANV.-FEVRIER 2012, P. 55.
- 141) DECLARATION NOTARIEE D'INSAISSABILITE : LE DECES DU DECLARANT AU COURS DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE, EN COLLAB. AVEC S. LEDAN, LA SEMAINE JURIDIQUE, ED. NOTARIALE, 2012, 1016.
- 142) LA DETERMINATION REGLEMENTAIRE DES ACTIVITES POUR LESQUELLES LES DEMANDES D'AUTORISATION PEUVENT ETRE DEMANDEES AU CENTRE DE FORMALITES DES ENTREPRISES, RTD COM. 2012, N°1, P. 78.
- 143) LA REFORME DU DROIT DE LA VENTE DE FONDS DE COMMERCE PAR LA LOI N° 2012-387 DU 22 MARS 2012 DE SIMPLIFICATION DU DROIT, RTD COM. 2012, N° 2, P. 293.
- 144) NOUVELLE ETAPE DE SIMPLIFICATION DU DROIT DES SOCIETES PAR LA LOI N° 2012-387 DU 22 MARS 2012 (EN COLLAB. AVEC PH. EMY), REV. SOCIETES, 2012, P. 335.
- 145) EPOUX ET SOCIETE : STRATEGIE PATRIMONIALE ET CONTRAINTES JURIDIQUES, JCP N 2012, 1205.
- 146) LA SIMPLIFICATION DES FORMALITES EFFECTUEES AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES PAR LE DECRET DU 31 JUILLET 2012, RTD COM 2012, N° 4, P. 721.
- 147) ETHIQUE ET DROIT DES AFFAIRES, IN DROIT ET GRANDS ENJEUX DU MONDE CONTEMPORAIN, OUVRAGE COLLECTIF, ED. LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, 2012, P. 261.
- 148) L'ACTE JURIDIQUE ACCOMPLI POUR UNE SOCIETE EN FORMATION : LE ROYAUME DES INCERTITUDES, IN MELANGES EN L'HONNEUR DE JEAN HAUSER, ED. LEXISNEXIS ET DALLOZ, 2012, P. 1019.

- 149) L'ABUS DU DROIT DE VOTE DANS LA COPROPRIETE, IN MELANGES EN L'HONNEUR DE JEAN-LOUIS BERGEL, ED. BRUYLANT, 2012, P. 703.
- 150) LA DECLARATION D'INCONSTITUTIONNALITE DE L'OUVERTURE DU REDRESSEMENT JUDICIAIRE PAR SAISINE D'OFFICE DU TRIBUNAL, REVUS DES PROCEDURES COLLECTIVES 2013, N° 1, P. 10.
- 151) PROCEDURE COLLECTIVE ET DROITS FONDAMENTAUX AU REGARD DE LA CONVENTION EUROPEENNE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, REVUE DES PROCEDURES COLLECTIVES 2013, N° 1, P. 55.
- 152) RETRAIT D'ASSOCIE DE SCP ET SEL : L'IMPACT DES REFORMES LEGISLATIVES DE 2011 ET 2012, REVUE DALLOZ AVOCATS, 2013, N° 1, P. 17.
- 153) INCIDENCES PRATIQUES DU REGIME DE RESPONSABILITE DES ASSOCIES DE SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE, REVUS DALLOZ AVOCATS, 2013, N° 1, P. 18.
- 154) DENOMINATION SOCIALE DES SCP ET SEL : LES PRECAUTIONS A PRENDRE POUR UTILISER LE NOM D'UN ASSOCIE, REVUE DALLOZ AVOCATS, 2013, N° 1, P. 19.
- 155) LA REFORME DES CONDITIONS DE SEUIL POUR L'OUVERTURE D'UNE PROCEDURE DE SAUVEGARDE FINANCIERE ACCELEREE PAR LE DECRET DU 20 SEPTEMBRE 2012, REV. PROC. COLL. 2013, N° 1, P. 30.
- 156) DISSOLUTION DE LA SOCIETE PROPRIETAIRE DU FONDS DE COMMERCE ET MISE EN LOCATION-GERANCE DU FONDS, REV. TRIM. DR. COM. 2013, P. 687.
- 157) LES REGISTRES PROFESSIONNELS (EN COLLAB. AVEC J.-M. BAHANS), DROIT ET PATRIMOINE OCT. 2013, P. 77.
- 158) LE LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE DANS UN GROUPE DE SOCIETES, HORS COEMPLOI, JCP S 2013, 1437.
- 159) LA POSSESSION DES BIENS EN DROIT DES AFFAIRES, DROIT ET PATRIMOINE, NOVE. 2013, P. 63.
- 160) SIMPLIFICATION, VERSION 2014, DU DROIT DES SOCIETES : PREMIER APERÇU APRES LA LOI N° 2014-1 DU 2 JANVIER 2014, REV. SOCIETES, 2014, P. 147.
- 161) OUVERTURE DES PROCEDURES COLLECTIVES : MISE AUX NORMES CONSTITUTIONNELLES ET NOUVEAUTES PROCEDURALES, REV. PROC. COLL. MARS-AVRIL 2014, P. 40.

- 162) ESSAI DE CANTOLOGIE APPLIQUEE : LE DROIT ET LES PROFESSIONNELS DU DROIT DANS LA CHANSON FRANÇAISE, MELANGES EN L'HONNEUR DE PAUL LE CANNU, ED. DALLOZ ET LGDJ, 2014, P. 63.
- 163) LA VENTE DE FONDS DE COMMERCE APRES LA LOI DU 6 AOUT 2015, DITE « LOI MACRON », RTD COM. 2015, P. 687.
- 164) L'EXERCICE DES PROFESSIONS LIBERALES EN SOCIETE APRES LA « LOI MACRON » DU 6 AOUT 2015, REV. JUR. COM. 2015, P. 655.
- 165) PROCEDURES D'INSOLVABILITE CONCERNANT DES MEMBRES D'UN GROUPE DE SOCIETES, (EN COLLAB. AVEC PH. DUPRAT), IN REGLEMENT UE N° 2015/848 DU 20 MAI 2015 RELATIF AUX PROCEDURES D'INSOLVABILITE, OUVRAGE COLLECTIF, ED. SOCIETE DE LEGISLATION COMPAREE, 2015, P. 331.
- 166) SIMPLIFICATION DU DROIT DES SOCIETES : DISPOSITIONS LEGISLATIVES COMPLEMENTAIRES POUR 2014, REV. SOCIETES 2015, P. 211.
- 167) DECRET N° 2015-545 DU 18 MAI 2015 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX SOCIETES EN NOM COLLECTIF ET AUX SARL, REV. SOCIETES 2015, P. 421.
- 168) DECRET N° 2015-545 DU 18 MAI 2015 : DISPOSITIONS PROPRES AUX SARL, REV. SOCIETES 2015, P. 422.
- 169) LES REFORMES TOUCHANT AU DROIT DES SOCIETES DANS LA LOI DU 6 AOUT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITE ET L'EGALITE DES CHANCES ECONOMIQUES, REV. SOCIETES, 2015, P. 625.
- 170) LES DROITS DES SALARIES A L'EGARD DE LA SOCIETE APRES LA LOI DU 6 AOUT 2015, DITE « LOI MACRON », BULL. JOLY SOCIETES, 2015, P. 541.
- 171) LE DROIT DE PREFERENCE DU PRENEUR A BAIL COMMERCIAL : LE NOUVEL ARTICLE L. 145-46-1 DU CODE DE COMMERCE (EN COLLAB. AVEC F. ROUSSEL ET PH. VUIDES, DROIT ET PATRIMOINE 2015, N° 244, P. 24.
- 172) LES RETOUCHES A LA VENTE DE FONDS DE COMMERCE PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2015, RTD COM. 2016, P. 43.
- 173) LA SOCIETE UNIPERSONNELLE : ENTRE DOGMATISME ET PRAGMATISME, LEXBASE HEBDO AFFAIRES, 28 JUILLET 2016.
- 174) LA CESSATION DES PAIEMENTS : HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN, REV. PROC. COLL. 2016, P. 56.

- 175) L'INSTRUMENTALISATION DE LA PROCEDURE DE SAUVEGARDE EST-ELLE FRAUDULEUSE ?, BULL. JOLY ENT. EN DIFF. 2016, P. 191.
- 176) LA VENTE DE FONDS DE COMMERCE APRES L'ORDONNANCE DU 10 FEVRIER 2016 PORTANT REFORME DU DROIT DES CONTRATS, RTD COM. 2016, P. 419.
- 177) VENTE ET LOCATION-GERANCE DE FONDS DE COMMERCE APRES LES REFORMES DE LA FIN DE L'ANNEE 2016, RTD COM. 2017, P. 31.
- 178) SIEGE SOCIAL, ETUDE (REFONTE), REPERTOIRE DALLOZ SOCIETES, JUIN 2017.
- 179) LA REFORME DU DROIT DES SOCIETES PAR LA LOI DU 9 DECEMBRE 2016 RELATIVE A LA TRANSPARENCE, A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET A LA MODERNISATION DE LA VIE ECONOMIQUE (EN COLLAB. AVEC PH. EMY), REV. SOCIETES, 2017, P. 131.
- 180) SIMPLIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES SOCIETES, LE COMPLEMENT REGLEMENTAIRE POUR 2017, REV. SOCIETES, 2017, P. 501.
- 181) COMPANY LAW AND THE REFORM OF ORDINARY CONTRACT LAW, MONTESQUIEU LAW REVIEW, SPECIAL ISSUE, DECEMBER 2017.
- 182) LA RESPONSABILITE DE LA SOCIETE MERE DU FAIT DE SA FILIALE : BILAN ET PERSPECTIVE, REVUE LAMY DROIT CIVIL, JUIN 2018, P. 30.
- 183) LES ASPECTS DE DROIT DES SOCIETES DE LA LOI DU 20 AVRIL 2018 RATIFIANT L'ORDONNANCE DU 10 FEVRIER 2016 REFORMANT LE DROIT DES CONTRATS, BULL. JOLY SOCIETES 2018, P. 373.
- 184) CESSATION DES PAIEMENTS ET GROUPE DE SOCIETES (EN COLLAB. AVEC V. BOURGNINAUD), ACTU. PROC. COLL., 31 MAI 2018, P. 4.
- 185) LES CESSIONS D'ACTIFS DANS LA PROCEDURE COLLECTIVE, DR. ET PATRIMOINE, AVRIL 2018, P. 43.
- 186) LES ASPECTS DE DROIT DES SOCIETES DE LA LOI DU 20 AVRIL 2018 RATIFIANT L'ORDONNANCE DU 10 FEVRIER 2016 REFORMANT LE DROIT DES CONTRATS, BULL. JOLY SOCIETES 2018, P. 373.
- 187) L'INCIDENCE SUR LES CESSIONS DE DROITS SOCIAUX DE LA LOI DU 20 AVRIL 2018 RATIFIANT L'ORDONNANCE DU 10 FEVRIER 2018 REFORMANT LE DROIT DES CONTRATS, DEFRENOIS 2018, N° 40, P. 23.

- 188) LA CESSION DES CONTRATS, BULLETIN JOLY ENTREPRISES EN DIFFICULTE, JANV.-FEV. 2019, P. 50.
- 189) LA RESPONSABILITE DE LA BANQUE POUR SOUTIEN ABUSIF : LA PLURALITE DES PRINCIPES, REVUE LAMY DROIT CIVIL, MARS 2019, P. 13.
- 190) APPORTER SON INDUSTRIE A UNE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE : QUELLES OPPORTUNITES POUR L'ASSOCIE ?, IN « LA SAS : 25 ANS APRES », OUVRAGE COLLECTIF, ACT. DR. DE L'ENTREPRISE, TOME 37, ED. LEXISNEXIS, P. 27.
- 191) LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOCIETES PAR ACTIONS SIMPLIFIEES DANS LA LOI DE SIMPLIFICATION DU DROIT DE SOCIETES DU 19 JUILLET 2019, LEXBASE HEBDO AFFAIRES, 12 SEPTEMBRE 2019.
- 192) LA STIMULATION DE L'ACTIONNARIAT SALARIE APRES LA LOI « PACTE » DU 22 MAI 2019, REVUE DES SOCIETES 2019, P. 594.
- 193) LE STATUT DU CONJOINT DU CHEF D'ENTREPRISE APRES LA LOI « PACTE » DU 22 MAI 2019, RTD COM 2019, P. 599.
- 194) L'ATTRACTIVITE RENFORCEE DU STATUT D'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL A RESPONSABILITE LIMITEE (EIRL) A LA SUITE DE LA LOI « PACTE » DU 22 MAI 2019, RTD COM 2019, P. 602.
- 195) LA VENTE ET LA LOCATION-GERANCE DE FONDS DE COMMERCE APRES LA LOI DE SIMPLIFICATION DU 19 JUILLET 2019, RTD COM 2019, P. 606.
- 196) LES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 19 JUILLET 2019 RELATIVES A TOUTES LES SOCIETES, AUX SOCIETES CIVILES ET AUX SARL, (EN COLLAB. AVEC PH. EMY), REV. SOCIETES 2019, P. 655.
- 197) L'INTERET PROPRE DE LA PERSONNE MORALE, MELANGES EN L'HONNEUR DE JEAN-MARC TRIGEAUD, ED. BIERE, 2020, P. 637.
- 198) L'ARTICLE 1860 DU CODE CIVIL : INTERROGATIONS SUR UN CAS LEGAL D'EXCLUSION D'UN ASSOCIE, MELANGES EN L'HONNEUR D'ALAIN COURET, ED. DALLOZ ET FRANCIS LEFEBVRE, 2020, P. 383.
- 199) LA DECONFITURE, MELANGES EN L'HONNEUR DE CORINNE SAINT-ALARY-HOUIN, ED. LG.D.J. 2020, P. 519.
- 200) LA SOCIETE DEPOURVUE DE GERANT, MELANGES EN L'HONNEUR DE DEEN GIBIRILA, PRESSES UNIV. TOULOUSE I, 2021, P. 317.
- 201) LA PERTE DE QUALIFICATION DE RESIDENCE PRINCIPALE EN COURS DE PROCEDURE COLLECTIVE : INCIDENCE SUR

- L'INSAISSABILITE, (EN COLLAB. AVEC M. CAZAJUS), BULL. JOLY ENTREPRISES EN DIFFICULTE, MARS-AVRIL 2020, P. 61.
- 202) LA SOCIETE CIVILE A RESPONSABILITE LIMITEE, MELANGES EN L'HONNEUR D'ISABELLE URBAIN-PARLEANI, ED. DALLOZ, 2023, P. 225.
- 203) APPRECIATION DE L'ETAT DE CESSATION DES PAIEMENTS ET PANDEMIE « COVID-19 » : REFERENCE TEMPORAIRE A LA DATE DU 12 MARS 2020, REV. PROC. COLL. 2020, N° 4, P. 16.
- 204) SAUVEGARDE ACCELEREE ET PANDEMIE « COVID-19 » : NEUTRALISATION TEMPORAIRE DES CONDITIONS DE SEUILS FINANCIERS, REV. PROC. COLL. 2020, N° 4, P. 17.
- 205) LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIEE ET PANDEMIE « COVID-19 » : NEUTRALISATION TEMPORAIRE DES CONDITIONS DE SEUIL D'EFFECTIF SALARIE, REV. PROC. COLL. 2020, N° 4, P. 18.
- 206) RETABLISSEMENT PROFESSIONNEL ET PANDEMIE « COVID-19 » : FIXATION TEMPORAIRE DU PLAFOND D'ELIGIBILITE A 15 000 EUROS, REV. PROC. COLL. 2020, N° 4, P. 19.
- 207) L'ENGAGEMENT DES COOPERATEURS : QUELLE SPECIFICITE ?, ACTUALITE JURIDIQUE CONTRAT, OCTOBRE 2020, P. 415, ED. DALLOZ.
- 208) LES SOURCES DES OBLIGATIONS DES ADMINISTRATEURS DE SOCIETE ANONYME, JCP E, 2020, ETUDE, 1554.
- 209) LES LIQUIDATIONS D'UNE SOCIETE, MELANGES JEAN-PATRICE ET MICHEL STORCK, ED. DALLOZ ET JOLY, 2021, P. 685.
- 210) L'ASSOCIE SALARIE, IN GUIDE DE L'ASSOCIE, OUVRAGE COLLECTIF SOUS LA DIRECTION DE L. GODON, ED. LEXISNEXIS, 2024, P. 13.
- 211) JEAN DERRUPPE : UNE DOCTRINE UNIVERSITAIRE RIGOUREUSE POUR UNE PRATIQUE NOTARIALE SECURISEE, (EN COLLAB. AVEC B. JOYEUX), IN « 150 ANS DE LA FACULTE DE DROIT DE BORDEAUX », OUVRAGE COLLECTIF, LGDJ, 2021, P. 17.
- 212) LA PROCEDURE DE TRAITEMENT DE SORTIE DE CRISE : INNOVANTE ET EPHEMERE, REV. PROC. COLL. 202, N 5, P. 9.
- 213) LA CREATION DU REGISTRE NATIONAL DES ENTREPRISES (ORD. N° 2021-1189 DU 15 SEPTEMBRE 2021), RTD COM 2021, P. 765.
- 214) LA PUBLICITE DE LA DECLARATION D'INSAISSABILITE DE BIENS IMMOBILIERS APRES L'ORDONNANCE N° 2021-1189 DU 15 SEPTEMBRE 2021, RTD COM 2021, P. 767.

- 215) L'OBLIGATION D'INFORMATION PAR L'ENTREPRENEUR DE SON CONJOINT COMMUN EN BIENS APRES L'ORDONNANCE N° 2021-1189 DU 15 SEPTEMBRE 2021, RTD COM 2021, P. 768.
- 216) LES MODIFICATIONS APORTEES AU STATUT DE L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE A RESPONSABILITE LIMITEE PAR L'ORDONNANCE N° 2021-1189 DU 15 SEPTEMBRE 2021, RTD COM 2021, P. 769.
- 217) PROCEDURE DE TRAITEMENT DE SORTIE DE CRISE : UN IMPORTANT COMPLEMENT REGLEMENTAIRE, REV. PROC. COLL. 2021, N° 6, P. 5.
- 218) LA PREVENTION ET LE TRAITEMENT AMIABLE DES DIFFICULTES DE L'ENTREPRISE DANS L'ORDONNANCE DU 15 SEPTEMBRE 2021, REV. PROC. COLL. 2021, N° 6, P. 53.
- 219) LE CAUTIONNEMENT DES DETTES COMMERCIALES : NOUVEL ACTE DE COMMERCE, RTD COM. 2022, P. 29.
- 220) LE PLAN DE VIGILANCE D'UNE SOCIETE A L'EPREUVE DE LA THEORIE DES ACTES DE COMMERCE ET DE LA COMPETENCE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE, RTD COM. 2022, P. 33.
- 221) LES CONDITIONS D'OUVERTURE DE LA PROCEDURE COLLECTIVE DE L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL APRES LA LOI DU 14 FEVRIER 2022, REV. PROC. COLL. JUILLET-AOUT 2022, P. 27.
- 222) LA REPRISE D'ACTIVITE DU DEBITEUR APRES LA CLOTURE DE LA PROCEDURE COLLECTIVE, REV. PROC. COLL. JUILLET-AOUT 2022, P. 46.
- 223) LE STATUT DE L'ENTREPRENEUR INDIVIDUEL APRES LA LOI DU 14 FEVRIER 2022, RTD COM. 2022, P. 447.
- 224) EXERCICE EN SOCIETE DE LA PROFESSION DE COMMISSAIRE DE JUSTICE : DE NOUVELLES REGLES POUR UNE NOUVELLE PROFESSION, REV. SOCIETES, 2022, P. 591.
- 225) DIRECTIVE EUROPEENNE « RESTRUCTURATION ET INSOLVABILITE » DU 20 JUIN 2019, COMMENTAIRE DES ARTICLES 3 (ALERTE PRECOCE ET ACCES AUX INFORMATIONS), 12 (DETENTEURS DE CAPITAL) ET 19 (OBLIGATIONS DES DIRIGEANTS), IN OUVRAGE COLLECTIF, DIRECTIVE (UE) 2019 DU 20 JUIN 2019 RELATIVE AUX CADRES DE RESTRUCTURATION PREVENTIVE, COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE, SOUS LA DIRECTION DE M. MENJUCQ, ED. BRUYLANT, 2023, P. 63-68, P. 193-198 ET P. 255-260.

- 226) VARIATIONS SUR L'ABUS EN DROIT DE L'ENTREPRISE, RAPPORT DE SYNTHÈSE, COLLOQUE UNIV. STRASBOURG, 13 MAI 2022, COLL. ACTUALITES DE DROIT DE L'ENTREPRISE, ED. LEXISNEXIS, N° 40, 2023.
- 227) LE CONTRAT D'AGENT COMMERCIAL DANS L'ACTUALITE JURISPRUDENTIELLE, RTD COM 2023, N° 2, P. 293.
- 228) L'ELIGIBILITE DU PROFESSIONNEL AU SURENDETTEMENT : PRINCIPES ET NUANCES, REV. PROC. COLL. 2023, N°5, P. 42.
- 229) DROIT DU TRAVAIL ET ENTREPRISE EN DIFFICULTE, CHRONIQUE D'ACTUALITE 2023, EN COLLAB. AVEC PH. DUPRAT, BULL. JOLY ENTREPRISES EN DIFFICULTE, 2024, A PARAÎTRE.
- 230) LA SCI : ENJEUX PATRIMONIAUX ET PERSONNELS, RAPPORT DE SYNTHÈSE AU COLLOQUE, UNIVERSITE DE BORDEAUX, 10 NOVEMBRE 2023, REVUE DROIT ET PATRIMOINE, AVRIL 2024, A PARAÎTRE.

#### **IV. COMMENTAIRES DE JURISPRUDENCE :**

- 231) APPLICATION DU BREF DELAI DE L'ART. 1648 DU CODE CIVIL AU CONTRAT D'ENTREPRISE, NOTE SOUS C.A. BORDEAUX 2<sup>ÈME</sup> CH., 7 FEV. 1984, CAHIERS DE JURISPRUDENCE D'AQUITAINE (C.J.A.) 1984/2, P. 168 N° C 13.
- 232) REFUS D'APPLICATION DE L'ART. L 122-12 DU CODE DU TRAVAIL A UNE PERTE DE MARCHE, NOTE SOUS C.A. BORDEAUX 3<sup>ÈME</sup> CH., 22 NOV. 1984, C.J.A. 1985/1, P. 182 N° C 112.
- 233) APPLICATION DU PRIVILEGE DU CONSERVATEUR AUX FRAIS ET HONORAIRES DE L'EXPERT-COMPTABLE REQUIS PAR LE SYNDIC D'UNE LIQUIDATION DE BIENS, NOTE SOUS C.A. BORDEAUX 1<sup>ÈRE</sup> CH., 6 MAI 1985, C.J.A. 1985/3, P. 561 N° C 144.
- 234) LE CARACTERE APPARENT D'UNE SERVITUDE N'EXONERE PAS LE VENDEUR DE SA GARANTIE D'EVICITION S'IL N'EN A PAS FAIT MENTION DANS L'ACTE DE VENTE, NOTE SOUS C.A. AGEN 1<sup>ÈRE</sup> CH., 14 NOV. 1985, C.J.A. 1986/1, P. 141 N° C 165.
- 235) CONDITIONS DE VALIDITE DE L'INSCRIPTION JUDICIAIRE PROVISOIRE D'UN NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE, NOTE SOUS C.A. BORDEAUX 2<sup>ÈME</sup> CH., 26 FEV. 1986 ET C.A. BORDEAUX 2<sup>ÈME</sup> CH., 21 AVRIL 1986, C.J.A. 1986/3, P. 553 N°S C 206 ET C 207.
- 236) LA CESSION D'ACTIONS NON ENTIEREMENT LIBEREES AVANT ET APRES LA DEMATERIALISATION, NOTE SOUS C.A. AGEN 1<sup>ÈRE</sup> CH., 27 AVRIL 1987, BULL. JOLY, 1987, P. 697 § 287.

- 237) PORTEE GENERALE DE L'ART. 1244 DU CODE CIVIL, NOTE SOUS C.A. AGEN 1<sup>ERE</sup> CH., 16 OCT. 1986, C.J.A. 1987/1, P. 132 N° C 220.
- 238) UN INDIVISAIRE NE PEUT ETRE TITULAIRE D'UNE SERVITUDE SUR LE TERRAIN INDIVIS, NOTE SOUS C.A. AGEN 1<sup>ERE</sup> CH., 3 DEC. 1986, C.J.A. 1987/2, P. 306 N° C 236.
- 239) PREUVE DE LA CESSION D' ACTIONS NON ENTIEREMENT LIBEREES, NOTE SOUS C.A. AGEN 1<sup>ERE</sup> CH., 27 AVRIL 1987, C.J.A. 1987/3, P. 535 N° C 257.
- 240) DEF AUT DE QUALITE D'UNE S.A.R.L. POUR AGIR EN EXECUTION D'UN CONTRAT CONCLU PAR DEUX ASSOCIES AVANT SON IMMATRICULATION, NOTE SOUS C.A. BORDEAUX 1<sup>ERE</sup> CH., 28 OCT. 1987, BULL. JOLY, 1988, P. 198 § 46.
- 241) DEF AUT DE QUALITE D'UNE SOCIETE POUR POURSUIVRE LE PAIEMENT D'UNE CREANCE DE SES MEMBRES NEE AVANT SA CONSTITUTION, NOTE SOUS C.A. BORDEAUX 1<sup>ERE</sup> CH., 28 OCT. 1987, C.J.A. 1988/1, P. 135 N° C 273.
- 242) EFFETS DE LA SUSPENSION DE L'EXECUTION DES OBLIGATIONS DU DEBITEUR DANS UNE OPERATION DE CREDIT MOBILIER ET IMMOBILIER, NOTE SOUS T.I. BORDEAUX 21 MARS 1988, C.A. BORDEAUX 1° CH. 30 JUIN 1987 ET C.A. BORDEAUX 6<sup>EME</sup> CH. 21 AVRIL 1988, C.J.A. 1988/2, P. 286 N°S C 282, 283 ET 284.
- 243) NULLITE D'UNE ASSOCIATION POUR ILLICEITE DE L'OBJET QUI VISE A FAVORISER LA CONCLUSION DE CONVENTIONS ILLICITES, NOTE SOUS C.A. PARIS 1<sup>ERE</sup> CH. A, 11 OCT. 1988, BULL. JOLY, 1989, P. 340 § 116.
- 244) INCIDENCE D'UNE DELEGATION GENERALE DES POUVOIRS DE GESTION A UN TIERS SUR LA RESPONSABILITE FISCALE DU GERANT STATUTAIRE DE S.A.R.L., NOTE SOUS CASS. COM. 7 FEV. 1989, BULL. JOLY, 1989, P. 355 § 127.
- 245) PROMESSE DE SOCIETE OU SIMPLES POURPARLERS ?, NOTE SOUS C.A. PARIS 2<sup>EME</sup> CH. A, 21 MARS 1989, BULL. JOLY, 1989, P. 439 § 160.
- 246) EFFICACITE D'UNE CLAUSE DE NON-GARANTIE DU PASSIF LORS D'UNE CESSION DE DROITS SOCIAUX, NOTE SOUS C.A. AGEN 1<sup>ERE</sup> CH., 21 DEC. 1988, BULL. JOLY, 1989, P. 525 § 188.
- 247) UTILISATION DU BORDEREAU DAILLY PAR LE CREANCIER POUR LE REMBOURSEMENT D'UN DECOUVERT BANCAIRE, NOTE SOUS C.A. AGEN 1<sup>ERE</sup> CH., 12 OCT. 1988, C.J.A. 1989/1, P. 129 N° C 314 ; LES PETITES AFFICHES, 1989, P. 35 N° 99.
- 248) CONFIRMATION D'UNE ORDONNANCE D'EXEQUATUR RELATIVE A UNE DECISION RENDUE PAR UNE JURIDICTION BELGE, NOTE SOUS C.A. PAU 1<sup>ERE</sup> CH., 12 OCT. 1989, C.J.A. 1990/1, P. 149 N° C 353.
- 249) BENEFICE DE L'ART. 40 LOI 1985 POUR UNE CREANCE NEE D'UNE POURSUITE D'ACTIVITE NON AUTORISEE PAR LE TRIBUNAL DE

- COMMERCE, NOTE SOUS C.A. PAU 2<sup>EME</sup> CH., 27 AVRIL 1990, C.J.A. 1990/3, P. 451 N° C 364.
- 250) L'INTERPRETATION D'UNE CLAUSE STATUTAIRE D'AGREMENT DES HERITIERS DE L'ASSOCIE DECEDE D'UNE S.A.R.L., NOTE SOUS CASS. COM. 5 FEVRIER 1991, REV. SOCIETES 1991, P. 529.
- 251) SOCIETE EN PROJET OU SOCIETE CREEE DE FAIT ?, NOTE SOUS CASS. COM. 18 DEC. 1990, BULL. JOLY, MARS 1991, P. 326 § 101.
- 252) L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE L'ENTREPRISE EN DIFFICULTE AU REGARD DES DISPOSITIONS DE LA 2EME DIRECTIVE C.E.E. DU 13 DECEMBRE 1976, NOTE SOUS C.J.C.E. 30 MAI 1991, MARINA KARELLA, BULL. JOLY, 1991, P. 1143 § 400.
- 253) FUSIONS DE SOCIETES ET SORT DU CAUTIONNEMENT, NOTE SOUS T.G.I. PAU, 25 SEPT. 1990, C.J.A. 1991/1, P. 121 N° C 377.
- 254) LA LOI DE 1905 SUR LES FRAUDES FACE A LA LIBRE-CIRCULATION DES MARCHANDISES DANS LA C.E.E., NOTE SOUS CASS. CRIM. 17 OCT. 1991, REC. DALLOZ, 1992, J., P. 208.
- 255) QUALIFICATION JURIDIQUE DU "RAPPROCHEMENT" ENTRE MEMBRES D'UNE PROFESSION LIBERALE, NOTE SOUS C.A. PARIS 1<sup>ERE</sup> CH., 20 DEC 1991, BULL. JOLY, 1992, P. 450 § 144.
- 256) NULLITE D'UNE DELIBERATION D'ASSEMBLEE PROCEDANT AU REMPLACEMENT D'UN GERANT DE S.A.R.L. : A LA RECHERCHE D'UN FONDEMENT, NOTE SOUS C.A. VERSAILLES 13<sup>EME</sup> CH., 7 JANV. 1992, BULL. JOLY 1992, P. 553 § 178.
- 257) LES CONDITIONS DU RECOURS DU BANQUIER CESSIONNAIRE D'UNE CREANCE CONTRE LE CEDANT GARANT, NOTE SOUS C.A. PAU, 25 NOV 1991, C.J.A. 1992/2, P. 267.
- 258) CONDITIONS ET LIMITES DU CARACTERE SUBSIDIAIRE DE L'OBLIGATION DES ASSOCIES A L'EGARD DES DETTES DE LA SOCIETE CIVILE, NOTE SOUS CASS. CIV. 3<sup>EME</sup> 23 AVRIL 1992, REV. SOCIETES 1992, P. 763.
- 259) QUALIFICATIONS JURIDIQUES ET CONSEQUENCES D'APPORTS EN SOCIETE EFFECTUES PAR UN MARI AU MOYEN DE BIENS PROPRES DE SA FEMME, NOTE SOUS C.A. PARIS, 2<sup>EME</sup> CH. A, 1ER DECEMBRE 1992, BULL. JOLY 1993, P. 323 § 88.
- 260) LE DIRECTEUR GENERAL NE PEUT ESTER EN JUSTICE AU NOM DE LA SOCIETE A DEFAUT D'UNE DELEGATION SPECIALE, NOTE SOUS C.A. PARIS, 18<sup>EME</sup> CH. C, 11 FEVRIER 1993, BULL. JOLY 1993, P. 572 § 160.
- 261) LE BENEFICE DE L'AGREMENT TACITE PEUT-IL ETRE REFUSE AU GERANT-CESSIONNAIRE D'UNE S.A.R.L. ?, NOTE SOUS CASS. COM. 26 JANVIER 1993, REV. SOCIETES 1993, P. 422.
- 262) LA SOUMISSION D'UN APPORT PARTIEL D'ACTIF A L'EXPERTISE DE GESTION, NOTE SOUS CASS. COM. 12 JANVIER 1993, REV. SOCIETES 1993, P. 426.

- 263) EPOUSE ET MANDATAIRE APPARENT DE SOCIETE, NOTE SOUS C.A. BORDEAUX, 2<sup>EME</sup> CH., 5 OCTOBRE 1992, C.J.A. 1993-2, P. 264.
- 264) COLLEGE DE GERANTS ET RESPONSABILITE FISCALE, NOTE SOUS C.A. BORDEAUX, 25 OCTOBRE 1992, C.J.A. 1993-2, P. 265.
- 265) INOPPOSABILITE AUX TIERS D'UNE FUSION DE SOCIETES NON PUBLIEE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES, NOTE SOUS CASS. COM. 29 JUIN 1993, BULL. JOLY 1993, P. 914 § 267.
- 266) EXCLUSION DU MANDAT APPARENT DES LORS QUE LA CESSATION DES FONCTIONS D'UN DIRIGEANT SOCIAL A ETE REGULIEREMENT PUBLIEE, NOTE SOUS CASS. COM. 4 MAI 1993, REV. SOCIETES 1993 P. 583.
- 267) L'ABUS DE BIENS SOCIAUX COMMIS PAR LE GERANT ASSOCIE UNIQUE DE L'E.U.R.L., NOTE SOUS CASS. CRIM. 14 JUIN 1993, BULL. JOLY 1993 P. 1139 § 337.
- 268) LA RESPONSABILITE DE L'ADMINISTRATEUR POUR NON-RESPECT DE LA PROCEDURE D'AUTORISATION D'UNE CONVENTION REGLEMENTEE, NOTE SOUS CASS. COM. 15 JUIN 1993, REV. SOCIETES 1993 P. 806.
- 269) INOPPOSABILITE OU NULLITE D'UNE CESSION DE DROITS SOCIAUX APPARTENANT A LA COMMUNAUTE PAR UN EPOUX SANS LE CONSENTEMENT DE SON CONJOINT, NOTE SOUS C.A. PARIS, 3<sup>EME</sup> CH., 4 NOVEMBRE 1993, BULL. JOLY, JANVIER 1994, P. 95 § 20.
- 270) DE LA DIFFICULTE D'OBTENIR L'ANNULATION D'UNE DELIBERATION D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE, NOTE SOUS C.A. PARIS, 23EME CH. B, 3 DECEMBRE 1993, BULL. JOLY 1994, P. 299 § 79.
- 271) LA COMBINAISON "S.C.I. - SOCIETE D'EXPLOITATION" A L'EPREUVE DE LA CONFUSION DES PATRIMOINES, NOTE SOUS CASS. COM. 12 OCTOBRE 1993, REV. SOCIETES 1994, P. 326.
- 272) CONFUSION DES PATRIMOINES ET "ERREUR DE PROCEDURE", NOTE SOUS C.A. PARIS, 3<sup>EME</sup> CH., 8 MARS 1994, BULL. JOLY 1994, P. 681 § 193.
- 273) LA CONSTITUTION D'UNE SOCIETE CONCURRENTTE PAR UN GERANT DE S.A.R.L. DEMISSIONNAIRE, NOTE SOUS CASS. COM. 7 JUIN 1994, BULL. JOLY 1994, P. 1232.
- 274) L'OPPOSABILITE A LA SOCIETE DE LA CESSION DU FONDS DE COMMERCE PAR LE GERANT DE LA S.A.R.L., NOTE SOUS CASS. COM. 18 OCTOBRE 1994, BULL. JOLY 1994, P. 1330.
- 275) FUSION DE SOCIETES ET TRANSMISSION DU BENEFICE D'UN CAUTIONNEMENT, NOTE SOUS C.A. PAU 3<sup>EME</sup> CH. 13 SEPTEMBRE 1994, CAH. JURISP. AQUITAINE 1995-1, P. 140.

- 276) L'OBLIGATION A LA DETTE N'EST PAS LA CONTRIBUTION AUX PERTES, NOTE SOUS CASS. CIV. 3<sup>EME</sup> 6 JUILLET 1994, REV. SOC. 1995-1, P. 39.
- 277) L'APPARENCE DE SOCIETE CREEE DE FAIT ET LA REQUALIFICATION DU SALARIE EN ASSOCIE, NOTE SOUS CASS. COM. 15 NOVEMBRE 1994, BULL. JOLY 1995 P. 53.
- 278) VERS UNE THEORIE DE LA MODIFICATION DE FAIT DES STATUTS ? NOTE SOUS CASS. COM. 22 NOVEMBRE 1994, BULL. JOLY 1995, P. 169.
- 279) RELEVEMENT DE LA DECHEANCE DU DROIT DE DIRIGER OU INFIRMATION DU PRONONCE DE L'INTERDICTION ? NOTE SOUS C.A. PARIS, 3<sup>EME</sup> CH. A, 31 JANVIER 1995, BULL. JOLY 1995, P. 346.
- 280) MAJORITE ET PARTAGE DES VOIX AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA S.A., NOTE SOUS C.A. DOUAI, 2<sup>EME</sup> CH., 17 NOVEMBRE 1994, BULL. JOLY 1995, P. 671.
- 281) QUELLE RESPONSABILITE POUR LES FAUTES DE GESTION DU GERANT DE FAIT DE LA S.A.R.L.? NOTE SOUS CASS. COM. 21 MARS 1995, REV. SOCIETES 1995, P. 501.
- 282) QUEL STATUT POUR LE CONJOINT SALARIE D'UN DIRIGEANT DE SOCIETE ? NOTE SOUS CASS. SOC. 5 JUILLET 1995, BULL. JOLY 1995, P. 990.
- 283) S.C.P. DE NOTAIRES : LE DROIT DE RETRAIT POUR MESENTENTE N'EXCLUT PAS LE DROIT DE DISSOLUTION POUR MESENTENTE, NOTE SOUS CASS. CIV. 1<sup>ERE</sup>, 18 JUILLET 1995, BULL. JOLY 1995, P. 981.
- 284) LES AMENAGEMENTS STATUTAIRES DU DROIT DE RETRAIT D'UN ASSOCIE COOPERATEUR, NOTE SOUS CASS. CIV. 1<sup>ERE</sup>, 30 MAI 1995, REV. SOCIETES 1995 P. 732.
- 285) UN NOTAIRE, ADMINISTRATEUR DE SOCIETE ANONYME, NE PEUT EN ETRE LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, NOTE SOUS CASS. COM. 10 OCTOBRE 1995, BULL. JOLY 1995, P. 1064.
- 286) L'OPPOSABILITE AUX CREANCIERS DE L'EPOUX IN BONIS DU PLAN DE CONTINUATION ADOPTE DANS LA PROCEDURE COLLECTIVE DE SON CONJOINT, NOTE SOUS C.A. AGEN, 1<sup>ERE</sup>, 11 SEPTEMBRE 1995, CAHIERS JURISP. AQUITAINE 1996-1, P. 112.
- 287) L'INTERDICTION D'AUGMENTER LES ENGAGEMENTS D'UN ASSOCIE BENEFICIE A L'HERITIER D'UN COOPERATEUR DECEDE, NOTE SOUS CASS. CIV. 1<sup>ERE</sup>, 4 AVRIL 1995, REV. SOCIETES 1996-2, P. 309.
- 288) LA CARACTERISATION DE L'ABUS DE DROIT DE REVOCATION D'UN DIRECTEUR GENERAL DE SOCIETE ANONYME, NOTE SOUS CASS. COM. 3 JANVIER 1996, BULL. JOLY 1996 P. 388.

- 289) LE SORT DE LA CAUTION EN CAS DE PLAN DE CESSIION APPLIQUE AU CREANCIER, NOTE SOUS C.A. AGEN, 1<sup>ERE</sup> CH., 23 OCTOBRE 1995, CAHIERS JURISP. AQUITAINE 1996-2, P. 120.
- 290) LE REGIME DE L'AUTORISATION PREALABLE DES CONVENTIONS REGLEMENTEES DANS LES S.A.R.L., NOTE SOUS CASS. COM. 13 FEVRIER 1996, BULL. JOLY, JUIN 1996, P. 523.
- 291) CESSIION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE ET SORT DES PARTS SOCIALES DE LA COOPERATIVE, NOTE SOUS CASS. CIV. 1<sup>ERE</sup>, 16 JANVIER 1996, REV. SOCIETES 1996, P. 569.
- 292) UNE CONCEPTION RESTRICTIVE DES CAUSES DE NULLITE D'UNE CESSIION DE PARTS DE S.A.R.L., NOTE SOUS COM. 26 MARS 1996, BULL. JOLY 1996, P. 681.
- 293) L'EFFET DE LA DEUXIEME DIRECTIVE C.E.E. SUR LES MESURES D'ASSAINISSEMENT DE LA SITUATION D'UNE BANQUE SOUS FORME DE SOCIETE ANONYME, NOTE SOUS C.J.C.E., 12 MARS 1996, BULL. JOLY 1996, P. 814.
- 294) RENONCIATION AUX BENEFICES DISTRIBUABLES ET CLAUSE LEONINE, NOTE SOUS CASS. COM. 13 FEVRIER 1996, REV. SOCIETES 1996, N° 4, P. 771.
- 295) L'AUTONOMIE DE LA DATE DE CESSATION DES PAIEMENTS AU REGARD DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI DU 25 JANVIER 1985 AU CAS DE SANCTIONS A L'ENCONTRE DU DIRIGEANT SOCIAL, NOTE SOUS CASS. COM. 11 JUIN 1996 (DEUX ARRETS), BULL. JOLY 1996, P. 955.
- 296) AUTORISATION DE CESSIION DE PARTS SOCIALES ET CONSENTEMENT A L'ACTE, NOTE SOUS CASS. COM. 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 1996, BULL. JOLY 1997, P. 31.
- 297) LES LIMITES DE LA PRESOMPTION DE SUBORDINATION ATTACHEE AU STATUT DE CONJOINT SALARIE, NOTE SOUS C.A. PARIS, 4<sup>EME</sup> CH. A, 25 SEPTEMBRE 1996, BULL. JOLY 1997, P. 48.
- 298) LES LIMITES POSEES PAR LA COUR DE CASSATION AUX ACTIONS EN ANNULATION A L'ENCONTRE DE LA PROCEDURE DE MISE EN PLACE DES PLANS SOCIAUX, NOTE SOUS CASS. SOC. 12 NOVEMBRE 1996, BULL. JOLY 1997, P. 153.
- 299) L'EXTENSION DE LA MISSION DE L'EXPERT-COMPTABLE DU COMITE D'ENTREPRISE DANS LE CADRE DU DROIT D'ALERTE, NOTE SOUS CASS. SOC. 28 OCTOBRE 1996, BULL. JOLY 1997, P. 170.
- 300) L'INSTAURATION D'UN COMITE D'ENTREPRISE DANS LE CADRE D'UNE UNITE ECONOMIQUE ET SOCIALE SOUS LA SEULE REFERENCE

- A L'UNITE SOCIALE, NOTE SOUS CASS. SOC. 29 OCTOBRE 1996, BULL. JOLY 1997, P. 173..
- 301) LE FORMALISME DE LA DECLARATION D'APPEL EFFECTUEE AU NOM D'UNE PERSONNE MORALE, NOTE SOUS CASS. CIV. 2<sup>EME</sup>, 5 JUIN 1996, REV. SOCIETES 1997, P. 107.
- 302) L'ABSENCE DE CONTRARIETE ENTRE UNE DECISION ECARTANT L'ETAT DE CESSATION DE PAIEMENTS ET UNE AUTRE PRONONÇANT LA FAILLITE PERSONNELLE POUR NON-DECLARATION DE CET ETAT, NOTE SOUS CASS. COM. 19 NOVEMBRE 1996, BULL. JOLY 1997, P. 235.
- 303) L'ACTION EN REPARATION INTENTEE PAR LA SOCIETE DONT LES TITRES SONT CEDES POUR NON-RESPECT D'UNE OBLIGATION PRISE PAR LES CEDANTS LORS D'UNE CESSION D' ACTIONS, NOTE SOUS CASS. COM. 3 DECEMBRE 1996, BULL. JOLY 1997, P. 316.
- 304) LA DETERMINATION DE LA LOI APPLICABLE A UN CONTRAT DE TRAVAIL EN APPLICATION DE LA CONVENTION DE ROME DU 19 JUIN 1980, NOTE SOUS C.A. PARIS 18<sup>EME</sup> CH. E, 7 JUIN 1996, JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL 1997, P. 428.
- 305) LES CONDITIONS D'UN ABUS DE MINORITE AU CAS DE REFUS DE VOTE D'UNE AUGMENTATION DU CAPITAL, NOTE SOUS C.A. PARIS, 3<sup>EME</sup> CH. B, 24 JANVIER 1997, BULL. JOLY 1997, P. 405.
- 306) DETERMINATION DU PRIX DE CESSION DE PARTS SOCIALES PAR EXPERT ET DROIT DE REPENTIR, NOTE SOUS CASS. COM. 2 JUILLET 1996, REV. SOCIETES 1997 P. 345.
- 307) CONVENTIONS REGLEMENTEES ET ABUS DE MAJORITE, NOTE SOUS CASS. COM. 21 JANVIER 1997, REV. SOCIETES 1997 P. 528.
- 308) LES LIMITES A L'AUTONOMIE DU TRIBUNAL PRONONÇANT DES SANCTIONS PERSONNELLES A L'ENCONTRE D'UN DIRIGEANT VIS-A-VIS DE LA CARACTERISATION DE LA CESSATION DES PAIEMENTS, NOTE SOUS CASS. COM. 20 MAI 1997, BULL. JOLY 1997 P. 801.
- 309) CONFIRMATION DE LA QUALIFICATION DES SOMMES DEPOSEES EN COMPTE COURANT D'ASSOCIE EN « PRET » ET NON EN « APPORT EN CAPITAL », NOTE SOUS CASS. COM. 24 JUIN 1997, BULL. JOLY 1997 P. 871.
- 310) LES AMENAGEMENTS STATUTAIRES DU RETRAIT D'UN ASSOCIE COOPERATEUR A L'EPREUVE DU DROIT DES CONTRATS, DU DROIT DE LA CONCURRENCE ET DU DROIT COOPERATIF, NOTE SOUS C.A. VERSAILLES, 12EME CH., 27 MARS 1997, REV. SOCIETES 1997, P. 796.
- 311) L'OBLIGATION POUR LE DIRIGEANT SOCIAL DE NE PAS CONCURRENCER LA SOCIETE DONT IL EST LE REPRESENTANT LEGAL

- : A LA RECHERCHE D'UN FONDEMENT, NOTE SOUS CASS. COM. 21 OCTOBRE 1997, BULL. JOLY 1998, P. 27.
- 312) LA SITUATION DU GERANT MIS DANS L'IMPOSSIBILITE D'EXERCER SES FONCTIONS, NOTE SOUS CASS. COM. 18 NOVEMBRE 1997, BULL. JOLY 1998 P. 135.
- 313) LA DEFENSE DES INTERETS D'UNE SOCIETE EN LIQUIDATION, NOTE SOUS CASS. COM. 2 DECEMBRE 1997, BULL. JOLY 1998 P. 126.
- 314) CLAUSE STATUTAIRE D'EXCLUSION ET ABUS DE DROIT, NOTE SOUS CASS. COM. 21 OCTOBRE 1997, REV. SOCIETES 1998 P. 99.
- 315) L'EFFET ANTI-CONCURRENTIEL DE LA DIFFUSION DE BAREMES RELATIFS AUX HONORAIRES D'AVOCATS, NOTE SOUS C.A. PARIS, CH. ECO. ET FIN., 9 DECEMBRE 1997 (2 ARRETS), BULL. JOLY 1998 P. 378.
- 316) MISE EN ŒUVRE DES SANCTIONS PREVUES PAR LE DROIT NATIONAL EN CAS DE DEFAUT DE PUBLICATION DES COMPTES D'UNE SOCIETE AU REGARD DE L'ARTICLE 6 DE LA PREMIERE DIRECTIVE D'HARMONISATION DU DROIT DES SOCIETES, NOTE SOUS C.J.C.E., 5<sup>EME</sup> CH., 4 DECEMBRE 1997, AFF. C-97/96, BULL. JOLY 1998 P. 326.
- 317) COMPETENCE DES LEGISLATIONS NATIONALES EN MATIERE DE DENOMINATION D'UN GROUPEMENT EUROPEEN D'INTERET ECONOMIQUE, NOTE SOUS C.J.C.E., 5<sup>EME</sup> CH., 18 DECEMBRE 1997, BULL. JOLY 1998 P. 362.
- 318) LA REPRESENTATION SYSTEMATIQUE D'UN ASSOCIE AUX ASSEMBLEES GENERALES, NOTE SOUS C.A. AIX-EN-PROVENCE 17 OCTOBRE 1997, 8<sup>EME</sup> CH. B, BULL. JOLY 1998 P. 531.
- 319) INTERDICTION DE DIRIGER UNE SOCIETE : COMPETENCES RESPECTIVES DE LA LOI DU 25 JANVIER 1985 ET DU DECRET-LOI DU 8 AOUT 1935, NOTE SOUS CASS. COM. 31 MARS 1998, BULL. JOLY 1998 P. 662.
- 320) CLIENTELE COMMUNE ET SOCIETE CREEE DE FAIT ENTRE PROFESSIONNELS LIBERAUX, NOTE SOUS CASS. CIV. 1<sup>ERE</sup>, 10 FEVRIER 1998, BULL. JOLY 1998 P. 789.
- 321) LA DIVERSITE DES EXPERTS DESIGNES LORS DES TRANSFERTS DE DROITS SOCIAUX, NOTE SOUS CASS. COM. 10 MARS 1998 (2 ARRETS), REV. SOCIETES 1998 P. 541.
- 322) LA SOUMISSION OBLIGATOIRE AUX COTISATIONS VIEILLESSE DU GERANT ASSOCIE MAJORITAIRE D'UNE SARL N'AYANT AUCUNE ACTIVITE, NOTE SOUS CASS. SOC. 28 MAI 1998, BULL. JOLY 1998 P. 1177.

- 323) RESPONSABILITE PERSONNELLE DU DIRIGEANT DE SOCIETE A L'EGARD DES TIERS : CONFIRMATION ET INTERROGATIONS JURISPRUDENTIELLES, NOTE SOUS CASS. COM. 28 AVRIL 1998, REV. SOCIETES 1998 P. 767.
- 324) DU FLOTTEMENT DANS LA DETERMINATION DES CONTRATS INCLUS DANS UN PLAN DE CESSION, NOTE SOUS CASS. COM. 27 OCTOBRE 1998, ACTUALITE DES PROCEDURES COLLECTIVES 1998, N° 13, P. 1.
- 325) LA FAUTE DE GESTION DU GERANT DE SARL LORS DE TRAVAUX DE RENOVATION IMMOBILIERE, NOTE SOUS C.A. PARIS, 19<sup>EME</sup> CH. B, 18 JUIN 1998, BULL. JOLY 1999, P. 70.
- 326) LA PRESCRIPTION DE L'ACTION EN NULLITE D'UNE SOCIETE POUR DEFAUT D'AFFECTIO SOCIETATIS ET VIOLENCE MORALE, NOTE SOUS C.A. PARIS, 2<sup>EME</sup> CH. A, 3 NOVEMBRE 1998, BULL. JOLY 1999, P. 290.
- 327) LE CAUTIONNEMENT CONSENTI SANS AUTORISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION NE CONSTITUE PAS UNE FAUTE DETACHABLE DES FONCTIONS DU DIRECTEUR GENERAL, NOTE SOUS CASS. COM. 20 OCTOBRE 1998, REVUE DES SOCIETES 1999, P. 109.
- 328) LA MISE SOUS TUTELLE D'UN ASSOCIE EN NOM COLLECTIF NE S'OPPOSE PAS A CE QU'IL FASSE L'OBJET D'UNE PROCEDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE, NOTE SOUS CASS. COM. 8 DECEMBRE 1998, REV. JUR. COM. 1999 P. 266.
- 329) LA QUALIFICATION DE L'ASSOCIE UNIQUE DE SARL EN GERANT DE FAIT, NOTE SOUS C.A. PARIS, 3<sup>EME</sup> CH. C, 15 JANVIER 1999, BULL. JOLY 1999 P. 630.
- 330) VERS UNE REVOCATION « AD NUTUM » DES GERANTS DE SOCIETES CIVILES ? NOTE SOUS CASS. CIV. 3<sup>EME</sup>, 6 JANVIER 1999, REV. SOCIETES 1999 P. 380.
- 331) REAFFIRMATION DE L'EXIGENCE D'UNE FAUTE DETACHABLE DES FONCTIONS POUR LA MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITE DU GERANT PAR LES TIERS, NOTE SOUS CASS. COM. 12 JANVIER 1999 et Civ. 3<sup>eme</sup> 17 mars 1999, Bull. Joly 1999 p. 812.
- 332) L'octroi d'une retraite complémentaire à un mandataire social salarié relève de la procédure d'autorisation des conventions réglementées, note sous Cass. Soc. 14 janvier 1999, Rev. sociétés 1999 p. 620.
- 333) L'irrecevabilité de l'opposition de dirigeants sociaux à l'encontre d'une ordonnance du juge-commissaire désignant un expert dans le cadre d'une action en comblement de passif, note sous Cass. Com. 11 mai 1999, Rev. jur. com. 1999, p. 410.

- 334) Confusion des patrimoines et obligation solidaire de paiement du montant non libéré des actions, note sous Cass. Com. 26 mai 1999, Bull. Joly 1999 p. 971.
- 335) Le dévouement conjugal échappe à la confusion des patrimoines, note sous C.A. Paris, 3<sup>ème</sup> ch. A, 6 avril 1999, Bull. Joly 1999, p. 1168.
- 336) La responsabilité du cessionnaire pour défaut de signature des actes de réalisation d'un plan de cession, note sous Cass. Com. 26 octobre 1999, Actualité des procédures collectives 1999, p. 19 n° 1.
- 337) Les effets de la nullité d'une souscription de parts sociales pour démarchage prohibé, note sous Cass. Com. 5 octobre 1999, Rev. sociétés 1999, p. 821.
- 338) La distinction du contrat de prêt et du contrat de société, note sous C.A. Paris, 15<sup>ème</sup> ch. A, 28 septembre 1999, Bull. Joly 2000, p. 90.
- 339) Aspects probatoires et procéduraux de l'obligation d'avertissement du conjoint lors de l'acquisition de parts sociales au moyen de biens communs, note sous C.A. Versailles, 12<sup>ème</sup> ch., 14 octobre 1999, Bull. Joly 2000, p. 164.
- 340) Administrateur provisoire ou contrôleur de gestion : encore un effort de clarification, note sous C.A. Paris, 14<sup>ème</sup> ch. A, 27 octobre 1999, Bull. Joly 2000, p. 336.
- 341) La détermination de la date à laquelle doit être fixée la valeur des parts des associés se retirant d'une société civile à capital variable, note sous C.A. Paris, 14<sup>ème</sup> ch. A, 9 février 2000, Rev. Sociétés 2000, n° 2, p. 312.
- 342) Un litige relatif au droit de retrait d'un associé n'est pas un litige entre associés : conséquences procédurales, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 29 mars 2000, Rev. Sociétés 2000, n° 2, p. 308.
- 343) Non-cumul de l'action en comblement de passif et des actions en responsabilité : l'exigence d'une insuffisance d'actif, note sous Cass. Com. 28 mars 2000, Actualité des procédures collectives, mai 2000, p. 1.
- 344) Le cumul de l'action civile en cas d'abus de biens sociaux avec l'action en comblement de passif, note sous Cass. Com. 29 février 2000, Bull. Joly 2000 p. 597.
- 345) Décisions collectives des associés : l'exigence minimale d'un consentement exprimé dans un acte, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 21 mars 2000, Defrénois 2000, p. 849.
- 346) La reprise des actes accomplis au nom d'une société en formation suppose l'accomplissement régulier de l'une des formalités prévues aux textes, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 26 avril 2000, Bull. Joly 2000, p. 849.

- 347) La nullité d'une délibération du conseil d'administration d'une coopérative agricole pour violation de dispositions impératives relatives à la composition du conseil, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 28 mars 2000, Rev. sociétés 2000, p. 542.
- 348) Externalisation d'une activité et transfert d'entreprise au regard de l'article L 122-12 du code du travail, note sous Cass. Soc. 18 juillet 2000, Bull. Joly 2000, p. 975.
- 349) L'inexistence d'une société en formation : conséquences procédurales, note sous Cass. Com. 14 juin 2000, Bull. Joly 2000, p. 1079.
- 350) Inexécution d'une promesse de société ou rupture d'un projet de société ?, note sous Cass. Com. 11 juillet 2000, Bull. Joly 2000, p. 1167.
- 351) La transformation d'une S.A.R.L. en S.A.S. n'impose pas l'intervention d'un commissaire à la transformation, note sous C.A. Paris 3<sup>ème</sup> ch. C, 26 mai 2000, Rev. sociétés 2000, p. 729.
- 352) L'exigence de faits antérieurs au jugement d'ouverture d'une procédure collective pour caractériser la confusion des patrimoines, note sous Cass. Com. 28 novembre 2000, Bull. Joly 2001, p.249.
- 353) Régime juridique d'une société civile par la forme ayant un objet commercial, note sous Cass. Com. 5 juillet 2000, Rev. sociétés 2001, p. 100.
- 354) L'action devant la juridiction prud'homale échappe à la règle du dessaisissement, note sous Cass. Soc. 31 janvier 2001, Actualité des procédures collectives 2001, n° 6 p. 1.
- 355) Les éléments requis pour la qualification d'une promesse de société, note sous C.A. Versailles, 1<sup>ère</sup> ch. A, 19 octobre 2000, Bull. Joly 2001, p. 403.
- 356) G.I.E. en redressement judiciaire : la déclaration de créance doit être également faite dans chacune des procédures collectives de ses membres, sinon la caution peut être déchargée en application de l'article 2037 du c. civ., note sous Cass. Com. 20 février 2001, Droit21.com, avril 2001.
- 357) La perte de la qualité de représentant légal d'une société, obstacle à l'admission de mesures d'instruction in futurum visant des informations couvertes par le secret bancaire, note sous Cass. Com. 16 janvier 2000, Bull. Joly 2001 p. 491.
- 358) L'exclusion de la nullité en cas de non-respect des règles de convocation des associés aux assemblées générales d'une société civile, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 11 octobre 2000, Rev. sociétés 2001, p. 336.
- 359) La preuve d'un cautionnement commercial consenti par un dirigeant de société non commerçant, note sous Cass. Com. 13 mars 2001, Bull. Joly 2001, p. 854.

- 360) Détermination du tribunal territorialement compétent pour reconnaître l'existence d'une unité économique et sociale : règles de procédure et conditions de fond, note sous C.A. Paris, 1<sup>ère</sup> ch. D, 14 mars 2001, Bull. Joly 2001, p. 880.
- 361) La prise en location-gérance par une société du fonds de commerce appartenant à un associé à l'épreuve de la confusion des patrimoines, note sous C.A. Paris, 3<sup>ème</sup> ch. B, 18 mai 2001, Bull. Joly 2001, p. 980.
- 362) L'engagement du coopérateur est exclusif d'un contrat de vente avec réserve de propriété, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 13 février 2001, Rev. sociétés 2001, p. 834.
- 363) La preuve d'une reconnaissance de dette portant sur une somme destinée à l'acquisition d'un fonds de commerce peut être apportée par tous moyens, obs. sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 2 mai 2001, RTDCom 2001 n° 4, p. 865.
- 364) Dans un acte mixte, les règles de preuve du droit civil s'appliquent envers la partie pour laquelle il est de caractère civil, obs. sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 2 mai 2001, RTDCom 2001 n° 4, p. 867.
- 365) Une Caisse de Crédit agricole, poursuivie en tant qu'établissement pratiquant habituellement des opérations de banque, ne peut se voir refuser le bénéfice de la prescription décennale, obs. sous Cass. Com. 17 juillet 2001, RTDCom 2001 n° 4, p. 868.
- 366) Faute de gestion et manœuvre dolosive lors de la souscription de droits sociaux, note sous Cass. Com. 19 juin 2001, Bull. Joly 2001, p. 1093.
- 367) Le recours à des tiers pour l'exécution de tâches d'exploitation des entreprises en difficulté face aux éléments constitutifs du délit de malversation, note sous Cass. Crim. 26 septembre 2001, Droit 21, novembre 2001.
- 368) Constitution de partie civile dans le cadre du délit de malversation et application du délit de prise illégale d'intérêts à un mandataire judiciaire, note sous Cass. Crim. 26 septembre 2001, Droit 21, novembre 2001.
- 369) Fixation de la date du transfert de propriété lors d'une cession amiable d'immeuble dans le cadre d'une liquidation judiciaire, note sous Cass. Com. 16 octobre 2001, Droit 21, novembre 2001.
- 370) Application stricte des conditions de la déclaration de créance par le chef de file d'un pool bancaire et modalités des réclamations sur l'état de créances formées par une caution, note sous Cass. Com. 16 octobre 2001, Droit 21, novembre 2001.
- 371) L'appel formé par le receveur des impôts à l'encontre d'une décision du juge commissaire portant sursis à statuer sur l'admission d'une créance fiscale n'est pas soumis aux dispositions de l'article 380 NCPC, note sous Cass. Com. 16 octobre 2001, Droit 21, novembre 2001.
- 372) Révocation « ad nutum » d'un président de S.A.S. : bénéfice de la jurisprudence sur la révocation abusive mais soumission corrélative aux exigences

- de preuve, note sous C.A. Paris, 25<sup>ème</sup> ch. B, 28 septembre 2001, Bull. Joly 2001, p. 1253.
- 373) Droit de rétention sur des marchandises détenues postérieurement au jugement d'ouverture et paiement de créances antérieures, note sous Cass. Com. 13 novembre 2001, Droit 21, janvier 2002.
- 374) Les effets d'une procédure collective ouverte après résolution d'un plan de cession sur l'obligation de déclaration des créances, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 7 novembre 2001, Droit 21, janvier 2002.
- 375) Le commissaire à l'exécution du plan a qualité pour exercer l'action paulienne, note sous Cass. Com. 13 novembre 2001, Droit 21, janvier 2002.
- 376) La preuve d'un nantissement, même consenti par un non-commerçant, peut être apportée par tous moyens, dès lors qu'il a été constitué en garantie des engagements d'un commerçant, obs. sous Cass. Com. 2 octobre 2001, RTDCom 2002-1, p. 33.
- 377) La prescription décennale de l'article L 110-4 c. com. est applicable à une demande en déchéance du droit aux intérêts même lorsqu'elle est présentée par voie d'exception, obs. sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 16 octobre 2001, RTDCom 2002-1, p. 34.
- 378) L'existence d'un lien de subordination n'est pas une condition pour l'application du statut du conjoint salarié de l'époux commerçant, obs. sous Cass. Soc. 6 novembre 2001, RTDCom 2002-1, p. 36.
- 379) Exploitation d'une station-service : conditions requises pour l'application du code du travail au locataire-gérant, obs. sous C.A. Paris, 5<sup>ème</sup> ch. B, 25 octobre 2001, RTDCom 2002-1, p. 38.
- 380) Les conditions de validité d'une convocation d'assemblée générale d'une société en liquidation judiciaire, note sous Cass. Com. 17 juillet 2001, Rev. Sociétés 2002, p. 52.
- 381) La vente de l'immeuble, seul actif social, par le gérant de la SCI, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 18 décembre 2001, Bull. Joly 2002, p. 434.
- 382) Seule la compensation réalisée en compte courant constitue un obstacle à la revendication du prix de revente des marchandises soumises à réserve de propriété, note sous Cass. Com. 8 janvier 2002, Droit 21, février 2002.
- 383) La compensation entre la créance au titre d'un compte courant d'associé et la dette de libération du capital social peut se réaliser de plein droit avant le jugement d'ouverture de la procédure collective, note sous Cass. Com. 8 janvier 2002, Droit 21, février 2002.

- 384) Le délai de forclusion ne court pas à l'encontre du salarié lorsque le relevé des créances salariales a été déposé postérieurement à l'expiration de ce délai, note sous Cass. Soc. 8 janvier 2002, Droit 21, février 2002.
- 385) L'AGS doit garantir le paiement de dommages-intérêts dus par l'employeur du fait du non-respect de l'affiliation obligatoire du salarié au régime de protection sociale complémentaire et à une caisse de retraite complémentaire des cadres, Cass. Soc. 8 janvier 2002, Droit 21, février 2002.
- 386) L'apprenti dont le contrat est rompu du fait de la liquidation judiciaire a droit à une indemnité égale aux rémunérations qu'il aurait perçues jusqu'au terme du contrat, note sous Cass. Soc. 15 janvier 2002, Droit 21, février 2002.
- 387) Les conditions de l'inclusion dans la procédure collective d'indemnités allouées au débiteur à la suite d'un accident de la circulation, note sous Cass. Com. 5 février 2002, Droit 21, février 2002.
- 388) Une société bénéficiant d'un plan de redressement ne peut faire l'objet ni d'une extension de procédure, sur le fondement de la confusion des patrimoines, ni d'une ouverture de procédure pour faute en qualité de dirigeant de fait, note sous Cass. Com. 5 février 2002, Droit 21, février 2002.
- 389) Le défaut de qualité de commerçant constitue un obstacle à l'immatriculation au registre du commerce du copropriétaire indivis d'un fonds de commerce, note sous C.A. Paris, 3<sup>ème</sup> ch. C, 8 février 2002, RTDCom 2002, p. 263.
- 390) La cession du bail commercial doit être accompagnée de la cession de clientèle pour entraîner l'application de la loi du 2 janvier 1970, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 11 décembre 2001, RTDCom 2002, p. 264.
- 391) Les dispositions spéciales du code de commerce relatives aux conséquences attachées à l'inexactitude des énonciations obligatoires portées à l'acte n'interdisant pas à l'acquéreur d'un fonds de commerce de rechercher la responsabilité de droit commun du vendeur pour dol, note sous Cass. Com. 15 janvier 2002, RTDCom 2002, p. 265.
- 392) Doit être qualifié de bail commercial et non de location-gérance de fonds de commerce, le contrat relatif à un hôtel-restaurant appartenant à une commune fermé depuis plusieurs années, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 30 janvier 2002, RTDCom 2002, p. 266.
- 393) Le déplacement du siège social d'une société propriétaire d'un fonds de commerce n'emporte pas nécessairement transfert de ce fonds et la mention du déplacement du fonds au registre du commerce ne saurait, à elle seule, établir la connaissance par le créancier nanti de ce déplacement, note sous Cass. Com. 29 janvier 2002, RTDCom 2002, p. 267.
- 394) Gérant démissionnaire et création d'une société concurrente, note sous Cass. Com. 12 février 2002, Bull. Joly 2002 p. 617.

- 395) Nature, preuve et rupture du lien coopératif : positions récentes de la Cour de cassation, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 15 janvier 2002 et 18 décembre 2001 (deux arrêts), Rev. sociétés 2002, p. 308.
- 396) La reconnaissance par la Cour de cassation de l'existence d'une clientèle propre du franchisé, élément de son fonds de commerce, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 27 mars 2002, RTDCom 2002, p. 457.
- 397) Droits pécuniaires de l'associé exerçant son droit de retrait et respect de la personnalité morale de la société, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 29 mai 2002, Rev. sociétés 2002, p. 528.
- 398) Périmètre de l'unité économique et sociale et groupe de sociétés, note sous Cass. Soc. 7 mai 2002, Bull. Joly 2002, p. 1044.
- 399) Une société civile immobilière est-elle une entreprise au sens de l'art. L 313-22 c. mon. et fi., note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 12 mars 2002, Bull. Joly 2002, p. 1033.
- 400) L'intermédiaire intervenant lors de la cession d'un fonds de commerce doit s'enquérir des conditions financières de l'opération et de l'exécution du bail commercial, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 5 mars et 12 mars 2002, RTDCom 2002, p. 649.
- 401) Eléments implicitement inclus dans la cession du fonds de commerce, note sous C.A. Caen, 1<sup>ère</sup> ch., 28 mars 2002, RTDCom 2002, p. 651.
- 402) Les huissiers du Trésor Public peuvent valablement effectuer une opposition au paiement du prix de vente d'un fonds de commerce, note sous Cass. Com. 6 mai 2002, RTDCom 2002, p. 652.
- 403) Appréciation stricte des conditions d'activité antérieure du propriétaire du fonds pour sa mise en location-gérance, note sous Cass. Com. 6 mai 2002, RTDCom 2002, p. 653.
- 404) Conditions de reprise des actes accomplis au nom d'une société en formation et sort du cautionnement, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 2 octobre 2002, Bull. Joly 2002, p. 1335.
- 405) Inéligibilité aux fonctions de juge au tribunal de commerce du gérant d'une SARL faisant l'objet d'un plan de continuation, note sous Cass. Civ. 2<sup>ème</sup>, 10 octobre 2002, Droit 21.com, novembre 2002.
- 406) Droit de rétention sur immeuble et liquidation judiciaire, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 23 octobre 2002, Act. Proc. coll. décembre 2002, p. 1.
- 407) Conditions et conséquences de l'opposabilité aux créanciers sociaux de la dissolution d'une société unipersonnelle dont l'associé unique est une personne morale, note sous Cass. Com. 24 septembre 2002, Rev. sociétés 2002, p. 711.

- 408) Rémunération du gérant de fait de la S.A.R.L. et conventions réglementées, note sous C.A. Versailles, 12<sup>ème</sup> ch., 12 septembre 2002, Bull. Joly 2003, p. 57.
- 409) Le locataire-gérant est tenu d'une obligation d'exploitation et de restitution en fin de contrat, même dans l'hypothèse d'une résiliation du contrat, note sous Cass. Com., 6 mai 2002, RTDCom 2003/1, p. 55.
- 410) L'incidence de la résolution de la cession du fonds de commerce sur le bail commercial, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 30 octobre 2002, RTDCom 2003/1, p. 56.
- 411) La fixation du point de départ du délai d'inscription de nantissement du fonds de commerce lorsque l'acte ne comporte aucune date, note sous Cass. Com. 17 septembre 2002, RTDCom 2003/1, p. 57.
- 412) La nullité du nantissement d'un fonds de commerce appartenant à autrui peut être couverte lorsque, avant toute action en nullité, le constituant devient propriétaire du fonds, note sous Cass. Com. 5 novembre 2002, RTDCom 2003/1, p. 58.
- 413) L'exercice par le créancier nanti du droit de surenchère sur la vente du fonds ordonnée dans le cadre d'une liquidation judiciaire, note sous C.A. Douai, 24 juillet 2001, RTDCom 2003/1, p. 59.
- 414) Société en participation et ouverture de crédit en compte courant, note sous Cass. Com. 8 octobre 2002, Bull. Joly 2003, p. 229.
- 415) Nullité d'une décision d'augmentation du capital pour défaut de résolution préalable visant une augmentation de capital réservée aux salariés, note sous Trib.Com. Bordeaux, 7<sup>ème</sup> ch., 15 novembre 2002, Bull. Joly 2003, p. 197.
- 416) Difficultés de répartition des pouvoirs entre le conseil d'administration et le directeur général de la société anonyme après la loi NRE du 15 mai 2001, note sous Trib. Com. Bordeaux ord. réf. 2 janvier 2003, Rev. sociétés 2003 p. 135.
- 417) Décision de gestion interne de l'entreprise et délit d'entrave au fonctionnement régulier du comité d'entreprise, note sous Cass. Crim. 19 novembre 2002, Bull. Joly 2003, p. 313.
- 418) Actes accomplis au nom d'une société en formation : assouplissement spectaculaire de la position jurisprudentielle, note sous Cass. Civ. 2<sup>ème</sup>, 19 décembre 2002 et Cass. Com. 14 janvier 2003, Bull. Joly 2003 p. 483.
- 419) Constitue une inexactitude et non une omission, l'énonciation dans l'acte de vente d'un fonds de commerce de bénéfices qui ne se rapportent pas exclusivement à l'activité cédée, obs. sous Cass. Com. 3 décembre 2002, RTDCom 2003, p. 270.
- 420) L'associé d'une société dissoute n'est pas un créancier susceptible d'exercer l'action oblique, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 2 octobre 2002, Rev. sociétés 2003, p. 291.

- 421) La définition de l'établissement distinct, cadre de désignation du délégué syndical, note sous Cass. Soc. 24 avril 2003, Bull. Joly 2003 p. 780.
- 422) L'action en nullité d'une décision d'apport partiel d'actif est soumise au délai de prescription abrégé applicable aux fusions et scissions, note sous Cass. Com. 3 juin 2003, Bull. Joly 2003, p. 933.
- 423) Les vicissitudes d'un contrat de travail conclu avec une société en formation, mise ultérieurement en procédure collective, note sous Cass. Soc. 27 mai 2003, Bull. Joly 2003, p. 918.
- 424) Dissolution d'une société civile non immatriculée : détermination du délai de prescription de l'action d'un créancier contre un associé non liquidateur, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 7 mai 2003, Rev. sociétés 2003, p. 506.
- 425) Le sort de l'hypothèque inscrite sur un immeuble acquis au nom d'une société en formation, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 9 juillet 2003, Bull. Joly 2003, p. 1191.
- 426) Les sociétés coopératives de commerçants détaillants à l'épreuve du droit de la concurrence, note sous CA Reims, ch. civ. 5 mai 2003, Rev. sociétés 2003, p. 865.
- 427) Contrat de travail conclu avec une société-mère ayant pour objet l'exercice du mandat de directeur général au sien d'une filiale : incidence sur le licenciement, note sous C. Prud. Paris 15 septembre 2003, Bull. Joly 2003 p. 1323.
- 428) La suspension du contrat de travail du salarié accédant à un mandat social : principe et conséquence, note sous CA Paris, 18<sup>ème</sup> ch. E, 26 septembre 2003, Bull. Joly 2004, p. 47.
- 429) La prescription trentenaire du droit à la réserve spéciale de participation des salariés face à l'obligation décennale de conservation des documents comptables, note sous Cass. Com. 29 octobre 2003, Bull. Joly 2004, p. 95.
- 430) Clause de non-rétablissement du vendeur du fonds de commerce dont le contenu diffère entre l'acte sous seing privé et l'acte authentique, obs. sous CA Toulouse, 2<sup>ème</sup> ch., 12 décembre 2002, RTDCom 2004/1, p. 67.
- 431) Détermination de l'étendue du droit au remboursement de l'acquéreur dépossédé à la suite de l'adjudication du fonds de commerce, obs. sous Cass. Com. 25 février 2003, RTDCom 2004/1, p.68.
- 432) Efficacité d'une clause de résiliation de plein droit d'un contrat de location-gérance malgré l'invocation de vices affectant le fonds loué, obs. sous CA Paris, 5<sup>ème</sup> ch. B, 13 février 2003, RTDCom 2004/1, p. 70.
- 433) L'exigence de la radiation du RCS du propriétaire du fonds donné en location-gérance, obs. sous CA Paris, 3<sup>ème</sup> ch. A, 16 septembre 2003, RTDCom 2004/1, p. 71.

- 434) L'irrégularité d'une procédure engagée par une partie dépourvue de la personnalité juridique, note sous Cass. Civ. 2<sup>ème</sup>, 11 septembre 2003, Bull. Joly 2004, p. 263.
- 435) L'augmentation du capital d'une société par actions simplifiée face au risque de nullité et de responsabilité, note sous Trib. Com. Paris, 25 novembre 2003, Bull. Joly 2004, p. 376.
- 436) L'annulation à la demande d'un associé d'une décision d'assemblée emportant augmentation des engagements des associés votée à l'unanimité, note sous Cass. Com. 13 novembre 2003, Rev. sociétés 2004, p. 97.
- 437) La date d'appréciation des critères de l'unité économique et sociale en cas de renvoi après cassation devant une autre juridiction, note sous Cass. Soc. 17 décembre 2003, Bull. Joly 2004, p. 674.
- 438) La pratique de répartition inégalitaire des bénéfices : contrariété face aux stipulations statutaires et conditions de ratification, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 2 mars 2004, Bull. Joly 2004, p. 714.
- 439) L'application dans le temps des dispositions de la loi NRE relatives à la dissolution des sociétés unipersonnelles, note sous Cass. Com. 7 janvier 2004, Rev. sociétés 2004, p. 360.
- 440) La qualité de conjoint collaborateur d'un commerçant et l'application du droit des procédures collectives, obs. sous Cass. Com. 11 février 2004, RTDCom 2004/2, p. 243.
- 441) Les conditions d'exercice de la mission d'assistance du comité d'entreprise par l'expert-comptable pour l'examen des comptes de la société, note sous Cass. Soc. 17 février 2004, Bull. Joly 2004, p. 977.
- 442) Le point de départ de la prescription de l'action en comblement de passif, obs. sous Cass. Com. 19 mai 2004, Act. proc. coll., 16 juillet 2004, n° 13, p. 1.
- 443) L'incidence de l'exercice, par le propriétaire du fonds de commerce mis en location-gérance, d'un mandat social au sein de la société locataire-gérante sur l'assujettissement aux cotisations sociales, note sous Cass. Civ. 2<sup>ème</sup>, 2 mars 2004, Bull. Joly 2004, p. 1125.
- 444) Le cumul de la fonction de président du Conseil d'administration d'une SCOP avec un contrat de travail conclu postérieurement à l'entrée en fonction, note sous Cass. Soc. 28 janvier 2004, Rev. sociétés 2004, p. 687.
- 445) Ce n'est qu'à l'égard des commerçants que les actes de commerce peuvent se prouver par tous moyens, obs. sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 18 mai 2004, RTDCom 2004/4, p. 693.
- 446) Le délai d'un an pour l'action en nullité de la vente de fonds de commerce ou de l'action en garantie s'applique lorsque le règle est invoquée tant par voie

- d'action que d'exception, obs. sous Cass. Com. 31 mars 2004, RTDCom 2004/4, p. 695.
- 447) La mise en œuvre de la procédure de purge des inscriptions sur le fonds de commerce constitue une faculté pour l'acquéreur, obs. sous Cass. Com. 28 avril 2004, RTDCom 2004/4, p. 696.
- 448) La reconnaissance d'une unité économique et sociale : recevabilité de l'action avant la mise en place des institutions représentatives et incidence sur les mandats en cours, note sous Cass. Soc. 26 mai et 2 juin 2004, Bull. Joly 2004, p. 1228.
- 449) Indemnité de départ d'un directeur général : illicéité pour atteinte à la libre révocabilité, note sous Cass. Com. 26 mai 2004, Bull. Joly 2004, p. 1407.
- 450) La notion d'unité économique et sociale n'est pas relative, note sous Cass. Soc. 13 juillet 2004, Bull. Joly 2004, p. 1490.
- 451) L'attitude de la SCI, bailleur d'immeuble, critère de la confusion des patrimoines, note sous Cass. Com. 14 janvier 2004, Rev. sociétés 2004, p. 948.
- 452) L'accès à la procédure de surendettement du gérant d'une société en liquidation judiciaire, note sous Cass. Civ. 2<sup>ème</sup>, 8 juillet 2004, Bull. Joly 2005, p. 237.
- 453) L'absence d'immatriculation préalable de la société, condition du mécanisme de reprise des actes souscrits au nom d'une société en formation, note sous Cass. Com. 21 septembre 2004, Bull. Joly 2005, p. 287.
- 454) Inexistence et nullité dans la cession de droits sociaux : importantes clarifications de la Cour de cassation, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 6 octobre 2004, Rev. sociétés 2005/1, p.152.
- 455) Le domaine d'application du droit à l'expertise de gestion à la demande du Comité d'entreprise, note sous Cass. Com. 30 novembre 2004, Bull. Joly 2005, p. 410.
- 456) L'annulation d'un contrat d'agent commercial en considération de la loi Hoguet du 2 janvier 1970, obs. sous Cass. Com. 7 juillet 2004, RTDCom 2005/1, p. 42.
- 457) Les conditions d'efficacité d'une clause de solidarité entre les vendeurs d'un fonds de commerce, obs. sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 27 avril 2004, RTDCom 2005/1, p. 45.
- 458) Société à prépondérance familiale et faute de gestion, note sous Cass. Com. 21 septembre 2004, Rev. sociétés 2005/2, p. 363.
- 459) Délit d'acquisition des biens du débiteur : précisions quant aux personnes visées, obs. sous Cass. Crim. 15 décembre 2004, Act. proc. coll. 18 mars 2005, n° 5 p. 1.

- 460) Licenciement du salarié et bénéficiaire des stock-options, note sous Cass. Soc. 29 septembre 2004, Rev. sociétés 2005/2, p. 396.
- 461) Clause de continuation d'une société en nom collectif après le décès d'un associé : l'option des héritiers, note sous Cass. Com. 14 décembre 2004, Bull. Joly 2005, p.528.
- 462) Droit au renouvellement du bail commercial et société en formation, note sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 2 février 2005, Bull. Joly 2005, p. 643.
- 463) L'irrecevabilité de l'action en responsabilité solidaire du loueur de fonds de commerce exercée par le représentant des créanciers, obs. sous Cass. Com. 9 novembre 2004, RTDCom 2005/2, p. 247.
- 464) L'incidence de la personne de l'exploitant sur le transfert de la clientèle au cessionnaire du fonds de commerce, obs. sous CA Paris, 1<sup>ère</sup> ch. B, 1<sup>er</sup> juillet 2004, RTDCom 2005/2, p. 248.
- 465) La propriété de la clientèle d'une activité de « messagerie conviviale », obs. sous CA Paris, 4<sup>ème</sup> ch. B, 28 janvier 2005, RTDCom 2005/2, p. 250.
- 466) Dol lors de la cession du fonds de commerce : preuve des manœuvres dolosives et incidence de l'attitude de l'acquéreur, obs. sous CA Paris, 3<sup>ème</sup> ch. A, 11 janvier 2005, RTDCom 2005/2, p. 251.
- 467) Formalités de publicité de la cession du fonds de commerce et computation du délai d'opposition, obs. sous CA Paris, 14<sup>ème</sup> ch. B, 3 décembre 2004, RTDCom 2005/2, p. 252.
- 468) Un comité d'établissement ne peut pas exercer le droit d'alerte, note sous Cass. Soc., 1<sup>er</sup> mars 2005, Bull. Joly 2005, p. 846.
- 469) La démission d'un gérant de SARL est un acte unilatéral qui ne suppose pas l'acceptation de la société et qui ne peut être rétracté, note sous Cass. Com. 22 février 2005, Bull. Joly 2005, p. 862.
- 470) Dirigeant de société décédé : opportunes précisions sur le régime de l'extension de procédure à titre de sanction, obs. sous Cass. Com. 21 juin 2005, Act. proc. coll. 2005, n° 15 p. 1.
- 471) L'existence d'un préjudice, condition de la nullité attachée au non-respect par le gérant de son obligation de rendre compte par écrit de sa gestion, note sous Cass. Com. 19 avril 2005, Rev. sociétés 2005, p. 840.
- 472) La charge du remboursement d'un prêt consenti au nom d'une société en formation, note sous Cass. Com. 8 mars 2005, Bull. Joly 2005, p. 1142.
- 473) L'inscription en compte courant des salaires dus à un salarié associé, note sous Cass. Soc. 23 février 2005, Bull. Joly 2005, p. 1241.

- 474) Constitution d'une EURL par apport d'un fonds de commerce dépendant de la communauté : droits respectifs des conjoints, note sous Cass. Civ. 1<sup>ère</sup>, 19 avril 2005, Bull. Joly 2005, p. 1408.
- 475) EURL et SARL : théorie et pratique du passage de l'unicité à la pluralité d'associés, note sous Cass. Com. 18 mai 2005, Bull. Joly 2005, p. 1373.
- 476) Les membres du Conseil de surveillance peuvent-ils être qualifiés de « dirigeants » en droit des procédures collectives ?, note sous Cass. Com. 12 juillet 2005, Bull. Joly 2006, p. 22.
- 477) Délocalisation et restructuration d'un groupe de sociétés : condamnation de la société-mère au paiement des indemnités dues pour des licenciements réalisés au sein d'une filiale, note sous CA Rouen, ch. soc., 22 mars 2005, Bull. Joly 2006, p. 192.
- 478) L'incompatibilité du mandat d'administrateur élu par les salariés avec un mandat de permanent syndical, note sous Cass. soc 30 septembre 2005, Rev. sociétés 2006, p. 73.
- 479) La sanction de la violation du délai de convocation aux Assemblées d'une société civile, note sous Cass. ch. mixte, 16 décembre 2005, Rev. sociétés 2006, p. 327.
- 480) La distinction du contrat de travail et de la société en participation : l'apport en industrie contesté, note sous Cass. soc. 25 octobre 2005, Bull. Joly 2006, p. 395.
- 481) L'application au salarié membre du conseil d'administration et au président d'un syndicat du délit de communication d'information privilégiée : la portion de la C.J.C.E., note sous C.J.C.E., 22 novembre 2005, Bull. Jolly, 2006, p. 608.
- 482) La dépense de revendication d'un fonds de commerce en location-gérance ayant fait l'objet d'une publicité, obs. sous Cass. com. 15 mars 2005, RTDCom 2006, p. 291.
- 483) Le nantissement de fonds de commerce ne s'étend pas à l'indemnité de résiliation du bail, obs. sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ., 6 avril 2005, RTDCom 2006, p. 292.
- 484) Un contrat de location-gérance nul ne saurait être requalifié en sous-bail commercial, obs. sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ. 18 mai 2005, RTDCom 2006, p. 293.
- 485) L'inopposabilité aux créanciers du vendeur du versement du prix par l'acquéreur avant l'expiration du délai d'opposition, obs. sous Cass. com., 24 mai 2005, RTDCom 2006, p. 294.
- 486) La publicité de la vente du fonds est une condition d'opposabilité aux tiers du paiement du prix de vente, obs. sous Cass. com. 24 mai 2005, RTDCom 2006, p. 294.

- 487) L'étendue de la garantie légale d'éviction lorsque le vendeur du fonds est une personne morale, obs. sous Cass. com., 24 mai 2005, RTDCom 2006, p. 295.
- 488) La cession du contrôle d'une société ne met en cause aucune convention ou accord collectif s'appliquant aux salariés de cette société, note sous Cass. soc. 18 janvier 2006, Rev. Sociétés 2006/3, p. 545.
- 489) La société coopérative agricole ne peut imposer le retrait de l'associé coopérateur au terme de la période d'engagement, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 13 décembre 2005, Rev. sociétés 2006/3, p. 555.
- 490) L'acquisition d'un fonds de commerce n'est un acte de commerce que s'il est fait par un commerçant en vue de son exploitation, obs. sous Cass. com. 15 novembre 2005, RTDCom 2006/3, p. 563.
- 491) Une association exerçant une activité d'intermédiaire sur un site internet relève de la compétence des tribunaux de commerce, obs. sous Cass. com. 14 février 2006, RTDCom 2006/3, p. 564.
- 492) La suspension du versement des redevances par le locataire-gérant est justifiée pour défaut de remboursement par le propriétaire de travaux de mise en conformité, obs. sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ, 11 janvier 2006, RTDCom 2006/3, p. 566.
- 493) La procédure de surenchère s'applique en cas de cession d'un fonds de commerce lors d'une vente de gré à gré d'une entreprise en liquidation judiciaire, obs. sous Cass. com. 10 janvier 2006, RTDCom 2006/3, p. 567.
- 494) Conventions réglementées : caractérisation et régime de la nullité, note sous Cass. soc. 29 novembre 2006, Bull Joly 2007, p. 496.
- 495) Acquisition d'un immeuble par adjudication et société en formation : qui est l'adjudicataire ? Note sous Cass. com. 20 février 2007, Bull. Joly 2007, p.732.
- 496) Décision collective par consultation écrite des associés : assimilation du refus de participer à la consultation à une absence de réponse, note sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ. 14 février 2007, Bull. Joly 2007, p. 878.
- 497) L'occupation gratuite par un associé d'un immeuble appartenant à la société, note sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ. 25 avril 2007, Bull. Joly, 2007, p.1022.
- 498) L'étendue des pouvoirs de l'administration provisoire d'une société, note sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ. 3 mai 2007, Bull Joly 2007, p. 1057.
- 499) Opérations portant sur les comptes courants d'associés et cause légitime de révocation judiciaire du gérant, note sous Cass. com. 10 juillet 2007, Bull. Joly 2007, p. 1337.
- 500) La compétence du tribunal de commerce : délimitation des « contestations relatives aux sociétés commerciales », note sous Cass. com. 14 février 2006, Rev. sociétés 2006, n° 4, p. 787.

- 501) Mécontentement entre membres du directoire et juste motif de révocation, note sous Cass. com. 19 décembre 2006, Rev. sociétés 2007, n° 2, p. 331.
- 502) Sanctions encourues par les dirigeants sociaux : l'application dans le temps de la loi de sauvegarde, note sous Cass. com. 19 décembre 2006, Rev. Sociétés, 2007, n° 3, p. 416.
- 503) Les formalités de publicité requises pour l'opposabilité aux tiers d'une dissolution par fusion-absorption, note sous Cass. com. 23 janvier 2007, Rev. sociétés 2007, n° 3, p. 531.
- 504) La qualification de dirigeant de fait à l'épreuve de la gestion d'un établissement secondaire, note sous Cass. com. 13 février 2007, Rev. sociétés, 2007, n° 3, p. 630.
- 505) Prescription abrégée du droit des sociétés ou prescription de droit commun : la délimitation des domaines pour l'action en nullité d'un acte, note sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ. 10 mai 2007, Rev. sociétés 2007, p. 775.
- 506) La compétence du tribunal de commerce pour connaître de litiges nés « à l'occasion » d'une cession de titres d'une société commerciale, note sous Cass. com. 10 juillet 2007, Rev. sociétés 2007, p. 793.
- 507) L'obligation de solidarité à la charge du loueur du fonds de commerce avant et après la codification de la loi de 1956, note sous Cass. com. 4 avril 2006, RTD Com 2007, n°2, p. 324
- 508) L'obligation de solidarité à la charge du loueur de fonds : conditions tenant à la créance invoquée, note sous CA Paris, 5<sup>ème</sup> ch. 17 mai 2006, RTD Com 2007, n° 2, p. 325.
- 509) Le nantissement du fonds de commerce constitue une garantie et non une modalité d'exécution d'un prêt, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 10 mai 2006, RTDCom 2007, n° 2, p. 326.
- 510) La qualité de commerçant est reconnue à l'expert en diagnostic immobilier, note sous Cass. com. 5 décembre 2006, RTDCom, 2007, n° 4, p. 673.
- 511) Les actions en nullité des actes mixtes relèvent de la prescription décennale prévue par l'article L. 110-4 du code de commerce si elles ne sont pas soumises à des prescriptions plus courtes, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 27 juin 2006, RTDCom 2007, n°4, p. 675.
- 512) Les conditions d'application de la législation relative au démarchage à domicile (en collaboration avec Hélène Azarian), note sous Cass. crim. 27 juin 2006, JCPE 2007, 2424, n° 4.

- 513) La compétence de la juridiction civile pour connaître de l'action en concurrence déloyale intentée contre un artisan, obs. (en collaboration avec Hélène Azarian) sous C.A. Versailles, 12<sup>ème</sup> ch. 14 septembre 2006, JCPE 2007, 2424, n°6.
- 514) L'ouverture d'une procédure collective à l'égard d'un artisan non immatriculé au répertoire des métiers, obs. (en collaboration avec Hélène Azarian) sous C.A. Agen, 1<sup>ère</sup> ch. 20 juin 2006, JCP 2007, E, 2424, n° 7.
- 515) L'exclusion des immeubles de l'actif disponible pour l'appréciation de l'état de cessation des paiements, obs. sous Cass. com. 27 février 2007, Rev. proc. Coll. 2007, p. 221.
- 516) L'allégation d'un moratoire de paiement pour la détermination du passif exigible, obs. sous Cass. com. 27 février 2007, Rev. proc. Coll. 2007, p. 222.
- 517) Les conditions d'ouverture sont appréciées au jour où il est procédé à l'ouverture de la sauvegarde, obs. sous Cass. com. 26 juin 2007, Rev. proc. Coll. 2007, p. 222.
- 518) L'appréciation de la situation de la société débitrice sans prise en compte des capacités financières du groupe auquel elle appartient, obs. sous Cass. com. 26 juin 2007, Rev. proc. Coll. 2007, p. 223.
- 519) Contrat de travail et juste motif de révocation du directeur général délégué, note sous Cass. com 12 juin 2007, Bull. Jolly 2008, p. 43.
- 520) Consultation préalable des délégués du personnel en cas de licenciement économique dans un plan de cession d'entreprise, note sous Cass. Soc. 12 septembre 2007, Gaz. Proc. Coll. 2008/1, p. 61.
- 521) Respect des critères de l'ordre des licenciements issus d'un plan de cession de l'entreprise, note sous Cass. soc. 17 octobre 2007, Gaz. proc. Coll. 2008/1, p. 62.
- 522) Absence de garantie des salaires par l'AGS en cas de poursuite des contrats de travail après le jugement d'ouverture, note sous Cass. soc. 31 octobre 2007, Gaz. Proc. Coll. 2008/1 p. 63.
- 523) Incidence de la requalification d'un contrat de travail sur les droits de l'AGS, note sous cass. soc. 18 octobre 2007, Gaz. Proc. Coll. 2008/1, p. 64.
- 524) Mécontentement entre associés et révocation judiciaire du gérant, note sous C.A. Versailles, 12<sup>ème</sup> ch., 18 septembre 2008, Bull Joly 2008, p. 105.
- 525) Arrivée du terme et prorogation tacite d'une société : l'incidence de la personnalité morale, note sous Cass. com. 23 octobre 2007, Bull. Joly 2008, p. 110.
- 526) Action en paiement des dettes d'une société civile contre un associé : conditions de recevabilité et incidence d'un règlement amiable visant la société, note sous Cass. com. 18 septembre 2007, Rev. sociétés 2008, p. 131.

- 527) L'exploitation d'une clientèle propre exclut la qualification d'agent commercial, note sous Cass. com. 10 juillet 2007, RTD Com 2008, p. 45.
- 528) La durée de la prescription d'une créance est exclusivement déterminée par sa nature même si elle est constatée dans un titre exécutoire, note sous Cass. civ. 1<sup>ère</sup>, 12 juillet 2007, RTD Com 2008, p. 46.
- 529) Vente de fonds de commerce et clause de non concurrence : détermination du débiteur et étendue de l'obligation, note sous CA Paris, 14<sup>ème</sup> ch. A, 31 octobre 2007, RTD Com, 2008, p. 47.
- 530) La collusion frauduleuse du vendeur et de l'acquéreur du fonds pour faire obstacle au transfert des contrats de travail, note sous Cass. Soc. 6 juin 2007, RTD Com 2008, p. 48.
- 531) Les droits du créancier bénéficiaire d'un nantissement de fonds de commerce sur l'indemnité d'assurance en cas de destruction du fonds, note sous CA Orléans, ch. éco. 31 mai 2007, RTD Com 2008, p. 49.
- 532) Date d'examen des comptes annuels par le comité d'entreprise et recours à l'expert-comptable, note sous Cass. soc. 18 décembre 2007, Bull. Joly 2008, p. 179.
- 533) Restructuration d'un groupe de sociétés et procédure collective : action en responsabilité des salariés contre la société mère, note sous Cass. soc. 14 novembre 2007, Bull. Joly 2008, p. 223.
- 534) Les droits des administrateurs représentant les salariés à propos d'un projet de fusion de dimension communautaire, note sous Cass. soc. 29 janvier 2008, Bull. Joly 2008, p. 392.
- 535) La qualité de dirigeant de fait et le non-cumul des actions en responsabilité en cas de procédure collective de la personne morale, note sous Cass. com. 19 février 2008, Bull. Joly 2008, p. 504.
- 536) Litige relatif à un compte courant d'associé : la compétence du tribunal de commerce, note sous Cass. com. 12 février 2008, Rev. sociétés 2008, n° 2.
- 537) Effectivité des droits individuels des associés : les limites de l'injonction de faire, note sous Cass. comm. 26 février 2008, Rev. sociétés 2008, n° 2.
- 538) Le directeur juridique du groupe n'est pas habilité à représenter une société devant le tribunal d'instance, n'étant pas salarié de cette société, note sous Cass. soc. 5 mars 2008, Bull. Joly 2008, p. 474.
- 539) Inopposabilité aux autres salariés d'une clause d'un plan de cession prévoyant le maintien du contrat d'un salarié nommément désigné, obs. sous Cass. soc. 29 janvier 2008, Gaz. Proc. Coll. 2008, n° 2, p. 34.

- 540) Le jugement arrêtant un plan de cession qui indique seulement le nombre des salariés repris et les emplois s'y rapportant ne fait pas obstacle à l'article L. 122-12 al. 2, du Code du travail, obs. sous Cass. soc. 12 février 2008, Gaz. Proc. Coll. 2008, n° 2, p. 35.
- 541) L'avocat exerçant sa profession en qualité d'associé d'une société d'exercice libéral ne peut faire l'objet d'une procédure collective, note sous CA Paris, 3<sup>ème</sup> ch. 20 novembre 2007, Rev. proc. Coll. 2008, n° 3, p. 37.
- 542) Le gérant associé d'une SARL ne peut pas être considéré comme exerçant une activité professionnelle indépendante au sens de l'article L 631-2 c. com., note sous CA Chambéry, ch. com. 14 mai 2007, Rev. proc. coll. 2008, n° 3, p. 38.
- 543) Une procédure collective peut être ouverte, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, à la demande d'un professionnel même s'il a cessé son activité avant cette date, note sous C. Cass. Avis, 17 septembre 2007, Rev. proc. coll. 2008, n° 3, p. 38.
- 544) La provision d'une chèque de banque doit être prise en compte pour la détermination de l'actif disponible, note sous Cass. com. 18 décembre 2007, Rev. proc. coll. 2008, n° 3, p. 39.
- 545) Un moratoire accordé pour le paiement de certaines dettes doit être pris en compte pour la détermination du passif exigible, note sous cass. com. 18 novembre 2008, Rev. proc. coll. 2008, n° 3, p. 40.
- 546) La survenance d'une cessation des paiements en cours d'exécution d'un plan de redressement est une cause d'ouverture d'une liquidation judiciaire, note sous Cass. com. 18 septembre 2007, Rev. proc. coll. 2008, n° 3, p. 40.
- 547) Déclaration d'une créance à une procédure collective : pouvoir du conseil d'administration, délégation et subdélégation, note sous Cass. com. 15 avril 2008, Bull. Joly 2008, p. 704.
- 548) Transformation d'une société anonyme en société par actions simplifiée : le rapport du commissaire aux comptes n'a pas à être déposé au Greffe, note sous cass. com. 8 avril 2008, Rev. sociétés 2008, p. 606.
- 549) La distribution d'abonnements de téléphonie mobile ne relève pas du statut des agents commerciaux, obs. sous Cass. com. 15 janvier 2008, RTD Com. 2008, n° 3.
- 550) Les honoraires dus à un conseiller financier intervenant lors de la cession du contrôle d'une société revêtant un caractère commercial, obs. sous Cass. Com. 15 janvier 2008, RTD Com 2008, n° 3.
- 551) La requalification en sous-location, relevant du statut des baux commerciaux, d'un acte de location-gérance de fonds de commerce pour disparition de la clientèle, obs. sous CA Pau, 2<sup>ème</sup> ch. 28 février 2008, RTD Com 2008, n° 3.

- 552) Le conjoint survivant n'est pas tenu de remplir les conditions de délai d'exploitation pour donner le fonds en location-gérance, obs. sous Cass. com. 11 décembre 2007, RTD Com 2008, n° 3.
- 553) Société civile professionnelle : la mise en œuvre de l'action en responsabilité pour les conséquences dommageables d'un acte accompli par un associé, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 28 mars 2008, Bull. Joly 2008, p. 591.
- 554) L'avocat, associé unique et gérant d'une SELARL, ne peut faire l'objet d'une procédure collective à titre personnel, note sous C.A. Paris, 3<sup>ème</sup> ch. 11 mars 2008, Bull. Joly 2008, p. 784.
- 555) La transmission du contrat de franchise par fusion-absorption ou par l'effet d'un apport partiel d'actif impose l'accord du franchisé, note sous Cass. com. 3 juin 2008, Bull. Joly 2008, p. 905.
- 556) La compétence de la juridiction civile pour connaître de l'action en concurrence déloyale à l'encontre d'un artisan, obs. sous Cass. com., 11 mars 2008, JCPE 2008, 2227, n° 4.
- 557) La licence de taxi délivrée à l'époux exploitant fait partie de l'actif de la communauté des conjoints, obs. sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 16 avril 2008, JCPE 2008, 2227, n° 5.
- 558) Cession de fonds de commerce et exclusion de deux salariés, obs. sous Cass. soc. 15 avril 2008, Gaz. Proc. Coll. 2008 n° 3, p. 54.
- 559) Contrôle de l'exécution de l'obligation de reclassement dans un plan de sauvegarde de l'emploi, obs. sous Cass. soc. 2 avril 2008, Gaz. Proc. Coll. 2008, n° 3, p. 55.
- 560) Résolution du plan de cession et cessation des paiements, obs. sous Cass. Com. 30 septembre 2008, Actu. Proc. Coll. 2008, n° 18, p. 1.
- 561) Mandat social exercé au titre d'un contrat de travail : l'exigence de preuve d'un lien de subordination, note sous Cass. soc. 17 septembre 2008, Bull. Joly 2008, n° 12.
- 562) La cession d'entreprise au risque de la nullité pour fraude, note sous TGI Béthune, 24 juin 2008, Bull. Joly 2008, p. 998.
- 563) Transformation d'une société anonyme en SAS : le rapport du commissaire aux comptes n'a pas à être déposé au Greffe, note sous Cass. Com. 8 avril 2008, Rev. Sociétés 2008, p. 606.
- 564) Mandat de gestion et création d'un fonds de commerce : l'incontournable critère de la clientèle, note sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ. 9 juillet 2008, RTD Com 2009, n° 2.

- 565) Le locataire-gérant n'est pas l'ayant-cause à titre universel du propriétaire du fonds de commerce : conséquences pratiques, note sous Cass. Com, 9 décembre 2008, RTD Com 2009, n° 2
- 566) Effets de la cession du bail lors de la cession du fonds de commerce en cas de sous-location, note sous Cass. Civ 3<sup>ème</sup>, 17 septembre 2008, RTD Com 2009, n° 2.
- 567) Chronique d'actualité « La situation des salariés » Gaz. Proc. Coll 2009/2, pp.37 à 41 (en collaboration avec Ph. Duprat)
- 568) Mandat social exercé au titre d'un contrat de travail : l'exigence de preuve d'un lien de subordination, note sous Cass. Soc 17 sept. 2008, Bull. Joly 2009, p. 12.
- 569) Avenant au contrat de travail d'un salarié devenu administrateur non soumis à la procédure des conventions réglementées : l'incidence de la garantie d'un tiers, note sous Cass. Soc 16 septembre 2008, Bull. Joly 2009, p. 132.
- 570) Cession de droits sociaux : l'étendue de l'obligation de conseil de l'avocat rédacteur d'acte, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> Civ, 27 novembre 2008, Bull. Joly 2009, p. 340.
- 571) Pas de confusion entre SCP et SEL SVP !, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 5 février 2009, Bull. Joly 2009, p. 480.
- 572) La nature civile ou commerciale d'une SCI : le critère de l'activité effective, note sous Cass. 3<sup>ème</sup> civ. 18 février 2009, Bull. Joly 2009, p. 566.
- 573) Opposabilité du règlement intérieur d'une société coopérative au dirigeant d'une société associée, note sous Cass. 1<sup>ère</sup> civ. 22 octobre 2008, Rev. Sociétés 2009, p. 363.
- 574) Démission du gérant et agrément d'un associé : rigidités du droit des sociétés, note sous Cass. Com. 7 avril 2009, Bull. Joly 2009, p. 773.
- 575) Adjudication de parts sociales de société civile, refus d'agrément de l'adjudication et substitution de l'associé, note sous Cass. Com. 3<sup>ème</sup> civ. 14 janvier 2009, Lexbase hebdo, 12 février 2009.
- 576) Le commissionnaire affilié est un agent commercial, note sous CA Paris, 5<sup>e</sup> ch. B, 9 avril 2009, RTD com., 2009, p. 683.
- 577) Cession d'un fonds de commerce nanti dans le cadre d'un plan de cession : transfert au cessionnaire de plein droit de la charge de la sûreté, note sous Cass. com. 7 juillet 2009, RTD com 2009, p. 684.
- 578) Conséquences sur les loyers commerciaux de la nullité de la cession du fonds de commerce, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 24 juin 2009, RTD com 2009, p. 685.
- 579) L'effet sur le fonds de commerce de l'adjudication de l'immeuble au sein duquel il est exploité, note sous Cass. com. 31 mars 2009, RTD com 2009, p. 686.

- 580) Mise en location-gérance d'un fonds de restauration rapide : refus de dispense d'exploitation préalable par le propriétaire du fonds, note sous CA Versailles, 12<sup>e</sup> ch., 26 mars 2009, RTD com. 2009, p. 687.
- 581) Loyers non-encaissés et charges indues : caractérisation des relations financières anormales constitutives de la confusion des patrimoines, note sous Cass. com. 20 janvier 2009, Rev. proc. coll. 2009, n° 5, p. 39.
- 582) Extinction de l'obligation de cautionnement en cas de confusion des patrimoines entre le débiteur principal et la caution, note sous Cass. com. 17 février 2009, Rev. proc. coll. 2009, n° 5, p. 40.
- 583) Une avance en compte courant faite par un associé peut constituer un actif disponible pour la société, note sous Cass. com. 12 mai 2009, Rev. proc. coll. 2009, n° 5, p. 40.
- 584) Les exigences de preuve d'une réserve de crédit invoquée à titre d'actif disponible, note sous CA Paris, 12 mars 2009, Rev. proc. coll. 2009, n° 5, p. 41.
- 585) En cas d'opposition formée à l'ordonnance d'injonction de payer, la créance concernée ne peut être intégrée au passif exigible, note sous CA Paris, 31 mars 2009, Rev. proc. coll. 2009, n° 5, p. 41.
- 586) La preuve de l'état de cessation des paiements pour une société membre d'un groupe de sociétés, note sous Cass. com. 24 mars 2009, Rev. proc. coll. 2009, n° 5, p. 42.
- 587) Le départ d'un des deux associés d'une société civile de moyens n'emporte pas dissolution de la société pour extinction de l'objet social, note sous Cass. com. 15 septembre 2009, Lexbase Hebdo, n° 367, 15 octobre 2009.
- 588) L'obligation aux dettes des associés d'une société civile : la question de la preuve de l'insolvabilité de la société, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 4 juin 2009, Rev. soc. 2009, p. 640.
- 589) La restructuration des membres d'une UES impose un nouvel accord préalable aux élections du CE, note sous Cass. soc. 31 mars 2009, Bull. Joly, 2009, p. 837.
- 590) Une clause statutaire de préemption en cas de cession d'actions ne s'applique pas à la donation d'actions, note sous Cass. com. 17 mars 2009, Bull. Joly 2009, p. 847.
- 591) Conventions réglementées au sein d'une SARL : autorisation préalable et validation postérieure de l'acte, note sous Cass. com. 7 juillet 2009, Rev. sociétés 2009, p. 801.

- 592) Etendue de l'obligation de garantie due par le cédant d'un fonds de commerce vis-à-vis du bailleur des locaux d'exploitation, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 28 octobre 2009, RTD com. 2010, p. 61.
- 593) La preuve de la transmission au cessionnaire du fonds de commerce des contrats conclus antérieurement par le cédant, note sous Cass. Com. 20 octobre 2009, RTD com. 2010, p. 62.
- 594) Retraite complémentaire des dirigeants : la Cour de cassation se joint au courant de sévérité, note sous Cass. com. 10 novembre 2009, Bull. Joly 2010, p. 143.
- 595) La compétence des tribunaux de commerce pour juger d'une faute de gestion, note sous Cass. com. 27 octobre 2009, Rev. sociétés 2010, p. 30.
- 596) Les droits des héritiers de l'associé décédé : la spécificité de la transmission des parts à cause de mort, note sous Cass. com. 29 septembre 2009, Rev. sociétés 2010, p. 42.
- 597) La caractérisation des relations financières anormales constitutives de la confusion des patrimoines, note sous Cass. com. 16 juin 2009, Rev. proc. coll. 2010, n° 2, p. 39.
- 598) La confusion des patrimoines entre deux sociétés ne crée pas une indivision entre elles, note sous Cass. com. 30 juin 2009, Rev. proc. coll. 2010, n° 2, p. 40.
- 599) L'application des dispositions du Code de commerce à un commerçant ayant cessé son activité et dans l'impossibilité de payer une dette professionnelle, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 2 juillet 2009, Rev. proc. coll. 2010, n° 2, p. 41.
- 600) L'ouverture automatique d'une procédure collective à l'encontre d'un associé d'une société en nom collectif ne peut plus résulter, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, de la résolution du plan de continuation de la société, note sous Cass. com. 16 juin 2009, Rev. proc. coll. 2010, n° 2, p. 41.
- 601) Le créancier demandeur de l'ouverture d'une procédure collective doit apporter la preuve de la cessation des paiements du débiteur, note sous Cass. com. 30 juin 2009, Rev. proc. coll. 2010, n° 2, p. 42.
- 602) La caractérisation des difficultés financières requises pour l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, note sous T. com. Nanterre, 30 novembre 2009, Rev. proc. coll. 2010, n° 2, p. 43.
- 603) Les conditions de la conversion d'une sauvegarde en redressement judiciaire sans cessation des paiements, note sous T. com. Bordeaux, 30 septembre 2009, Rev. proc. coll. 2010, n° 2, p. 44.
- 604) Les conditions de la conversion en liquidation judiciaire d'un redressement judiciaire, note sous Cass. com. 7 juillet 2009, Rev. proc. coll. 2010, n° 2, p. 44.

- 605) La clause de mobilité d'un salarié au sein de toute société d'un groupe est nulle, note sous Cass. soc. 23 septembre 2009, Les Petites Affiches, 4 mars 2010, n° 45, p. 9.
- 606) L'expiration des fonctions du gérant de la SARL : la rigueur des stipulations statutaires, note sous Cass. com. 13 octobre 2009, Rev. sociétés 2010, n° 2, p. 96.
- 607) Comité d'établissement et droit de recours à l'expert-comptable : une reconnaissance de principe, note sous Cass. soc. 18 novembre 2009, Bull. Joly 2010, p. 220.
- 608) L'expert-comptable du comité d'entreprise : délai de désignation et confidentialité des documents communiqués, note sous Cass. soc. 15 décembre 2009 (2 arrêts), Bull. Joly 2010, p. 322.
- 609) L'impossible contrat d'agent commercial pour l'importation et la commercialisation de tabacs manufacturés, note sous CA Versailles, 12<sup>e</sup> ch., 1<sup>er</sup> octobre 2009, RTD com. 2010, p. 272.
- 610) Interruption temporaire d'exploitation du fonds : incidence sur la requalification d'un contrat de location-gérance en contrat de bail commercial, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 10 novembre 2009, RTD com. 2010, p. 273.
- 611) La résiliation du contrat de franchise pour mise en location-gérance du fonds franchisé, note sous CA Paris, 5<sup>e</sup> ch., 19 novembre 2009, RTD com. 2010, p. 274.
- 612) Conditions d'ouverture de la sauvegarde : le recadrage de la Cour d'appel de Paris, note sous CA Paris, pôle 5, ch. 9, 25 février 2010, Actualité des Procédures collectives avril 2010, n°8, p. 1..
- 613) Responsabilité personnelle du commissaire aux comptes associé pour les actes accomplis au nom de la société titulaire du mandat, note sous Cass. Com. 23 mars 2010, Lexbase Hebdo, 2010, n° 393.
- 614) Coopérative : exclusion pour changement du contrôle d'une société adhérente, note sous C.A. Paris, ch.8, 11 mai 2010, Bull. Joly 2010, p. 718.
- 615) Conventions réglementées : questions pratiques sur le risque de nullité de la convention et de responsabilité du dirigeant, note sous Cass. Com. 15 juin 2010 et Cass. 1<sup>re</sup> civ. 17 juin 2010, Bull. Joly, 2010, p. 814.
- 616) Assiette des cotisations sociales dans les SEL : conformité du régime à la constitution, note sous Cons. Constit. 6 août 2010, Bull. Joly 2010, p. 829.
- 617) Ouverture d'une procédure collective : profession libérale et changement du mode d'exercice, note sous Cass. com. 9 février 2010, deux arrêts, Rev. proc. coll. juillet-août 2010, p. 42.

- 618) Gérant de société en difficulté: champs d'application respectifs du Code de commerce et du Code de la consommation, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 21 janvier 2010, Rev. proc. coll. juillet-août 2010, p. 43.
- 619) L'incidence de la forme civile ou commerciale d'une société sur l'ouverture d'une procédure collective, note sous CA Versailles, 13<sup>e</sup> ch., 15 octobre 2009, Rev. proc. coll. juillet-août 2010, p. 43.
- 620) L'intégration aux dettes de l'associé de société civile en cas de confusion de patrimoines, note sous Cass. com. 13 avril 2010, Rev. proc. coll. juillet-août 2010, p. 44.
- 621) Caractérisation des « difficultés » requises pour l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, note sous CA Paris, 9<sup>e</sup> ch., 25 février 2010, Rev. proc. coll. juillet-août 2010, p. 46.
- 622) Cessation des paiements : contestation de créances et passif exigible, note sous Cass. com. 12 janvier 2010, 1<sup>er</sup> décembre 2009 et 9 février 2010, Rev. proc. coll. juillet-août 2010, p. 46.
- 623) La révocation du gérant non associé de l'EURL par la décision de l'associé unique, note sous Cass. com. 9 mars 2010, Rev. sociétés 2010, p. 452.
- 624) Cession d'entreprise et transfert des contrats de travail : précisions quant aux obligations du cédant, note, en collab. avec Ph. Duprat, sous Cass. Soc. 15 décembre 2010, Lexbase Hebdo, janvier 2011.
- 625) L'associé d'une société en nom collectif n'est pas éligible, en cette seule qualité, à une procédure collective, note sous CA Paris, P.5, 8<sup>e</sup> ch., 6 juillet 2010, Rev. proc. coll. Nov.-déc. 2010, p. 21.
- 626) La caractérisation de la confusion des patrimoines entre une société commerciale et une société civile immobilière, note sous Cass. com. 26 mai 2010, Rev. proc. coll. nov.-déc. 2010, p. 22.
- 627) La confusion de patrimoines retenue entre deux sociétés prive les associés de l'une d'intérêt à agir en nullité d'un acte à l'encontre de l'autre société, note sous Cass. com. 6 juillet 2010, Rev. proc. coll. nov.-déc. 2010, p. 23.
- 628) Le débiteur est recevable à contester la date de cessation des paiements retenue par le tribunal, note sous CA Paris P.5, 8<sup>e</sup> ch., 23 février 2010, Rev. proc. coll. nov.-déc. 2010, p. 25.
- 629) Le dirigeant qui n'a pas déclaré la cessation des paiements a un intérêt personnel à contester la décision de report de la date de cessation des paiements, note sous Cass. com. 5 octobre 2010, Rev. proc. coll. nov.-déc. 2010, p. 25.
- 630) Délégation de pouvoir au sein d'une société par actions simplifiée : retour à l'orthodoxie grâce à la Cour de cassation, note sous Cass. Ch. mixte, 19 novembre 2010, Lexbase Hebdo, éd. Affaires, n° 229, 25 novembre 2010.

- 631) L'amusante « commission-affiliation » provoque la confusion, note sous Cass. com. 29 juin 2010, RTD com. 2010, n° 4, p. 687.
- 632) Droit de vote attaché aux parts sociales ou actions indivises : prééminence de la désignation judiciaire du mandataire, note sous Cass. civ. 1<sup>re</sup> 15 décembre 2010, Lexbase Hebdo, février 2011, n° N1799BR3.
- 633) Revendication du prix de revente d'un bien sous réserve de propriété : l'incidence de la mise en possession réelle du sous-acquéreur, note sous Cass. com. 14 décembre 2010, Actualité des proc. collectives, 11 février 2011, n° 45.
- 634) L'exercice par la société absorbante des droits attachés à une hypothèque judiciaire provisoire accordée à la société absorbée, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 16 septembre 2010, Rev. sociétés, mars 2011, p. 159.
- 635) Perte du bénéfice des stock-options en cas de mise à la retraite d'office : réparation pour perte d'une chance, note sous Cass. soc. 29 septembre 2010, Rev. sociétés, février 2011, p. 87.
- 636) Inexécution non fautive d'une promesse de nomination aux fonctions de directeur général délégué d'une SA, note sous CA Paris P.5, 8<sup>e</sup> ch., 16 novembre 2010, Bull. Joly Sociétés, février 2011, p. 106.
- 637) Procédures de contrôle des conventions réglementées : les obligations du gérant de la SARL, note sous Cass. Com. 23 nov. 2010, Bull. Joly Sociétés, mars 2011, p. 176.
- 638) Droit aux bénéfices de l'associé en nom collectif : l'autonomie du droit des sociétés au regard du droit fiscal, note sous Cass. Com. 14 décembre 2010, Rev. sociétés, avril 2010, p. 232.
- 639) Cession de parts de société civile : le refus d'agrément ne confère pas un droit de préemption, note sous Cass. Com. 7 décembre 2010, Rev. sociétés mai 2011, p. 296.
- 640) Changement de contrôle de la société employeur et clause de rupture du contrat de travail, note sous Cass. Soc. 26 janvier 2011, Bull. Joly Sociétés mai 2011, p. 434.
- 641) Plan de sauvegarde de l'emploi : incidence de la structure juridique de l'entreprise et du mode de rupture des contrats de travail, note sous Cass. Soc. 9 mars 2011, Bull. Joly Sociétés, juin 2011, p. 514.
- 642) Conditions d'ouverture de la sauvegarde : la Cour de cassation fait le maximum, note sous Cass. com. 8 mars 2011, Actualité des proc. collectives, 15 avril 2011, n° 106.

- 643) L'application aux sociétés commerciales par la forme des dispositions relatives à la prescription des actes de commerce, note sous Cass. Com. 26 octobre 2010, RTD com. 2011, n° 2, p. 309.
- 644) La distinction de l'agent immobilier et de l'agent commercial, note sous Cass. Civ. 1<sup>re</sup> 17 février 2011, RTD com. 2011, n° 2, p. 310.
- 645) Existence du fonds de commerce et cessation temporaire d'activité : l'importance de la localisation du fonds, note sous Cass. civ. 3<sup>e</sup> 15 septembre 2010, RTD com. 2011, n° 2, p. 311.
- 646) La sanction de l'absence de communication à l'acquéreur du fonds de commerce des livres de comptabilité, note sous Cass. com. 12 oct. 2010, RTD com. 2011, n°2, p. 312.
- 647) Qualification de dirigeant de fait et caractérisation de la faute de gestion, note sous Cass. com. 15 février 2011, Bull. Joly Sociétés, juillet/août 2011, p. 583.
- 648) La liquidation judiciaire d'un avocat n'emporte pas son omission du tableau de l'Ordre, note sous Cas. com. 5 avril 2011, Bull. Joly Sociétés juillet/août 2011, p. 577.
- 649) Responsabilité des administrateurs de SA : qualification de « dirigeants » et faute de gestion pour absence de réaction, note sous Cass. com. 31 mai 2011, Bull. Joly Sociétés, oct. 2011, p. 817.
- 650) Reprise de l'entreprise en liquidation par une société constituée par ses salariés : pas de transfert automatique des contrats de travail, note sous Cass. Soc. 3 mai 2011, Bull. Joly Sociétés décembre 2011, p.999.
- 651) Dissolution de société pour mécontentement en cas de décisions prises en violation des statuts, note sous Cass. Com. 10 mai 2011, Rev. sociétés 2011, p. 566.
- 652) Obligation pour un administrateur de détenir des actions de la SA : application dans le temps de la loi du 4 août 2008, note sous Cass. Com. 7 juin 2011, Rev. sociétés, 2011, p. 631.
- 653) La responsabilité fiscale solidaire du propriétaire du fonds de commerce ne s'étend pas aux majorations pour mauvaise foi du locataire-gérant, note sous C. E. 28 juillet 2011, RTD com. 2011, n° 4, p. 723.
- 654) La clause de solidarité, figurant dans le bail commercial, entre le cessionnaire du fonds et le preneur à bail doit s'appliquer en cas de cession de fonds dans le cadre d'une liquidation judiciaire, note sous Cass. com. 27 septembre 2011, RTD com. 2011, n° 4, p. 724.
- 655) Vente d'un fonds de commerce franchisé, objet d'un pacte de préférence, note sous Cass. com. 6 septembre 2011, RTD com. 2011, p. 725.

- 656) L'étendue de l'obligation de réparation de l'acquéreur du fonds de commerce pour paiement du prix avant l'expiration du délai d'opposition ouvert aux créanciers du vendeur, note sous Cass. com. 24 mai 2011, RTD com. 2011, n° 4, p. 726.
- 657) L'obligation de remise au mandataire liquidateur du prix de vente du fonds de commerce ayant fait l'objet d'une mise sous séquestre, note sous Cass. com. 22 mars 2011, RTD com. 2011, n° 4, p. 727.
- 658) Nantissement d'un fonds de commerce à créer et point de départ du délai d'inscription de la sûreté, note sous Cass. Com. 6 septembre 2011, RTD com. 2011, n° 4, p. 728.
- 659) Exécution forcée des pactes d'actionnaires : l'audace du tribunal de commerce de Paris, note sous T. com. Paris, 3 août 2011, Lexbase Hebdo, n° 271, 3 novembre 2011.
- 660) CEDH : condamnation de la France pour durée excessive d'une liquidation judiciaire et incidence sur le dessaisissement, en collab. avec Ph. Duprat, note sous CEDH 22 septembre 2011, aff. Tétu, Rev. proc. coll. 2012, p. 16.
- 661) Liquidation judiciaire d'un associé : les limites du dessaisissement, en collab. avec Ph. Duprat, note sous Cass. com. 18 octobre 2011, Rev. sociétés 2012, p. 249
- 662) L'obligation de loyauté du gérant et de l'associé de SARL, note sous Cass. Com. 15 novembre 2011, Gaz.-Pal. Février 2012.
- 663) Ouverture de la liquidation judiciaire d'une société dissoute et formalités de radiation au RCS, note sous Cass. Com. 20 septembre 2011, Rev. proc. coll. mars-avril 2012, p. 44.
- 664) Suppléance d'un officier public ou ministériel et ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires, note sous Cass. Com. 3 mai 2011, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2012, p. 45.
- 665) La confusion des patrimoines n'est pas caractérisée lorsqu'une SCI fait profiter une SARL d'un prêt qui lui a été consenti, note sous Cass. Com. 15 juin 2011, Rev. Proc. coll. mars-avril 2012, p. 46.
- 666) Confusion des patrimoines : prise en charge par une société d'exploitation d'importants travaux d'aménagements de l'immeuble appartenant à une SCI, note sous Cass. Com. 13 septembre 2011, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2012, p. 47.
- 667) Conditions d'ouverture de la procédure de sauvegarde : l'affaire « Heart of La Défense » devant la cour d'appel de renvoi, note sous CA Versailles, 13<sup>e</sup> ch., 19 janvier 2012, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2012, p. 48.
- 668) Avances en compte courant effectuées par la société mère et état de cessation des paiements de la filiale, note sous Cass. Com. 17 mai 2011, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2012, p. 51.

- 669) Ouverture de la liquidation judiciaire à la suite de l'échec de la sauvegarde, note sous T. com. Bordeaux, 20 avril 2011 et 4 mai 2011, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2012, p. 52.
- 670) Caractérisation par le juge d'appel des conditions d'ouverture de la liquidation judiciaire et motifs fondés sur les seuls effets produits par le jugement qui lui est déféré, note sous Cass. Com. 10 janvier 2012, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2012, p. 54.
- 671) Caractérisation de la mauvaise foi, obstacle à l'ouverture d'une liquidation judiciaire de droit local d'Alsace-Moselle, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 6 janvier 2012, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2012, p. 55.
- 672) Le mandant de l'agent commercial, agissant dans le domaine immobilier, doit être titulaire de la carte professionnelle, note sous Cass. Com. 18 octobre 2011, RTD Com. 2012, n°1, p. 75.
- 673) Les droits sociaux du gérant de succursale, note sous Cass. Crim. 11 octobre 2011 et Cass. Soc. 26 octobre 2011, RTD com. 2012, n°1, p. 76.
- 674) Notice publicitaire et erreur de l'acheteur d'un fonds de commerce, note sous Cass. Com. 4 octobre 2011, RTD com. 2012, n°1, p. 78.
- 675) La notion de « fonds similaire » en matière de clause de non-concurrence consécutive à la cession du fonds de commerce, note sous Cass. Com. 20 septembre 2011, RTD com. 2012, n°1, p. 80.
- 676) Les conditions de validité d'une clause de non-concurrence insérée dans une cession de fonds libéral, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 6 octobre 2011, RTD com. 2012, n°1, p. 81.
- 677) La paralysie temporaire de la saisie-attribution du fonds de commerce cédé par m'exercice du droit d'opposition au paiement du prix, note sous CA Colmar, 12 décembre 2011, RTD com. 2012, n° 1, p. 82.
- 678) Prêt de consommation d'actions et exigence d'inscription en compte : l'enjeu pour les mandataires de SA, note sous Cass. Com. 15 novembre 2011, Lexbase Hebdo, n° 279, janvier 2012.
- 679) Inexécution d'un pacte d'actionnaires et pouvoirs du juge des référés : la position mesurée de la cour d'appel de Paris, note sous CA Paris, Pôle 1, 3<sup>e</sup> ch., 8 novembre 2011, Lexbase Hebdo, n° 287, mars 2012.
- 680) La détermination de l'acte valant décision collective des associés de la société civile, note sous Cass. com. 12 juin 2012, Rev. Sociétés 2012, p. 634.
- 681) Une société peut obtenir réparation pour un préjudice moral, note sous Cass. com. 15 mai 2012, Lexbase Hebdo n° 301, juin 2012.

- 682) Objectivisme et subjectivisme dans l'appréciation judiciaire des justes motifs de retrait d'un associé, note sous Cass. com. 15 mai 2012, Rev. Sociétés 2012, p. 506.
- 683) Opposabilité d'une cession de parts sociales : prescription de l'obligation et recevabilité de l'action en inopposabilité, note sous Cass. com. 25 septembre 2012, Lexbase Hebdo n° 312, octobre 2012.
- 684) Convention d'assistance entre la société mère et sa filiale : licenciement d'un salarié d'une filiale par un salarié de la société mère, note sous Cass. Soc. 25 octobre 2011, Bull. Joly Sociétés 2012, p. 256.
- 685) Cession d'actions et promesse d'emploi du cédant : conséquence sur son licenciement ultérieur, note sous Cass. soc. 1<sup>er</sup> décembre 2011, Bull. Joly Sociétés, 2012, p. 352.
- 686) Absence de reprise du bail commercial par la société en formation et conséquences pour les associés fondateurs, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 3 mai 2012, Bull. Joly Sociétés 2012, p. 550.
- 687) Faute intentionnelle du dirigeant et exclusion de garantie de l'assureur, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 14 juin 2012, Bull. Joly Sociétés 2012, p. 696.
- 688) Attributions gratuites d'actions aux salariés et compétence du conseil de prud'hommes, note sous Cass. soc. 11 septembre 2012, Bull. Joly Sociétés 2012, p. 876.
- 689) Commerçant ou artisan non-immatriculé : incidence sur l'ouverture d'une procédure collective, obs. sous T. com. Bordeaux, 31 mars 2010, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 26.
- 690) Société commerciale ayant une activité civile : incidence sur la juridiction compétente pour ouvrir une procédure collective, obs. sous TGI Bordeaux, 13 juillet 2010, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 27.
- 691) Participation des époux à la même entreprise : confusion des patrimoines ou co-exploitation ?, obs. sous T. Com. Bordeaux, 18 janvier 2012, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 28.
- 692) Confusion des patrimoines ou prête-nom ?, obs. sous T. Com. Bordeaux 9 juin 2012, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 28.
- 693) Confusion des patrimoines et associés de la société en procédure collective, obs. sous T. Com. Bordeaux 13 avril 2011, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 28.
- 694) Confusion des patrimoines et groupes de sociétés : incidence des conventions passées entre les sociétés ; obs. sous T. Com. Bordeaux 13 avril 2011, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 28.

- 695) Confusion des patrimoines et vente du fonds de commerce : extension de la procédure collective au vendeur du fonds, obs. sous T. Com. Bordeaux 1<sup>er</sup> décembre 2010, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 28.
- 696) Confusion de patrimoines et imputabilité du caractère anormal des opérations financières, obs. sous T. com. Bordeaux 27 octobre 2010, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 28.
- 697) Confusion des patrimoines et paiement des dettes de la société EURL par son gérant, obs. sous T. Com. Bordeaux, 20 octobre 2010, Rev. Proc. Coll. nov.-déc. 2012, p. 29.
- 698) Obligation de remise en l'état du fonds de commerce à l'expiration du contrat de location-gérance, note sous CA Paris, 5<sup>e</sup> ch., 4 juillet 2012, RTD Com. 2012, n<sup>o</sup> 4, p. 722.
- 699) Cession d'un fonds de commerce exploité par un contrat de concession : obligation d'information du concédant vis-à-vis du concessionnaire, note sous Cass. Com. 21 février 2012, RTD Com. 2012, n<sup>o</sup> 4, p. 723.
- 700) Le retrait d'un associé ne peut être imposé par une action oblique, note sous Cass. com. 4 décembre 2012, Lexbase Hebdo Affaires, 10 janvier 2013.
- 701) Transmission universelle du patrimoine d'une société à son associé unique et fraude aux droits des créanciers, note sous Cass. com. 11 septembre 2012, Rev. Sociétés 2013, p. 31.
- 702) Nature commerciale de l'acte et perte de la qualité de commerçant, note sous Cass. Com. 12 mars 2013, RTD com. 2013, p. 223.
- 703) Activité commerciale d'une association et qualité de commerçant, note sous C. A. Versailles, 12<sup>e</sup> ch., 8 janvier 2013, RTD com. 2013, p. 224.
- 704) Cessation temporaire d'exploitation d'un fonds de commerce et disparition de la clientèle, note sous Cass. com. 29 janvier 2013, RTD Com. 2013, p. 225.
- 705) Le transfert de clientèle, paramètre de distinction de la cession du bail et du fonds de commerce, note sous Cass. com. 4 décembre 2012, RTD Com. 2013, p. 226.
- 706) Ordonnance d'expropriation des locaux commerciaux et sort du fonds de commerce, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 20 mars 2013, RTD Com. 2013, p. 227.
- 707) Le locataire gérant doit veiller à la conservation de la clientèle attachée au fonds de commerce loué, note sous Cass. com. 4 décembre 2012, RTD Com. 2013, p. 228.
- 708) Les conditions de cession d'un contrat de concession lors de la vente du fonds de commerce, note sous Cass. Com. 23 octobre 2012, RTD Com. 2013, p. 229.

- 709) Le retrait de l'avocat associé d'une SCP : spécificités procédurales et provision sur la valeur des parts, note (en collab. avec Ph. Duprat), sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 27 février 2013, Revue Dalloz Avocats 2013, n<sup>o</sup> 6, p 293.
- 710) Perte de la qualité de commerçant de l'associé commandité et ouverture de la procédure collective à son égard, note sous CA Paris, ch. 9, 5 avril 2012, Rev. Proc. Coll. 2013, n<sup>o</sup> 1, p. 26.
- 711) Flux financiers anormaux et/ou imbrication inextricable des patrimoines ?, note sous Cass. Com. 10 juillet 2012, Rev. Proc. Coll. 2013, n<sup>o</sup> 1, p. 27.
- 712) Extension de procédure collective et faits nécessairement antérieurs au jugement d'ouverture, note sous Cass. com. 16 octobre 2012, Rev. Proc. Coll. 2013, n<sup>o</sup> 1, p. 27.
- 713) Confusion de patrimoines constatée entre une société et l'épouse de son dirigeant, note sous Cass. Com. 30 oct. 2012, Rev. Proc. Coll. 2013, n<sup>o</sup> 1, p. 28.
- 714) Extension de procédure pour confusion de patrimoines après l'échec d'un plan de redressement, note sous Cass. com. 16 octobre 2012, Rev. Proc. Coll. 2013, n<sup>o</sup> 1, p. 28.
- 715) Déclaration d'état de cessation des paiements et indifférence des mobiles du débiteur, note sous Cass. com. 3 juillet 2012, Rev. Proc. Coll. 2013, n<sup>o</sup> 1, p. 29.
- 716) Transmission universelle du patrimoine d'une société à son associé unique et fraude aux droits des créanciers, note sous Cass. com. 11 septembre 2012, Rev. Sociétés 2013, p. 31.
- 717) Mandataire judiciaire associé et incidences procédurales, note sous Cass. com. 27 novembre 2012, Bull. Joly Sociétés 2013, p. 216.
- 718) Gestion juridique des groupes de sociétés et qualification de co-employeur, note sous C.A. Toulouise, 4<sup>e</sup> ch., 7 février 2013, Bull. Joly Sociétés, 2013, p. 366.
- 719) Révocation du gérant par décision de l'associé majoritaire : appréciation du motif et responsabilité personnelle de l'associé, note sous Cass. com. 12 février 2013, Rev. Sociétés 2013, p. 426.
- 720) Révocation abusive d'un administrateur et responsabilité des actionnaires, note sous Cass. com. 14 mai 2013, Rev. Sociétés 2013, p. 566.
- 721) Les conditions de validité de la rupture d'un contrat de travail pour changement de direction de la société employeur, note sous Cass. Soc., 10 avril 2013, Lexbase Hebdo Affaires, 16 mai 2013.
- 722) Cumul d'un contrat de travail et d'un mandat social : les exigences de preuve, note sous Cass. soc. 27 février 2013, Bull. Joly 2013, p. 392.

- 723) Restructuration d'entreprise : confidentialité des informations transmises au comité d'entreprise et exigence d'un plan de redressement, note sous CA Paris, 6<sup>e</sup> ch. , 11 mars 2013, Bull. Joly Sociétés 2013, p. 583.
- 724) Associé de SAS et activité concurrente à celle de la société, note sous Cass. com. 10 septembre 2013, Rev. Sociétés 2013, p. 625.
- 725) La prise de participation d'une SEL au capital d'une société civile agricole, note sous Cas. 1<sup>re</sup> civ., 20 mars 2013, Rev. Sociétés 2013, p. 701.
- 726) Le sort de la décision collective d'exclusion pour laquelle l'associé exclu est privé du droit de vote, note sous Cass. com. 9 juillet 2013, Lexbase Hebdo Affaires, 12 septembre 2013.
- 727) L'autorité de la chose jugée attachée à l'inexistence de la confusion des patrimoines, note sous Cass. com. 5 février 2013, Rev. Proc. Coll. 2013, n° 5, p. 22.
- 728) Qualité du contrôleur pour agir en extension de la procédure collective pour fictivité ou confusion des patrimoines, note sous Cass. Avis, 3 juin 2013, Rev. Proc. Coll. 2013, n° 5, p. 22.
- 729) Flux financiers anormaux et non-paiement des loyers, note sous Cass. com. 8 janv., 19 févr. Et 26 mars 2013, Rev. Proc. Coll. 2013, n° 5, p. 23.
- 730) Cessation des paiements et encaissement d'un chèque de banque, note sous Cass. com. 5 février 2013, Rev. Proc. Coll. 2013, n° 5, p. 24.
- 731) Dissimulation de l'état de cessation des paiements et caractère anormal d'un licenciement, note sous Cass. com. 19 février 2013, Rev. Proc. Coll. 2013, n° 5, p. 24.
- 732) Incidence de l'échec de la conciliation sur la fixation de la date de cessation des paiements, note sous Cass. com. 22 mai 2013, Rev. Proc. Coll. 2013, n° 5, p. 25.
- 733) Le capital social non libéré n'est pas un actif disponible de la société, note sous Cass. com. 23 avril 2013, Rev. Proc. Coll. 2013, n° 5, p. 25.
- 734) Pouvoirs de l'expert-comptable du comité d'entreprise et droit au recours effectif au juge, note sous Cass. com. 10 septembre 2013, Bull. Joly Sociétés 2013, p. 709.
- 735) L'opposabilité d'une cession de parts sociales non publiée au RCS, note sous Cass. com. 24 septembre 2013, Lexbase Hebdo Affaires, 17 octobre 2013.
- 736) Objet social et revente des titres de participation, note sous Cass. com. 8 octobre 2013, Bull. Joly Sociétés 2013, p. 796.

- 737) Séquestre du prix de vente du fonds de commerce et liquidation judiciaire de l'acheteur, note sous Cass. com. 17 septembre 2013, RTD Com. 2013, p. 688.
- 738) Contrepartie financière à l'obligation de non-concurrence dans la cession de droits sociaux : l'exigence de la qualité de salarié, note sous Cass. com. 8 octobre 2013, Bull. Joly 2014, p. 17.
- 739) La nécessaire distinction de la révocation abusive et de la révocation sans juste motif, note sous Cass. com. 22 octobre 2013, Rev. Sociétés 2014, p. 105.
- 740) Acte accompli pour une société en formation : mécanisme légal et stipulations contractuelles, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 16 octobre 2013, Bull. Joly 2014, p. 69.
- 741) Licenciement pour cause réelle et sérieuse et sort des stock-options, note sous Cass. Soc. 30 septembre 2013, Rev. Sociétés, 2014, p. 25.
- 742) Dissolution de la société propriétaire du fonds de commerce et mise en location-gérance du fonds, note sous Avis CCRC n° 2013-016, 27 mars 2013, RTD com. 2013, p. 687.
- 743) Séquestre du prix de vente du fonds de commerce et liquidation judiciaire de l'acheteur, note sous Cass. com. 17 septembre 2013, RTD Com 2013, p. 688.
- 744) Licenciement sans cause réelle et sérieuse et perte des stock-options, note sous Cass. Soc. 29 janvier 2014, Bull. Joly 2014, p. 238.
- 745) Le respect du formalisme de l'agrément mors de la cession des parts sociales de SARL, note sous Cass. com. 21 janvier 2014, Rev. Sociétés 2014, p. 250.
- 746) Défaut d'immatriculation d'une société civile au 1<sup>er</sup> novembre 2002 et obligations des associés, note sous Cass. Com. 7 janvier 2014, Rev. Sociétés 2014, p. 234.
- 747) Violation d'une clause statutaire de préemption et nullité de la cession, note sous Cass. com. 11 mars 2014, Rev. Sociétés 2014, p. 384.
- 748) Confusion des patrimoines : nécessité d'entre ou d'appeler l'ordre professionnel ou l'autorité compétente, note sous Cass. com. 5 novembre 2013, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2014, p. 28.
- 749) La demande d'extension de procédure collective n'est pas exclusive de toute autre demande, note sous Cass. Com. 9 juillet 2013, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2014, p. 28.
- 750) Confusion de patrimoines : flux financiers anormaux et non-paiement de loyers, note sous Cass. com. 1<sup>er</sup> octobre 2013, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2014, p. 29.

- 751) L'associé d'une société en nom collectif relève des procédures collectives du Code de commerce, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 5 décembre 2013, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2014, p. 29.
- 752) Cessation des paiements et cessation d'activité, note sous Cass. com. 17 septembre 2013, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2014, p. 30.
- 753) Résolution du plan de redressement, liquidation judiciaire et date de la cessation des paiements, note sous Cass. Com. 22 mai 2013, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2014, p. 31.
- 754) Le juge des référés et la sanction de l'abus de minorité, note sous Cass. Com. 4 février 2014, Rev. Sociétés 2014, p. 426.
- 755) Le « droit de terrasse » n'est pas un élément constitutif du fonds de commerce, note sous Rep. Min. n° 36869 du 7 janvier 2014, RTD Com. 2014, p. 305.
- 756) La condition d'exploitation et la qualification de bien commun d'un fonds de commerce de pharmacie, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 4 décembre 2013, RTD Com. 2014, P. 306.
- 757) Caractère exploitable du fonds de commerce et transfert au loueur des contrats de travail en cours à l'expiration de la location-gérance, note sous Cass. com. 19 décembre 2013, RTD Com 2014, p. 307.
- 758) Application de la garantie des vices cachés à la vente du fonds de commerce, note sous Cass. Com 3 décembre 2013, RTD Com. 2014, p. 308
- 759) Vente du fonds de commerce par une société et engagement de porte-fort de non-concurrence pour les associés, note sous Cass. Com. 1<sup>er</sup> avril 2014, RTD Com. 2014, p. 309.
- 760) Retrait d'associé d'une société civile professionnelle et mission de l'administrateur provisoire, note sous C.A. Versailles, 14<sup>e</sup> ch., 29 janvier 2014, Lexbase Hebdo Affaires, février 2014.
- 761) L'article 1843-4 du Code civil ne s'applique pas à la promesse de vente de droits sociaux, note sous Cass. Com. 11 mars 2014, Lexbase Hebdo Affaires, avril 2014.
- 762) Cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail : l'incidence de la suppression de mandataire, note sous Cass. Soc. 21 mai 2014, Rev. Sociétés 2014, p. 494.
- 763) Apport partiel d'actif et détermination des obligations sociales transmises, note sous Cass. Soc. 18 juin 2014, Lexbase Hebdo 30 juin 2014.
- 764) Le respect du formalisme de l'agrément lors de la cession de parts sociales de SARL, note sous, Cass. Com. 21 janvier 2014, Bull. Joly Sociétés 2014, p. 250.

- 765) La réticence dolosive d'un vendeur de fonds de commerce, note sous Cass. Com. 6 janvier 2015, RTD Com. 2015, p. 225.
- 766) La garantie d'éviction dans la vente du fonds libéral, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 15 octobre 2014, RTD Com. 2015, p. 226.
- 767) L'immatriculation du loueur de fonds de commerce fait présumer sa qualité de commerçant, note sous Cass. com. 17 février 2015, RTD Com. 2015, p. 227.
- 768) Location-gérance de fonds de commerce et société en formation, note sous Cass. com. 1<sup>er</sup> avril 2014, RTD Com. 2015, p. 229.
- 769) Cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail : incidence sur l'indemnisation conventionnelle en cas de licenciement, note sous Cass. Soc. 17 septembre 2014, Bull. Joly Sociétés 2015, p. 10.
- 770) La personnalité morale du comité d'hygiène et de sécurité : principe et conséquences, note sous Cass. Soc. 3 mars 2015, Bull. Joly Sociétés 2015, p. 277.
- 771) La société holding ne peut pas être incluse dans le périmètre d'une unité économique et sociale, note sous Cass. Soc. 15 avril 2015, Bull. Joly Sociétés 2015, p. 352.
- 772) Délit de banqueroute et comblement de l'insuffisance d'actif : articulation et concurrence, note sous Cass. Crim. 11 mars 2015, Bull. Joly Sociétés 2015, p. 460.
- 773) Droit de retrait de l'associé de société civile : notion et appréciation des justes motifs, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 8 juillet 2014, Rev. Sociétés 2015, p. 40.
- 774) Le liquidateur doit exercer l'action en paiement du solde du compte courant de l'associé en liquidation judiciaire, note Cass. Com. 23 septembre 2014, Rev. Sociétés 2015, p. 124.
- 775) Dissolution judiciaire pour mésentente entre associés : variations et précisions jurisprudentielles, note sous Cass. com. 9 décembre 2014, Rev. Sociétés 2015, p. 223.
- 776) SCI et société d'exploitation : toujours le risque de confusion des patrimoines, note sous Cass. Com. 13 janvier 2015, Rev. Sociétés 2015, p. 313.
- 777) La liberté pour l'associé de concurrencer la société, note sous Cass. Com. 3 mars 2015, Rev. Sociétés 2015 p. 585.
- 778) La révocation non abusive du président de SAS en l'absence d'entretien préalable, note sous Cass. com. 14 avril 2015, Rev. Sociétés 2015, p. 674.
- 779) Surendettement ou procédures collectives : l'indifférence de la nature de l'endettement invoqué, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 18 février 2016, Rev. Proc. Coll. sept.-oct. 2016, p. 29.

- 780) L'agent commercial, mandataire civil, relève des procédures du code de commerce, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 23 juin 2016, Rev. Proc. Coll. Sept.-oct. 2016, p. 30.
- 781) Qualité pour agir en extension de procédure pour confusion des patrimoines, note sous Cass. com. 26 janvier 2016, Rev. Proc. Coll. sept.-oct. 2016, p. 31.
- 782) Caractère indifférent de la qualité de commerçant de la personne visée par une action en extension, note sous Cass. com. 18 mai 2016, Rev. Proc. Coll. sept.-oct. 2016, p. 32.
- 783) Impossibilité d'extension de la procédure en cas de plan de cession totale de l'entreprise, note sous Cass. Com. 5 avril 2016, Rev. Proc. Coll. sept.-oct. 2016, p. 33.
- 784) L'irrégularité de la procédure de report de la date de cessation des paiements ne peut être soulevée par le cessionnaire, note sous Cass. Com. 31 mai 2016, Rev. Proc. Coll. sept.-oct. 2016, p. 34.
- 785) En cas de résolution du plan, la date de cessation des paiements peut être reportée avant l'arrêté du plan résolu, note sous Cass. com. 12 janvier 2016, Rev. Proc. Coll. sept.-oct. 2016, p. 35.
- 786) Mandat ad hoc : confidentialité et liberté, note sous Cass. Com. 22 septembre 2015, Actu. Proc. Coll. 2015, n<sup>o</sup> 17.
- 787) La force de la présomption de la qualité de commerçant attachée à l'immatriculation au RCS, note sous Cass. com. 27 septembre 2016, RTD com. 2016, p. 679.
- 788) Location-gérance de fonds de commerce ou location de murs ?, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. , 7 juillet 2016, RTD Com. 2016, p. 681.
- 789) La durée du mandat de liquidateur amiable d'une société, note sous Cass. com. 3 mai 2016, Lexbase Hebdo Affaires, 30 juin 2016.
- 790) Cumul des sanctions civiles et pénales applicables au chef d'entreprise en difficulté : le contrôle de constitutionnalité, note sous Cons. Constit. QPC, 29 septembre 2016, Bull. Joly Sociétés, 2016, p. 738.
- 791) Révocation du directeur-général de SA : du droit des sociétés au droit du travail et retour, note sous Cass. com. 5 juillet 2016, Bull. Joly Sociétés, 2016, p. 714.
- 792) Effet rétroactif de la reprise des actes accomplis au nom d'une société en formation : incidence sur un délai de prescription, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 7 avril 2016, Rev. Sociétés 2016, p. 523.
- 793) L'agrément d'une cession de parts sociales réputé acquis : principe et modalités, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 12 novembre 2015, Rev. Sociétés 2016, p. 374.

- 794) Pas de nullité d'une décision d'assemblée sans grief, note sous Cass. com. 7 juillet 2015, Rev. Sociétés 2016, p. 237.
- 795) L'associé d'une société en nom collectif ne peut pas être lié à la société par un contrat de travail, note sous Cass. Soc. 14 octobre 2015, Rev. Sociétés 2016, p. 166.
- 796) Vente de l'unique fonds de commerce exploité par une société : opération à risque, note sous Cass. com. 23 juin 2015, Rev. Sociétés 2016, p. 111.
- 797) Société civile ancienne non immatriculée : interrogations quant aux droits des créanciers d'un associé, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 4 mai 2016, Rev. Sociétés 2016, p. 747.
- 798) Nullité d'une clause privant de son droit aux bénéfices l'associé de SCP qui se retire de la société, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 12 mai 2016, Rev. Sociétés 2016, p. 676.
- 799) Transfert d'entreprise et maintien des droits des salariés : application en cas de dissolution de la société, note sous CJUE, 9 septembre 2015, Bull. Joly Sociétés 2016, p. 74.
- 800) Sanction du délit d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise : rétroactivité de la loi « Macron » plus douce, note sous Cass. Crim, 26 janvier 2016, Bull. Joly Sociétés 2016, p. 200.
- 801) Domiciliation d'une société commerciale dans un local d'habitation : l'incidence d'une clause d'habitation bourgeoise, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 février 2016, Bull. Joly Sociétés 2016, p. 320.
- 802) Action en responsabilité civile à la suite d'abus de biens sociaux : point de départ du délai de prescription, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 14 avril 2016, Bull. Joly Sociétés 2016, p. 469.
- 803) La qualification d'établissement secondaire pour une « boutique éphémère », note sous Cass. Crim. 28 mars 2017, RTD Com. 2017, p. 821.
- 804) Le rôle du notaire en cas de fausse déclaration lors de la vente du fonds de commerce, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 6 septembre 2017, RTD Com. 2017, p. 822.
- 805) Les conditions formelles de régularité de l'opposition au paiement du prix de vente du fonds de commerce, note sous Cass. com. 8 juin 2017, RTD Com 2017, p. 824.
- 806) La dispense judiciaire d'exploitation personnelle préalable par le loueur, limitée à un contrat de location-gérance déterminé, note sous Cass. com. 13 septembre 2017, RTD Com. 2017, p. 825.

- 807) Le gérant de SARL exerce-t-il une activité indépendante au sens du droit des entreprises en difficulté ?, note sous Cass. com. 15 novembre 2016, Bull. Joly Sociétés, 2017, p. 38.
- 808) Contrat de prestation de services entre sociétés : compétence du CHSCT à l'égard des salariés de chacune des sociétés, note sous Cass. Soc. 7 décembre 2016, Bull. Joly Sociétés 2017, p. 167.
- 809) L'immatriculation d'une société doit être sollicitée « en temps utile » lors de sa constitution, note sous C.A. Paris, 24 janvier 2017, Bull. Joly Sociétés 2017, p. 363.
- 810) L'obligation de dépôt des comptes sociaux au greffe : la mesure de l'effectivité de la règle, note sous C. A. Colmar, 27 février 2017, Bull. Joly Sociétés 2017, p. 458.
- 811) Responsabilité pour insuffisance d'actif et recours en tierce opposition du dirigeant, note sous Cass. Soc. 17 mai 2017, Bull. Joly Sociétés 2017, p. 547.
- 812) Redressement judiciaire personnel du gérant : l'indifférence de son inscription au répertoire SIRENE, note sous Cass. Com. 20 septembre 2017, Bull. Joly Sociétés 2017, p. 690.
- 813) Aménagement du retrait d'un associé et respect du caractère effectif du droit au retrait, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 29 septembre 2016, Rev. Sociétés 2017, p. 301.
- 814) Contribution aux pertes sociales des associés en nom collectif : recevabilité de l'action du liquidateur judiciaire, note sous Cass. Com. 27 septembre 2016, Rev. Sociétés 2017, p. 362.
- 815) Dissolution judiciaire pour justes motifs : assouplissement de la condition de paralysie du fonctionnement ?, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 23 février 2017, Rev. Sociétés 2017, p. 425.
- 816) Le sort de l'engagement pris par le dirigeant de couvrir l'insuffisance d'actif de la société, note sous Cass. com. 8 mars 2017, Act. Proc. Coll. 28 avril 2017, comm. n° 115.
- 817) Auto-entrepreneur en procédure collective : prise en compte de l'origine du passif, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 1<sup>er</sup> décembre 2016, Rev. Proc. Coll. mars/avril 2017, p. 28.
- 818) Caractérisation de la confusion des patrimoines : éléments indifférents, note sous Cass. com. 2 novembre 2016, Rev. Proc. Coll. mars/avril 2017, p. 29.
- 819) Caractérisation de la confusion des patrimoines : éléments requis, note sous Cass. com. 2 novembre 2016, Rev. Proc. Coll. mars/avril 2017, p. 30.
- 820) Caractérisation de la confusion des patrimoines : éléments écartés, note sous C.A. Paris, 8 novembre 2016, Rev. Proc. Coll. mars/avril 2017, p. 31.

- 821) Liquidation judiciaire simplifiée et découverte, après l'ouverture de la procédure, du patrimoine immobilier du débiteur, obs. sous T. Com. Bordeaux, 6 janvier 2016, Rev. Proc. Coll. janv./fév. 2017, p. 28.
- 822) L'extension à une SARL d'une procédure ouverte à l'égard d'un entrepreneur individuel, obs. sous TGI Bordeaux, 22 juillet 2014, Rev. Proc. Coll. janv./fév. 2017, p. 28.
- 823) Incidence d'une convention de trésorerie entre plusieurs sociétés sur la confusion des patrimoines, obs. sous C.A. Bordeaux, 12 janvier 2016, Rev. Proc. Coll. janv./fév. 2017, p. 28.
- 824) Le refus de l'extension au conjoint du débiteur de la procédure ouverte au bénéfice de ce dernier, obs. sous TGI Bordeaux, 5 février 2016, Rev. Proc. Coll. janv./fév. 2017, p. 29.
- 825) L'exclusivité des statuts pour la fixation des conditions dans lesquelles la SAS est dirigée, note sous Cass. com. 25 janvier 2017, Lexbase Hebdo Affaires, 23 février 2017.
- 826) Mandataire ad hoc et gérant de la société : conflit de pouvoirs ?, note sous Cass. com. 15 mars 2017, Lexbase Hebdo Affaires, 30 mars 2017.
- 827) Le risque de nullité d'une décision prise par l'organe de direction d'une SAS, note sous Cass. com. 26 avril 2017, Lexbase Hebdo Affaires 18 mai 2017.
- 828) Le droit du gérant au maintien de sa rémunération du gérant en fonction, note sous Cass. Com. 21 juin 2017, Lexbase Hebdo Affaires, 21 septembre 2017.
- 829) Abus de minorité : le sort de la décision collective des associés, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 21 décembre 2017, Lexbase Hebdo Affaires, n° 538, 18 janvier 2018.
- 830) Approbation des comptes annuels d'une SAS : stipulations statutaires et dispositions légales, note sous CA Versailles, 14<sup>e</sup> ch., 23 novembre 2017, Lexbase Hebdo Affaires n° 537, 11 janvier 2018.
- 831) Droit de retrait de l'associé de société civile : incidence d'un litige concernant la société ?, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 23 mars 2017, Rev. Sociétés 2018, p. 39.
- 832) Responsabilité du dirigeant de société : coexistence de l'action sociale *ut singuli* et *ut universi*, note sous Cass. com. 27 septembre 2017, Rev. Sociétés 2018, p. 111.
- 833) Achat du fonds de commerce dont le bail n'est pas renouvelé : droit à l'indemnité d'éviction, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 7 décembre 2017, RTD com. 2018, p. 55.

- 834) Achat de fonds de commerce sous condition suspensive d'un nouveau bail : proposition de bail ne vaut pas bail, note sous Cass. Com. 22 novembre 2017, RTD Com. 2018, p. 56.
- 835) Achat du fonds de commerce du locataire par le bailleur : sort des créances nées du bail, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 30 novembre 2017, RTD Com. 2018, p. 57.
- 836) Pacte d'associés et obligation de vente des titres en cas de licenciement de l'associé-salarié : l'incidence d'une condition potestative, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 6 décembre 2017, Bull. Joly Sociétés 2018, p.160.
- 837) L'inscription au répertoire SIRENE ne fait pas présumer la qualité de professionnel indépendant, note sous Cass. com. 20 septembre 2017, Rev. Proc. coll. 2018, n° 1, p. 21.
- 838) L'associé d'une société civile professionnelle n'est pas un professionnel indépendant au sens du Code de commerce, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ. 1<sup>er</sup> juin 2017, Rev. Proc. coll. 2018, n°1, p. 22.
- 839) Pas d'extension de procédure collective pour des faits antérieurs à une précédente procédure, note sous Cass. com. 17 mai 2017, Rev. Proc. coll. 2018, n°1, p. 22.
- 840) Pas d'extension d'une procédure collective après l'adoption d'un plan de cession, note sous Cass. com. 27 septembre 2017, Rev. Proc. coll. 2018, n° 1, p. 23.
- 841) Caractérisation de la confusion des patrimoines : compte professionnel utilisé pour couvrir des dépenses personnelles, note sous Cass. com. 12 juillet 2017, Rev. Proc. coll. 2018, n° 1, p. 24.
- 842) Caractérisation de la confusion des patrimoines : hausse anormale du loyer commercial, note sous Cass. com. 12 juillet 2017, Rev. Proc. coll. 2018, n° 1, p. 24.
- 843) Le caractère frauduleux d'une demande d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, note sous CA Paris, pôle 5, ch. 8, 12 septembre 2017, Rev. Proc. coll. 2018, n° 1, p. 26.
- 844) Action en responsabilité contre une société et son gérant : le choix du tribunal compétent, note sous CA Paris, Pôle 5, ch. 8, 26 septembre 2017, Rev. sociétés 2018, p. 181.
- 845) Ouverture de la liquidation judiciaire : le rôle des salariés, note sous, T. com. Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch., 25 novembre 2015, Rev. Proc. coll. 2018, n° 4, p. 44..
- 846) Créance de compte courant d'associé : pas d'arrêt du cours des intérêts lors de la liquidation judiciaire de la société, note sous CA Bordeaux, 2<sup>e</sup> ch., 6 janvier 2016, Rev. Proc. Coll. 2018, n° 4, p. 49.

- 847) Poursuite d'activité en liquidation judiciaire : irrecevabilité de la demande du débiteur, note sous T. Com. Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch., 21 décembre 2016, Rev. Proc. coll. 2018, n° 4, p. 50.
- 848) Responsabilité pour insuffisance d'actif à l'encontre du vendeur du fonds de commerce : le droit commun de la responsabilité contractuelle, note sous CA Bordeaux, 2<sup>e</sup> ch., 20 septembre 2016, Rev. Proc. Coll. 2018, n° 4, p. 53.
- 849) Extension de procédure par réunion des patrimoines de l'EIRL : attention à la déclaration d'affectation !, note sous Cass. com. 7 février 2018, Bull. Joly 2018, p. 226.
- 850) Pas de fictivité ni de confusion de patrimoines entre un agriculteur et une SCI, note sous Cass. com. 15 novembre 2017, Rev. Proc. Coll. 2018, n°2, p. 27.
- 851) Caractérisation de la cessation des paiements d'une société filiale et indifférence des mobiles du débiteur, note sous Cass. com. 15 novembre 2017, Rev. Proc. coll. 2018, n° 2, p. 29.
- 852) Nouvelle résolution et respect de l'ordre du jour d'une assemblée générale de SARL, note sous Cass. com. 14 février 2018, Rev. Sociétés 2018, p. 376.
- 853) Obligation de l'associé aux dettes de la société civile : retour sur la preuve de la préalable et vaine poursuite, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 26 octobre 2017, Rev. Sociétés 2018, p. 324.
- 854) L'expert-comptable du comité d'entreprise doit être nommé au moment de la transmission des comptes sociaux, note sous Cass. Soc. 28 mars 2018, Bull. Joly Sociétés 2018, p. 323.
- 855) Contribution des associés aux pertes d'une société en liquidation judiciaire : exclusivité de l'action du liquidateur, note sous Cass. com. 3 mai 2018, Lexbase Hebdo éd. Affaires, n° 554, 31 mai 2018.
- 856) Sanction du défaut d'agrément à une cession de parts sociales : nouvelle position de la Cour de cassation, note sous Cass. com. 16 mai 2018, Lexbase Hebdo éd. Affaires, n° 555, 7 juin 2018.
- 857) Nullité du contrat de location-gérance : incidence sur le bail commercial, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 22 mars 2018, RTD Com. 2018, p. 317.
- 858) Nomination d'un administrateur provisoire d'une société civile : pas d'exigence tenant à l'impossibilité de fonctionnement de la société ou d'un péril imminent pour la troisième chambre civile de la Cour de cassation, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 21 juin 2018, Lexbase Hebdo Affaires n° 560, 12 juillet 2018.
- 859) Confusion des patrimoines entre une SARL et une SCI : la référence à des indices concordants, note sous Cass. com. 28 février 2018, Rev. Proc. coll. 2018, n° 4, p. 55.

- 860) Caractérisation de la cessation des paiements : insuffisance de l'existence d'une créance, même certaine, liquide et exigible, Rev. Proc. Coll. 2018, n° 4, p. 56.
- 861) Caractérisation de la cessation des paiements : l'incidence du solde d'un compte bancaire détenu à l'étranger, note sous Cass. Com. 7 février 2018, Rev. Proc. Coll. 2018, n° 4, p. 57.
- 862) Caractérisation de la cessation des paiements : incidence d'une créance fiscale non contestée, note sous Cass. com. 11 avril 2018, Rev. Proc. Coll. 2018, n° 4, p. 57.
- 863) Le prononcé d'une liquidation judiciaire sans preuve de l'état de cessation des paiements, note sous Cass. com. 28 février 2018, Rev. Proc. Coll. 2018, n° 4, p. 58.
- 864) Contrat conclu avec un dirigeant avant sa nomination : exclusion de la procédure des conventions réglementées, note sous Cass. com. 16 mai 2018, Bull. Joly Sociétés, 2018, p. 493.
- 865) Dissolution anticipée d'une société confrontée au droit de préemption du locataire à bail commercial, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 17 mai 2018, Bull. Joly 2018, p. 506.
- 866) Droit des associés minoritaires : principes et mise en œuvre, note sous C. Agen, 25 avril 2018, Rev. Sociétés 2018, p. 582.
- 867) Contentieux de l'évaluation des droits sociaux : le tribunal arbitral face à l'article 1843-4 du code civil, note sous Cas. Com. 10 octobre 2018, Revue Lexbase Hebdo Affaires, 25 octobre 2018.
- 868) Procédure collective à l'égard de l'associé tenu aux dettes sociales et application de la loi dans le temps, note sous Cass. Com. 5 septembre 2018, Bull. Joly Sociétés 2018, p. 643.
- 869) La solidarité active en matière commerciale ne se présume pas, note sous Cass. com. 26 septembre 2018, RTD Com. 2018, p. 907.
- 870) Vente de fonds de commerce et réticence dolosive : droit commun et droit spécial, note sous C.A. Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch., 10 septembre 2018, RTD Com. 2018, p. 909.
- 871) Cession de parts d'une société n'exploitant pas un fonds de commerce : incidence sur le statut de l'intermédiaire, note sous Cass. Com. 27 juin 2018, RTD Com. 2018, p. 911.
- 872) Ingénierie sociétaire et incidence sur la prise en charge d'un passif social, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 4 juillet 2018, Bull. Joly 2018, p. 700,

- 873) Action en responsabilité à l'encontre du gérant ou du liquidateur d'une société commerciale : compétence du tribunal de commerce, note sous Cass. com. 14 novembre 2018, Lexbase Hebdo Affaires, 6 décembre 2018.
- 874) L'omission de l'augmentation de capital réservée aux salariés peut être régularisée, note sous Cass. com. 28 novembre 2018, Lexbase Hebdo Affaires, 10 janvier 2019.
- 875) Le plan de cession partielle des actifs fait obstacle à l'extension de procédure pour confusion de patrimoines, note sous Cass. com. 5 décembre 2018, Act. Proc. Coll. 2019, comm. 16.
- 876) Promesse unilatérale de vente de droits sociaux et application de l'article 1843-4 du code civil : retour vers le futur, note sous Cass. com. 14 novembre 2018, Bull. Joly Sociétés fév. 2019, p. 8.
- 877) L'issue de la procédure collective d'une société, membre d'un groupe : une approche globale, note sous Cass. com. 19 décembre 2018, Bull. Joly Entreprises en difficulté mars-avril 2019, p. 27.
- 878) Transfert d'entreprise et répartition des charges financières liées au personnel salarié, note sous CA Paris, 23 octobre 2018, Bull. Joly Sociétés avril 2019, p. 26.
- 879) Associé gérant d'une SARL et activité agricole distincte, note sous Cass. com. 3 octobre 2018, Rev. Proc. Coll. 2019, comm. 26.
- 880) Débiteur retiré des affaires : indifférence de l'antériorité de la cessation des paiements, note sous Cass. com. 4 juillet 2018, Rev. Proc. Coll. 2019, comm. 27.
- 881) Extension de procédure collective : l'obstacle du plan de cession partielle, note sous Cass. com. 5 décembre 2018, Rev. Proc. Coll. 2019, comm. 28.
- 882) Extension de procédure collective : prise en compte du comportement fautif du gérant de la société, note sous Cass. com. 7 novembre 2018, Rev. Proc. Coll. 2019, comm. 29.
- 883) Report de la date de cessation des paiements : indifférence de la vérification des créances, note sous Cass. com. 3 octobre 2018, Rev. Proc. Coll. 2019, comm. 30.
- 884) Report de la date de cessation des paiements : l'incidence de difficultés passagères, note sous Cass. com. 3 octobre 2018, Rev. Proc. Coll. 2019, comm. 31.
- 885) Le maintien en fonction du dirigeant social au-delà du terme prévu, note sous CA Paris, ch. 5-8, 16 octobre 2018, Rev. Sociétés 2019, p. 319.
- 886) Cession de droits sociaux et obligation de non-concurrence : l'importance du libellé de la clause, note sous Cass. Com. 12 décembre 2018, Bull. Joly Sociétés mai 2019, p. 10.

- 887) L'assistance du comité d'établissement par un expert-comptable : un droit autonome, note sous Cass. Soc. 16 janvier 2019, Rev. Sociétés 2019, p. 418.
- 888) Liberté de vote d'un administrateur et devoir de loyauté au sein d'un groupe de sociétés, note sous Cass. com. 22 mai 2019, Lexbase Hebdo Affaires, 20 juin 2019.
- 889) La constatation de la dissimulation du fait dommageable commis par le gérant de la société, note sous Cass. com. 7 mai 2019, Bull. Joly Sociétés, juillet-août 2019, p. 24.
- 890) La responsabilité de la société d'exercice libéral à raison de la faute de l'un de ses associés, note sous Cass. com. 3 avril 2019, Bull. Joly Sociétés, septembre 2019, p. 49.
- 891) Le dirigeant de société, représentant légal : principe et conséquences en cas d'infraction pénale, note sous Cass. com. 18 septembre 2019, Lexbase Hebdo Affaires, 3 octobre 2019.
- 892) Statuts d'une S.A.S. faisant renvoi vers les règles relatives à la S.A. : l'impérieuse mesure des conséquences, note sous Cass. crim. 25 septembre 2019, Lexbase Hebdo Affaires, 17 octobre 2019.
- 893) La responsabilité du gérant en liquidation judiciaire : aspects de procédure, note sous C.A. Paris, 2 juillet 2019, Bull. Joly Sociétés, novembre 2019, p. 36.
- 894) Articulation d'un pacte d'actionnaires avec les statuts d'une société : une avancée de la Cour de cassation ?, note sous Cass. com. 5 juin 2019, Rev. Sociétés 2019, p. 762.
- 895) Vente du fonds de commerce en procédure de liquidation judiciaire : l'entrée en possession anticipée du cessionnaire, note sous Cass. Com. 15 mai 2019, RTD Com. 2019/4, p. 867.
- 896) Résiliation du contrat de location-gérance : le caractère exploitable du fonds de commerce restitué, note sous Cass. Com. 9 juillet 2019, RTD Com 2019/4, p. 865.
- 897) Obligation aux dettes des associés de société civile : la date d'appréciation de la condition de vaine et préalable poursuite de la société, note sous Cass. com. 2 octobre 2019, Bull. Joly Sociétés décembre 2019, p. 39.
- 898) Dissolution d'une société en participation de profession libérale à l'initiative d'un associé : les contraintes du droit spécial, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 27 novembre 2019, Lexbase Hebdo Affaires, 12 décembre 2019.
- 899) Créance de remboursement d'un associé de SNC, solvens, à l'encontre de ses coassociés : principes et conséquences, note sous Cass. com. 20 mars 2019, Rev. Sociétés 2020, p. 43.

- 900) Recevabilité de l'action en justice à l'encontre des associés d'une société civile dissoute et liquidée, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 11 juillet 2019, Rev. Sociétés 2020, p. 101.
- 901) Retrait d'une SCP d'avocats : cadre légal et aménagements conventionnels, note (en collab. avec ph. Duprat) sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 8 janvier 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 6 février 2020.
- 902) Activité exercée sous le statut de l'EIRL : incidences procédurales, note sous Cass. com. 23 octobre 2019, Rev. Proc. Coll. 2020, p. 37.
- 903) L'absence d'un contrat de bail écrit ne suffit pas à caractériser la confusion des patrimoines, note sous Cass. com. 15 mai 2019, Rev. Proc. Coll. 2020, p. 38.
- 904) Le paiement du prix de vente d'un immeuble par compensation avec le compte courant d'un associé ne constitue pas une relation financière anormale, note Cass. com. 29 mai 2019, Rev. Proc. Coll. 2020, p. 39.
- 905) Report de la date de la cessation des paiements : incidence de la conversion du redressement en liquidation judiciaire, note sous Cass. com. 27 novembre 2019, Rev. Proc. Coll. 2020, p. 40.
- 906) Caractérisation de l'état de liquidation judiciaire par un faisceau d'indices, note sous Cass. com. 25 septembre 2019, Rev. Proc. coll. 2020, p. 40.
- 907) Rémunération du gérant de la SARL : la prééminence des statuts, note sous Cass. com. 18 décembre 2019, Rev. Sociétés 2020, p. 232.
- 908) Acte signé au nom d'une société : le respect du principe de l'effet relatif du contrat, note sous Cass. com. 20 novembre 2019, Rev. Sociétés 2020, p. 302.
- 909) La révocation du dirigeant sous le contrôle de la Cour de cassation : du fait au droit, note sous Cass. com. 15 janvier 2020, Bull. Joly Sociétés mai 2020, p. 33.
- 910) Le transfert d'un contrat entre sociétés à l'épreuve de la personnalité morale, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 27 février 2020, Rev. Sociétés 2020, p. 404.
- 911) Sanctions à l'encontre du dirigeant de la société en procédure collective : exigences de lien de causalité et de motivation, note sous Cass. com. 25 mars 2020, Bull. Joly Sociétés, septembre 2020, p. 42.
- 912) Défaut de déclaration par le dirigeant de l'état de cassation des paiements et gestion d'une société sous-capitalisée : la position nuancée de la Cour de cassation, note sous Cass. com. 17 juin 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 1<sup>er</sup> juillet 2020.
- 913) Interdiction du dirigeant de fait d'acquérir les biens de la personne morale en liquidation judiciaire : principe et mise en œuvre, note sous Cass. com. 8 janvier 2020, Bull. Joly Entreprises en difficulté, mai-juin 2020, p. 24.

- 914) La dissolution-confusion de l'article 1844-5 du code civil à l'épreuve de la procédure collective, note sous Cass. com. 25 mars 2020, Rev. Sociétés 2020, p. 471.
- 915) La disparition d'une société : principe et conséquences pratiques, note sous Cass. com. 24 juin 2020, Bull. Joly Sociétés, oct. 2020, p. 27.
- 916) La responsabilité civile des associés majoritaires : sanction autonome de l'abus de majorité, note sous Cass. com. 30 septembre 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 29 octobre 2020.
- 917) Recevabilité de la saisine du juge commis à la surveillance du RCS : questions de droit des sociétés, note sous Cass. com. 9 septembre 2020, Bull. Joly Sociétés, novembre 2020, p. 10.
- 918) Evaluation des droits sociaux par expert : la date de désignation de l'expert, critère d'application dans le temps de la réforme de l'article 1843-4 c. civ., réalisée en 2014, note Cass. com. 18 novembre 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 3 décembre 2020 ;
- 919) Opposition à la fusion et exception à l'interdiction des voies d'exécution dans la procédure collective de la société absorbante, note sous Cass. com. 7 octobre 2020, Act. Proc. Coll. 2020, n° 19, p. 1.
- 920) L'accomplissement d'actes de commerce en nombre limité n'entraîne pas la qualification de commerçant, note sous Cass. com. 29 janvier 2020, RTD com. 2020, n° 4, p. 777.
- 921) Le fonds de commerce, acquêt de communauté entre deux époux, n'entraîne pas la cotitularité du bail commercial, note sous Cass. 3° civ., 17 septembre 2020, RTD com. 2020, n° 4, p. 779.
- 922) La cession du fonds de commerce n'emporte pas, en principe, la transmission d'un contrat de crédit, note sous Cass. com. 4 mars 2020, RTD com. 2020, n° 4, p. 780.
- 923) L'acquéreur du fonds de commerce peut garantir le cédant en cas de condamnation pour violation des règles d'urbanisme, note sous Cass. Civ. 3° 17 septembre 2020, RTD com. 2020, n° 4, p. 781.
- 924) Convocation de l'assemblée générale par les commanditaires : le respect de l'intérêt social, note sous C.A. Paris, Pôle 1, ch. 2, 17 décembre 2020, Lexbase Hebdo Affaires, 21 janvier 2021.
- 925) Révocation du gérant de la SARL : vers une révocation *ad nutum* ?, note sous Cass. com. 14 octobre 2020, Bull. Joly Sociétés 2021, p. 32.
- 926) Annulation d'une décision d'assemblée générale : l'insuffisance de la contrariété à l'intérêt social, note sous Cass. com. 13 janvier 2021, Lexbase Hebdo Affaires, 4 février 2021.

- 927) Tierce opposition par un associé contre un jugement condamnant la société : l'art du clair-obscur, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 17 décembre 2020, Bull. Joly Sociétés, mars 2021, p. 25.
- 928) Désignation du président de la S.A.S. pour une durée déterminée : principes et conséquences à l'arrivée du terme, note sous Cass. com. 17 mars 2021, Lexbase Hebdo Affaires, 1<sup>er</sup> avril 2021.
- 929) Nullité d'une décision collective d'exclusion d'un associé prise abusivement, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 3 février 2021, Bull. Joly Sociétés avril 2021, p. 30.
- 930) Société coopérative agricole non immatriculée : l'élimination du droit coopératif, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ. 6 janvier 2021, Bull. Joly Sociétés avril 2021, p. 37.
- 931) Créance d'indemnité de procédure née après le jugement d'ouverture : obligation de déclaration et relevé de forclusion, note sous Cass. com. 9 décembre 2020, Bull. Joly Entreprises en difficulté, mars-avril 2021, p. 32.
- 932) Pouvoirs du juge des référés et contestation des décisions prises en assemblée générale, note sous Cass. com. 13 janvier 2021, Rev. Sociétés 2021, p. 293.
- 933) Désignation d'un mandataire ad hoc : les contraintes du cadre légal, note sous T.I. Bordeaux, Ord. 11 mars 2021, Bull. Joly Entreprises en difficulté, mai-juin 2021, p. 12.
- 934) Dissolution-confusion de la société civile et obligation aux dettes de l'associé, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 4 mars 2021, Bull. Joly Sociétés, juin 2021, p. 25.
- 935) Activité exercée irrégulièrement par la société : incidence sur l'erreur sur la substance des droits sociaux cédés, note sous Cass. com 30 septembre 2020, Rev. Sociétés, 2021, p.371.
- 936) Débiteur ayant cessé son activité et point de départ du délai d'un an pour la demande d'ouverture de la procédure formée par un créancier, note sous CA Aix-en-Provence, ch.3-2, 26 novembre 2020, Rev. Proc. Coll. mai-juin 2021, p. 25.
- 937) Prix de vente d'un immeuble et date d'appréciation de l'actif disponible, note sous Cass. com. 24 mars 2021, Rev. Proc. Coll. mai-juin 2021, p. 26.
- 938) Report de la date de cessation des paiements et certitude de la dette prise en compte, note sous Cass. com. 9 décembre 2020, Rev. Proc. Coll. mai-juin 2021, p. 27.
- 939) Report de la date de cessation des paiements et contrôle de Cour de cassation, note sous Cass. com. 24 mars 2021, Rev. Proc. Coll. 2021, p. 28.
- 940) Démission du gérant non publiée et responsabilité pour dettes fiscales de la société, note sous Cass. com. 2 décembre 2020, Rev. Sociétés 2021, p. 473.

- 941) Interprétation judiciaire des clauses statutaires : quelques utiles rappels à l'intention des rédacteurs de statuts, note sous Cass. com. 31 mars 2021, Rev. Sociétés 2021, p. 512.
- 942) Responsabilité du dirigeant envers les associés : caractérisation du préjudice personnel, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 12 mai 2021, Bull. Joly Sociétés, sept. 2021, p. 30.
- 943) Le pouvoir de licencier en redressement judiciaire : principe et conséquences, note sous Cons. Prud'h., Bordeaux, 7 mai 2021, Bull. Joly Entreprises en difficulté, juillet-août 2021, p. 50.
- 944) Révocation du directeur général délégué de S.A. : entre libre révocabilité et risque d'abus, note sous Cass. com. 17 mars 2021, Rev. Sociétés 2021, p. 584.
- 945) Qualification d'immeuble par destination et inclusion dans une vente de fonds de commerce, note sous Cass. com. 12 novembre 2020, RTD Com 2021, p. 291.
- 946) Acquéreur du fonds de commerce qualifié de « professionnel » et incidence sur les garanties dues par le vendeur, note sous Cass. com. 12 novembre 2020, RTD Com 2021, p. 292.
- 947) Obligation d'information du vendeur de fonds de commerce et règlement de copropriété, note sous Cass. com. 6 janvier 2021, RTD Com 2021, p. 293.
- 948) Saisie-attribution et obligation du séquestre du prix de vente d'un fonds de commerce, note sous Cass. com. 2 décembre 2020, RTD Com 2021, p. 295.
- 949) Associé et créancier de la société : cumul des qualités et conditions d'exercice des voies d'action, note sous Cass. com. 22 septembre 2021, Bull. Joly Sociétés, nov. 2021, p. 20.
- 950) Préjudice financier et moral de l'associé : précisions opportunes que le caractère distinct de celui subi par la société, note sous Cass. com. 4 novembre 2021, Lexbase Hebdo Affaires, 25 novembre 2021.
- 951) Cession de droits sociaux : entre liberté du commerce et garantie d'éviction due par le cédant, note sous Cass. com. 10 novembre 2021, Lexbase Hebdo Affaires, 2 décembre 2021.
- 952) Procès-verbal d'assemblée et mention du sens du vote de chaque associé, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 12 mai 2021, Rev. Sociétés 2022, p. 39.
- 953) Désignation d'un mandataire ad hoc et d'un expert évaluateur : d'utiles rappels quant aux conditions de fond et de procédure, note sous Cass. com. 15 décembre 2021 et Trib. Jud. Angoulême, ord. réf., 15 décembre 2021, Lexbase Hebdo Affaires, n° 701, 13 janvier 2022.

- 954) Recevabilité de l'action sociale ut singuli et de l'action individuelle exercées par un cogérant associé contre son cogérant, note sous Cass. com. 27 mai 2021, Rev. Sociétés, 2022, p. 96.
- 955) Décisions collectives excédant les pouvoirs du gérant : attention à la combinaison entre les statuts et l'article 1852 du code civil, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ. 5 janvier 2022, Lexbase Hebdo Affaires, 3 février 2022.
- 956) Obligation de loyauté du dirigeant et de l'associé : la difficile recherche du point d'équilibre, note sous Cass. com. 4 novembre 2021, Rev. Sociétés 2022, à paraître.
- 957) La prescription de l'action en paiement engagée par le liquidateur à l'encontre d'un débiteur de l'entreprise en procédure collective, note sous Cass. com. 20 octobre 2021, Bull. Joly Entreprises en difficulté, janvier-février 2022, p. 14.
- 958) L'usufruitier de droits sociaux n'a pas la qualité d'associé : position de principe et conséquences pratiques, note sous Cass. com. Avis, 1<sup>er</sup> décembre 2021 et Cass. 3<sup>e</sup> civ. Arrêt 16 février 2022, Lexbase Hebdo Affaires, 3 mars 2022.
- 959) La prescription de l'obligation de l'associé au paiement des dettes de la société civile, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 19 janvier 2022, Bull. Joly Sociétés mars 2022, p. 27.
- 960) La révocation d'un dirigeant de SAS ne suppose un juste motif que si les statuts le stipulent, note sous Cass. com. 9 mars 2022, Lexbase Hebdo Affaires, 24 mars 2022.
- 961) Jugement d'ouverture de la sauvegarde à l'égard d'une société et tierce-opposition d'un associé, note sous CA Lyon, 3<sup>e</sup> ch., 3 mars 2022, Bull. Joly Sociétés, avril 2022, p. 56.
- 962) Détermination de la date de cessation d'activité du débiteur : une approche pragmatique, note sous Cass. com. 20 octobre 2021, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2022, p. 26.
- 963) Extension de la procédure collective du locataire au bailleur en cas de non-paiement des loyers : rappel des conditions, note sous Cass. com. 20 octobre 2021, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2022, p. 27.
- 964) Rapport du liquidateur établi à propos de l'ouverture de la liquidation judiciaire simplifiée et fixation de la date de cessation des paiements, note sous Cass. com. 8 septembre 2021, Rev. Proc. Coll. mars-avril 2022, p. 28.
- 965) Dirigeant de fait ou salarié : question de fond et compétence juridictionnelle, note sous Cass. com. 30 mars 2022, Bull. Joly Sociétés, mai 2022, p. 38.
- 966) Augmentation de capital de SARL par incorporation de la créance de compte courant d'associé, note sous CA Aix-en-Provence, 3 mars 2022, Bull. Joly mai 2022, p. 40.

- 967) Obligation de loyauté du dirigeant et de l'associé : la difficile recherche du point d'équilibre, note sous Cass. com. 4 novembre 2021, Rev. Sociétés 2022, p. 288.
- 968) Faillite personnelle : sanction pour des faits devant conduire à une cessation des paiements déjà survenue !, note sous Cass. com. 13 avril 2022, Bull. Joly Sociétés juin 2022, p. 44.
- 969) Dysfonctionnements au sein d'une société : circonstances et conditions pour la désignation d'un administrateur provisoire ou d'un mandataire ad hoc, note sous T. Com. Bordeaux, ord. référé, 31 mai 2022 ; Lexbase Hebdo Affaires, 23 juin 2022.
- 970) Extension de la procédure collective pour confusion des patrimoines et résolution d'un plan de continuation, note sous Cass. com. 8 décembre 2021, Rev. Proc. coll. juillet-août 2022, p. 30.
- 971) Date de caractérisation de la cessation des paiements et prise en compte des dettes litigieuses, note sous Cass. com. 2 mars 2022, Rev. Proc. Coll. juillet-août 2022, p. 30.
- 972) L'efficacité de la clause de « earn out » à l'épreuve du droit commun des contrats, note sous Cass. com. 21 avril 2022, Rev. Sociétés 2022, p. 546.
- 973) Conditions pour la nomination d'un mandataire ad hoc au sein d'une société : d'importantes précisions de la Cour de cassation, note sous Cass. com. 21 septembre 2022, Lexbase Hebdo Affaires, n° 730, 6/10/22.
- 974) Juste motif et loyauté lors de la révocation du gérant de SARL : principes et illustrations, note sous CA Reims, 1<sup>re</sup> ch., 14 juin 2022, Bull. Joly Sociétés octobre 2022, p. 19.
- 975) Ouverture de la procédure de sauvegarde : caractérisation des conditions tenant à la situation de l'entreprise et à la perspective d'un plan, note sous T. com. Bordeaux, 5<sup>e</sup> ch., 16 septembre 2020, Rev. Proc. Coll. janv. 2023, p. 22.
- 976) Extension de procédure pour confusion des patrimoines : loyers commerciaux payés par une société pour un bail établi au nom d'une autre, Rev. Proc. Coll. janv. 2023, p. 23.
- 977) Extension de procédure pour confusion de patrimoines : dettes et créances croisées et non justifiées entre des sociétés, note sous T. com. Bordeaux, 5<sup>e</sup> ch., 15 janvier 2020, Rev. Proc. Coll. janv. 2023, p. 23.
- 978) Extension de procédure pour confusion de patrimoines : absence de convention entre deux sociétés pour mise à disposition de locaux, de personnel et d'octroi de délais de paiement, note sous CA Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch. 24 janvier 2022 et T. com. Bordeaux, 5<sup>e</sup> ch., 28 juillet 2021, Rev. Proc. Coll. janv. 2023, p. 24.

- 979) Procédure de rétablissement professionnel : appréciation des conditions relatives à la situation patrimoniale et exigence de la bonne foi du débiteur, note sous T. com. Bordeaux, 5<sup>e</sup> ch. 28 juillet 2020, Rev. Proc. Coll. janv. 2023, p.22 ;
- 980) Révocation déloyale de la personne morale dirigeante : quelle indemnisation ?, note sous Cass. com. 30 mars 2022, Rev. Sociétés 2022, p. 605.
- 981) Exclusion d'un associé d'une société à capital variable : entre droit spécial et droit commun, note sous Cass. com. 9 novembre 2022, Lexbase Hebdo Affaires 24 novembre 2022.
- 982) Jugement relatif au report de la date de cessation des paiements : recevabilité de l'appel par le débiteur et conditions de fond, note sous Cass. com. 5 octobre 2022, Bull. Joly Ent. en difficulté, janv.-fév. 2023, p. 38.
- 983) Clause statutaire d'adoption des décisions collectives : conditions de quorum ou de majorité ?, note sous Cass. com. 12 octobre 2022, Bull. Joly Sociétés février 2023, p. 25.
- 984) Conformité à la constitution du cadre légal relatif aux clauses statutaires d'exclusion au sein des sociétés par actions simplifiées, note sous Cons. const. Décision n° 2022-1029 QPC du 9 décembre 2022, Lexbase Hebdo Affaires, janvier 2023.
- 985) Fixation de la date d'évaluation des droits sociaux de l'associé retrayant et erreur grossière de l'expert, note sous Cass. com. 9 novembre 2022, Bull. Joly Sociétés janvier 2023, p. 41.
- 986) Gérance collective d'une SARL et responsabilité individuelle d'un cogérant, note sous Cass. com. 25 janvier 2023, Bull. Joly Sociétés, mars 2023, p. 19.
- 987) Dirigeant de fait privé du bénéfice d'un avantage fiscal accordé au dirigeant de droit, note sous C.E., 8<sup>e</sup>-3<sup>e</sup> ch. réunies, 21 décembre 2022, Bull. Joly Sociétés, mars 2023, p. 25.
- 988) Attestation de capacité technique et qualification de contrat de travail : principe et conséquences en droit des affaires, note (en collab. avec Ph. Duprat), sous C.A. Bordeaux, 22 février 2023, Lexbase Hebdo Affaires, 20 mars 2023.
- 989) Nullité des décisions collectives pour violation des statuts d'une SAS : important revirement de la Cour de cassation, note sous Cass. com. 15 mars 2023, Lexbase Hebdo Affaires, 6 avril 2023.
- 990) Remboursement d'un prêt non-exigé et cessation des paiements, note sous Cass. com. 14 décembre 2022, Rev. Procédures collectives, mars-avril 2023, p. 16.
- 991) Consignation d'une somme due et cessation des paiements, note sous Cass. com. 9 juin 2022, Rev. Procédures collectives, mars-avril 2023, p. 17.

- 992) Obligation de déclaration de la cessation des paiements et assignation à cette fin par un créancier, note sous Cass. com. 9 juin 2022, Rev. Procédures collectives mars-avril 2023, p. 17.
- 993) Contrat d'installation de panneaux photovoltaïques et qualification d'acte de commerce, note sous Cass. com. 23 novembre 2022, RTD Com. 2023, p. 57.
- 994) Point de départ de la prescription commerciale, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 26 octobre 2022, RTD Com. 2023, p. 58.
- 995) Vente de fonds de commerce et sort d'un contrat de distribution exclusive, note sous Cass. Com. 19 octobre 2022, RTD Com. 2023, p. 59.
- 996) Saisine d'un tribunal arbitral et arrêt des poursuites individuelles : une délicate articulation, note sous Cass. com. 8 février 2023, Bull. Joly, Entreprises en difficulté, mai-juin 2023, p.35.
- 997) L'indexation de la créance de compte courant d'associé, note sous Trib. Jud. Bordeaux, 1<sup>re</sup> ch., 25 août 2022, Bull. Joly Sociétés, mai 2023, p. 5.
- 998) Faute de gestion et cession de droits sociaux, note sous Cass. com. 25 janvier 2023, Rev. Sociétés 2023, p. 616.
- 999) Qualité d'associé de l'héritier de l'associé décédé : principe et conséquence pour la société, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 9 mars 2023, Bull. Joly Sociétés juin 2023, p. 31.
- 1000) Recouvrement du solde débiteur du compte courant d'associé et spécificité de la contribution aux pertes, note sous Cass. com. 15 février 2023, Rev. Sociétés 2023, p. 660.
- 1001) La tierce opposition : instrument procédural de préservation des droits de l'AGS, note sous CA Bordeaux, ch. soc., 11 janvier 2023 et Cons. Prud. Bordeaux, 3 mars 2023, Bulletin Joly, Entreprises en difficulté, 2023, n° 3.
- 1002) Cession de parts sociales en méconnaissance du processus de retrait d'un associé, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 mai 2023, Bull. Joly Sociétés, septembre 2023, p. 6.
- 1003) L'héritier de l'associé décédé et la tierce opposition au jugement annulant son agrément, note sous Cass. com. 11 mai 2023, Rev. Sociétés 2023, p. 800.
- 1004) Cogérance et juste motif de révocation de l'un des gérants, note sous CA Riom, 3<sup>e</sup> ch., 26 avril 2023, Bull. Joly Sociétés, octobre 2023, p. 43.
- 1005) Associés égalitaires, décision unanime et abus d'égalité, note sous Cass. com. 21 juin 2023, Lexbase Hebdo Affaires 6 juillet 2023.

- 1006) Commercialité de la cession de contrôle d'une société : principe et conséquences, note sous Cass. com. 30 août 2023, Lexbase Hebdo Affaires, 21 septembre 2023.
- 1007) Nullité d'une cession de droits sociaux et de décisions prises en assemblée générale : incidence de l'action menée par l'héritier de l'associé décédé, note sous Cass. com. 11 octobre 2023, Lexbase Hebdo Affaires, 19 octobre 2023.
- 1008) Compétence du juge-commissaire pour désigner un technicien pour l'établissement de l'inventaire, note sous Cass. com. 24 mai 2023, Bull. Joly Ent. en diff. 2023, n° 5, p. 35.
- 1009) Les bénéfices de la SEL, distribués à la holding financière détentrice de son capital, entrent dans l'assiette des cotisations sociales, note, en collab. avec Ph. Duprat, sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 19 octobre 2023, Lexbase Hebdo Affaires, 9 novembre 2023.
- 1010) Cession de droits sociaux et remboursement du compte courant d'associé du cédant, note sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 27 septembre 2023, Rev. Sociétés 2024, p. 94.
- 1011) Gestion interne de la société : l'impérieuse nécessité du respect du formalisme, note sous Cass. Com. 11 octobre 2023, Bull. Joly Sociétés, décembre 2023, p. 18.
- 1012) Les conditions de conversion d'un redressement en une liquidation judiciaire simplifiée, note sous T. Com. Bordeaux, 4<sup>e</sup> ch., 13 janvier 2021, Rev. Proc. Coll. 2024, à paraître.
- 1013) Cessation d'activité de l'entrepreneur individuel et conversion du redressement en une liquidation judiciaire, note sous T. Jud. Bordeaux, 23 septembre 2022, Rev. Proc. Coll. 2024, à paraître.
- 1014) Les difficultés de l'entreprise et l'adoption d'un plan de sauvegarde, note sous T. Com. Bordeaux, 5<sup>e</sup> ch., 8 juin 2022, Rev. Proc. Coll. 2024, à paraître.
- 1015) L'évolution de la situation de l'entreprise et la modification du plan de redressement, note sous T. Jud. Bordeaux, 23 septembre 2022, Rev. Proc. Coll. 2024, à paraître.
- 1016) Faillite d'une société de droit luxembourgeois et garantie de l'AGS pour le salarié travaillant en France, note sous CA Bordeaux, ch. soc. 25 octobre 2023, Lexbase Hebdo Affaires, 7 décembre 2023.
- 1017) Créance née antérieurement au jugement d'ouverture de la procédure collective : la rigueur de l'irrecevabilité de l'action en paiement, note sous Cass. Com. 25 octobre 2023, Bull. Joly Entreprises en difficulté, 2024, n°1, p. 23.
- 1018) Le cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail à l'épreuve de la preuve, note sous CA Bordeaux, 6 décembre 2023, JCP E 2024, 1038.

- 1019) SAS dirigée par une personne morale et périmètre d'application de la responsabilité pour insuffisance d'actif, note sous Cass. Com., 13 décembre 2023, Lexbase Hebdo Affaires, 15 février 2024.
- 1020) Conditions de désignation en justice d'un mandataire ad hoc chargé de convoquer une assemblée, note sous Cass. Com. 20 décembre 2023, Bull. Joly Sociétés, février 2024, p. 30.
- 1021) Assignation en liquidation judiciaire par un créancier et établissement de la cessation des paiements, note sous Cass. Com. 19 avril 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 33.
- 1022) Commandement de payer valant saisie immobilière et établissement de la cessation des paiements, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 14 septembre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 34.
- 1023) Exclusion des dettes litigieuses du passif exigible : aspects procéduraux, note sous Cass. Com. 13 septembre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 34.
- 1024) Extension de la procédure collective en raison d'un compte courant d'associé débiteur, note sous Cass. Com. 13 septembre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 35.
- 1025) Extension de la procédure collective et règlement européen du 20 mai 2015, note sous Cass. Com. 13 septembre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 35.
- 1026) Eligibilité de l'artisan aux diverses procédures de traitement des difficultés, note sous Cass. 2<sup>e</sup> civ., 26 octobre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 36.
- 1027) Nullité d'une assemblée générale : conditions du prononcé et mesure des conséquences, note sous CA Aix-en-Provence, 1<sup>er</sup> février 2024, Bull. Joly Sociétés, 2024, à paraître.
- 1028) Responsabilité du gérant de SARL : caractérisation de la faute et prescription de l'action, note sous Cass. Com. 24 janvier 2024, Rev. Sociétés, à paraître.
- 1029) La vente d'un immeuble appartenant à une société civile et le libellé de l'objet social, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 23 novembre 2023, Rev. Sociétés 2024, p.192.
- 1030) Droit pour l'agent commercial à l'indemnité de rupture malgré une faute découverte après la rupture du contrat, note sous, Cass. Com. 13 avril 2023, RTD Com 2024, à paraître.
- 1031) Résiliation du contrat de location-gérance de fonds de commerce et sort des contrats de travail, note sous CA Bordeaux, ch. soc., 26 avril 2023, RTD Com 2024, à paraître.
- 1032) Versement du prix de vente du fonds de commerce avant l'expiration du délai d'opposition des créanciers et qualité à agir du liquidateur judiciaire, note sous Cass. 3<sup>e</sup> civ., 8 mars 2023, RTD Com 2024, à paraître.

- 1033) Cession de fonds de commerce et transfert au cessionnaire des obligations du cédant, note sous Cass. Com. 25 octobre 2023, RTD Com 2024, à paraître.
- 1034) Absence de prescription pour l'action visant au dépôt de documents au registre du commerce et des sociétés, note sous Cass. Com. 25 janvier 2023, RTD Com 2024, à paraître.
- 1035) Report de la date de cessation des paiements et créance litigieuse, note sous Cass. Com. 22 novembre 2023, Bull. Joly Entreprises en difficulté 2024, à paraître.
- 1036) Subsidiarité de la garantie de l'AGS, étendue et modalités du recours subrogatoire dans les droits des salariés, note, en collab. avec Ph. Duprat, sous Cass. Com. 17 janvier 2024, Lexbase Hebdo Affaires, mars 2024.
- 1037) Retrait d'un associé d'une SCP : les étapes d'un parcours judiciaire, note sous CA Rennes, 1<sup>re</sup> ch., 9 janvier 2024, Bull. Joly Sociétés mars 2024, p. 28.

## **V. CONFERENCES, COMMUNICATIONS :**

- 1038) L'influence du droit communautaire sur le droit français des sociétés,  
Conférence donnée à l'Union des Jeunes Avocats du Barreau de Pau, le 20 février 1992.
- 1039) La médiation dans le contentieux civil,  
Communication dans le cadre d'une journée de formation organisée pour les magistrats du ressort de la Cour d'appel de Pau, le 13 avril 1992.
- 1040) La justice française face à la Convention européenne des droits de l'homme,  
Animation de la table ronde, Journée d'étude organisée à la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne, le 16 mai 1992.
- 1041) L'influence de la Cour de Justice sur quelques controverses nationales en droit des affaires,  
Communication au Colloque "Le droit communautaire devant les juridictions en Aquitaine", organisé par le Centre de Recherches et de Documentation Européennes de la Faculté de droit de Bordeaux et la Section Européenne du Barreau de Bordeaux, le 29 avril 1993.
- 1042) Le "périmètre" du droit et les modes d'exercice en groupe de la nouvelle profession d'avocat,  
Communication et animation d'atelier au XX<sup>ème</sup> congrès du Syndicat des avocats de France, à Strasbourg, les 11 et 12 novembre 1993. Publication de l'exposé in La lettre du S.A.F. janvier 1994, p. 15.
- 1043) L'adaptation de la loi aux P.M.E. (La loi Madelin du 11 février 1994),

- Conférence donnée à la demande de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rochefort, avril 1994.
- 1044) L'emploi dans l'entreprise en difficulté, Communication au colloque « Emploi : Etat et acteurs sociaux », Association française de Droit du travail, Bordeaux, 6 et 7 mai 1994.
- 1045) La simplification du droit des sociétés, Communication aux Journées franco-roumaines de la Société de législation comparée, Bordeaux, 22-23 sept. 1994.
- 1046) Droit social et entreprises en difficultés, Conférence donnée en commun avec Madame Françoise Favennec, Professeur à l'Université de Nantes, Cour d'appel de Paris, 31 mars 1995.
- 1047) Le nouveau régime des cautions après la loi du 10 juin 1994, Communication au colloque « Prévention et traitement des difficultés des entreprises », C.R.F.P.A. de Bordeaux, Ecole de la Magistrature, vendredi 2 juin 1995.
- 1048) La responsabilité civile et pénale des dirigeants de sociétés dans les législations européennes, Communication à la 4ème Convention « Juristeurope », Lille, 27 et 28 octobre 1995.
- 1049) Les salariés face aux entreprises en difficulté, Rapport de synthèse, Journées régionales de droit du travail, Syndicat des avocats de France, Bordeaux, 15 juin 1996.
- 1050) L'application de la législation sur les baux commerciaux, communication au colloque « Responsabilités et assurances : quel avenir ? » organisé par l'Institut des assurances de Bordeaux, Paris, 18 septembre 1996.
- 1051) L'exigence d'un prix « juste » dans les contrats, communication au colloque « les exigences en matière de prix », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 7 mars 1997.
- 1052) L'euro, l'entreprise et les contrats, communication aux Journées d'étude « Conférences autour de l'euro », Université Montesquieu-Bordeaux IV, 12 et 19 mars 1997.
- 1053) La justice dans la société contemporaine, séminaires de culture générale à l'Ecole Nationale Supérieure d'Aéronautique et de l'Espace, Toulouse, avril-mai 1997.
- 1054) Les alternatives au cautionnement, communication au colloque « Cautionnement et sûretés personnelles », C.R.F.P.A. de Bordeaux, vendredi 3 octobre 1997.
- 1055) Le contentieux du crédit-bail immobilier, cabinet d'avocats Dumesnil-Rossi et associés, Paris, 19 novembre 1998.
- 1056) Actualité du droit du cautionnement, CRFPA d'Amiens, 28 novembre 1998.
- 1057) Situation des associés et décisions collectives dans la nouvelle société par actions simplifiée, communication au colloque « La S.A.S., du sur-mesure pour votre entreprise », Université de Pau, 24 mars 2000.

- 1058) La nouvelle société par actions simplifiée, communication à la journée d'étude, Université du Notariat, Angoulême, septembre 2000.
- 1059) Les filiales de recrutement, communication à la journée d'étude « Sociétés et groupes », Les Petites Affiches, Paris, 1<sup>er</sup> février 2001.
- 1060) La participation des salariés à la gestion des entreprises, communication à la journée d'étude organisée par le Centre de droit comparé du travail et de la Sécurité sociale (Comptrasec), Bordeaux, 9 et 10 février 2001.
- 1061) Pratique des prix communs et coopératives d'entreprises, communication à la journée d'étude « Droit de la concurrence et coopératives » organisée par le Groupement national de la coopération, Paris, le 12 septembre 2001.
- 1062) Le salarié actionnaire, communication au colloque « Comment optimiser la place du salarié dans l'entreprise ? », Université de Pau, 22 mars 2002.
- 1063) L'assouplissement juridique de la SARL après la loi du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques, communication au Forum du droit des affaires, Chambre de commerce de Bordeaux, 6 juin 2002.
- 1064) Groupes de sociétés et procédures collectives, communication au colloque « Le droit des groupes de sociétés en Tunisie », organisé par la Bourse de Tunis, 11 octobre 2002.
- 1065) Le couple associé, communication au colloque « Couples et entreprise », organisé par le DESS Droit notarial de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, 5 mai 2003.
- 1066) La sécurité des produits dans le droit de l'Union européenne : politique incitative et contrainte normative, communication au colloque « La sécurité des produits », organisé par l'Université de Tlemcen (Algérie), les 17 et 18 mai 2003.
- 1067) Les conventions de direction, communication à la Journée d'études Juris-classeur, Paris, 18 mars 2004.
- 1068) La rupture des contrats de distribution : aspects de stratégie juridique, communication à la Journée d'études en droit économique, Université d'Oran (Algérie), 13 septembre 2004.
- 1069) Les recours de droit commun du cessionnaire d'une société : quelle articulation avec les recours contractuels ? conférence au XII<sup>ème</sup> Congrès de l'Association des avocats-conseils d'entreprises, Biarritz, 14 octobre 2004.
- 1070) Pérennité et adaptation des notions fondamentales du droit commercial, communication au colloque « En hommage à Jean Derruppé », Association Rencontres Notariat-Université Aquitaine, Bordeaux, 22 octobre 2004.

- 1071) Le principe de la direction salariée des sociétés (l'accès aux organes de gestion), communication au colloque « Le salarié, sujet de droit des sociétés, Université de Caen, 20 novembre 2004.
- 1072) Le bail commercial dans les procédures collectives, communication à la journée d'étude Jurisclasseur « Actualité des baux commerciaux », Paris, 18 mai 2005.
- 1073) Cession et transmission des parts sociales et des actions, communication à la Journée d'étude Jurisclasseur « Droit des sociétés : bilan des réformes et pratiques nouvelles », Paris, 7 juillet 2005.
- 1074) Procédures nouvelles de conciliation et de sauvegarde – Régime des contrats en cours, Journée d'étude C.R.F.P.A., Bordeaux, 10 octobre 2005.
- 1075) Actualité du droit des sociétés civiles et commerciales, Journée de formation, Chambre départementale des notaires de Charente-Maritime, Saintes 9 décembre 2005.
- 1076) La loi de sauvegarde des entreprises du 26 juillet 2005, Journée de formation, Conseil régional des notaires de la Cour d'appel de Montpellier, Montpellier 16 février 2006.
- 1077) Le sort des contrats en cours après la réforme des procédures collectives de juillet 2005, communication à la journée d'étude Dalloz « Le décret d'application des procédures collectives : mode d'emploi », Paris, 22 février 2006.
- 1078) L'incidence de la loi de sauvegarde des entreprises du 26 juillet 2005 sur le régime des baux commerciaux, communication à la journée d'étude Dalloz « Actualité des baux commerciaux », Paris, 27 février 2006.
- 1079) Le nouveau droit de l'entreprise en difficulté, Rapport de synthèse, Colloque Université de Lille, 22 juin 2006.
- 1080) Des commerçants aux professionnels de la justice commerciale à la justice économique, communication à la Journée d'étude Bicentenaire du Code de commerce, Cour de cassation, 4 octobre 2007.
- 1081) Les droits des associés minoritaires, conférence Centre régional de formation professionnelle des avocats, Bordeaux, 25 octobre 2007.
- 1082) L'actualité du droit des sociétés, Lexis Nexis Formation, Paris, 8 novembre 2007.
- 1083) Les aspects de droit social de la loi de sauvegarde des entreprises en difficulté, communication à la Journée d'étude « Les Entretiens de la sauvegarde, Paris, 28 janvier 2008.
- 1084) Les baux commerciaux et les procédures collectives, conférence Ecole Nationale de la Magistrature, Paris, 31 janvier 2008.

- 1085) La saisie des avoirs bancaires, communication au colloque « La force exécutoire et le recouvrement des créances ». Université de Dijon, 28 février 2008.
- 1086) L'adaptation du Code de commerce, communication à la Journée d'étude « Le droit de la libre concurrence devant les juges du droit commun » CRFPA, Bordeaux, 4 avril 2008.
- 1087) La pratique des SCI familiales, communication à la Journée d'étude, Chambre des Notaires de Charente-Maritime, Saintes, 10 avril 2008,
- 1088) La dépenalisation du droit des affaires, communication à la conférence-débat « Dialogue avec l'Entreprise », Ecole Nationale de la Magistrature, Bordeaux, 29 avril 2008.
- 1089) L'appréciation des conditions d'ouverture des procédures collectives, communication à la Journée d'étude « L'application du droit des procédures collectives : question pratiques », CRFPA de Bordeaux, 23 mai 2008.
- 1090) La pratique des sociétés civiles immobilières familiales, communication à l'Université du Notariat, Aurillac, 18 septembre 2008.
- 1091) Introduction générale au colloque « Dépenalisation, régulation et renouvellement des sanctions en droit comparé des affaires », CERDAC, Bordeaux, 3 octobre 2008.
- 1092) La SAS : apports de la loi LME, actualité jurisprudentielle et nouvelles orientations pratiques, Journée d'étude Dalloz, Paris, 14 octobre 2008.
- 1093) Les aspects juridiques de la loi de modernisation de l'économie, Communication à l'Institut du droit des affaires du Barreau de Bordeaux, 6 novembre 2008.
- 1094) Actualités du droit des sociétés, communication, Journée de formation CRFPA de Bordeaux, 13 et 20 novembre 2008.
- 1095) Le projet de réforme du droit des entreprises en difficulté, conférence, Le Carrefour du droit, Lexis Nexis, Paris, 3 décembre 2008.
- 1096) L'évolution des rapports entre associés, communication au colloque « La société civile aujourd'hui », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 5 décembre 2008.
- 1097) Les conditions d'ouverture des procédures après l'ordonnance de réforme du droit des entreprises en difficulté, communication, Journée d'étude Lexis Nexis, Paris 17 décembre 2008 et Lyon 18 décembre 2008.
- 1098) L'objectif de prévention des difficultés des entreprises dans la réforme réalisée par l'ordonnance du 18 décembre 2008, MEDEF Gironde, 26 mai 2009.

- 1099) Convention européenne des droits de l'Homme et droit des procédures collectives, communication au colloque « La convention européenne des droits de l'Homme et la pratique du droit des affaires, Université de Pau, 20 novembre 2009.
- 1100) Droit des entreprises en difficulté : nouvelles règles, nouvelles pratiques ?, communication à la Journée d'études « Carrefour du droit », éditions Lexis-Nexis, Paris, 2 décembre 2009.
- 1101) Les sociétés européennes, SE et SPE, communication à la Journée d'études « Les enjeux juridiques européens », Chambre de commerce et d'industrie, Paris, 31 mars 2010.
- 1102) Les nouveaux critères de choix d'une société commerciale, Journée d'études Chambre des Notaires de la Gironde, Bordeaux, 15 avril 2010.
- 1103) Panorama Droit des sociétés et EIRL, Les Ateliers Omnidroit, Avignon, 7 octobre 2010.
- 1104) Actualité 2010 de la SARL, EURL, EIRL, Journée d'études Dalloz Formation, Actualité jurisprudentielle et réglementaire Droit des sociétés, Paris, 19 octobre 2010.
- 1105) Associé unique ou entrepreneur individuel : quel statut choisir pour une responsabilité limitée ?, Colloque « L'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, Quel avenir ?, Université de Rennes I, 22 octobre 2010.
- 1106) La pratique des SCI familiales, Journée d'études Université du Notariat, Limoges, 28 octobre 2010.
- 1107) Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, Journée d'études, Chambre des Notaires de l'Aveyron, 2 décembre 2010.
- 1108) Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, Journée d'études Elégia Formation, Paris, 20 janvier 2011.
- 1109) La pratique des sociétés civiles immobilières, Journée d'études Chambre des notaires de la Dordogne, Périgueux, 27 janvier 2011.
- 1110) Le statut de l'EIRL, Journée d'études Chambre des notaires des Charentes, Saintes, 17 février 2011.
- 1111) Le statut de l'EIRL, Journée d'études Chambre des Notaires de la Haute-Vienne, Limoges, 18 mars 2011.
- 1112) Famille et Entreprise, Journées notariales de la personne et des familles, Lyon, 21 mars 2011.

- 1113) L'attribution préférentielle de l'entreprise, en collab. avec Florence Morel, Colloque « La disparition du chef d'entreprise », Université de Montpellier, 1<sup>er</sup> avril 2011.
- 1114) Les nouveaux critères de choix d'une société commerciale, Journée d'études Chambre des notaires de l'Aude, Carcassonne, 5 mai 2011.
- 1115) Le statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, Journée d'étude Conseil National des Greffiers des tribunaux de commerce, Biarritz, 27 mai 2011.
- 1116) La vente du fonds de commerce de l'EIRL, Colloque Le Notaire et l'EIRL, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, 15 juin 2011.
- 1117) Droit pénal et droit des sociétés, Communication avec H. Matsopoulou, Colloque Le droit pénal et les autres branches du droit : regards croisés, XXe Congrès de l'Association française de droit pénal, Bordeaux 6 octobre 2011.
- 1118) Articulation du droit commun de la rupture du contrat de travail et du droit spécial des procédures collectives, Colloque « Droit social et procédures collectives », Association des juristes de la défaillance économique, Toulouse 14 octobre 2011.
- 1119) La pratique de la société par actions simplifiée, journée d'études du Conseil régional des notaires de Bordeaux, 3 février 2012.
- 1120) Epoux et société : stratégies patrimoniales et contraintes juridiques,, Journées Notariales de la personne et des familles, Paris, 19 mars 2012.
- 1121) Ethique et droit des affaires, Colloque « Droit, éthique et liberté », Ministère de l'Education nationale, Bordeaux, 10 mai 2012.
- 1122) La responsabilité du chef de l'entreprise en difficulté, Animation de la table ronde avec les professionnels, Observatoire de la délinquance et de la justice d'affaires, Bordeaux, 14 septembre 2012.
- 1123) Droit des sociétés dans l'espace OHADA, Colloque Journées bordelaises du droit OHADA, Bordeaux, 21 septembre 2012.
- 1124) La procédure collective de l'associé, Institut du droit des affaires du Barreau de Bordeaux, 27 septembre 2012.
- 1125) Les droits fondamentaux du débiteur au regard de la CEDH, Colloque « Personne physique et procédure collective », Université de Toulouse I Capitole, 12 octobre 2012.
- 1126) L'anticipation successorale en présence d'une entreprise, Journée d'étude Inafon, Nantes, 26 octobre 2012.
- 1127) Fonds libéral et exercice en groupe des professions libérales, 5<sup>e</sup> Université du Notariat du Limousin, Limoges, 30 octobre 2012.

- 1128) Fonds de commerce : questions d'actualité, Journée d'études Actualité du droit commercial, Faculté de droit de Pau, 7 décembre 2012.
- 1129) La pratique de la société civile immobilière, Journée d'études Chambre Interdépartementale des Notaires de Limoges, 13 décembre 2012.
- 1130) Introduction générale, Colloque national des DJCE, « Pacte d'associé ou clause statutaire : quel choix pour l'entreprise sociétaire ? », Bordeaux, 8 février 2013.
- 1131) Les registres professionnels (en collab. avec J.-M. Bahans), Colloque organisé par le CERFAP : « L'identification juridique : entre information et secret », Bordeaux, 22 février 2013.
- 1132) Le licenciement pour motif économique dans un groupe de sociétés, hors co-emploi, Colloque organisé par l'IRDAP, « La jurisprudence sociale en droit des sociétés », Bordeaux, 11 avril 2013.
- 1133) Rapport de synthèse, Colloque : « Le patrimoine de l'entreprise : vers un patrimoine affecté ? », Université de Lille 2, 31 mai 2013.
- 1134) La possession des biens en droit des affaires, Colloque organisé par l'IRDAP : « La possession : une notion en mutation ? », Bordeaux, 13 juin 2013.
- 1135) La confidentialité des informations relatives à une entreprise dans une procédure collective, Colloque organisé par l'IRDAP et l'ISCJ : « La confidentialité des informations relatives à une entreprise », Bordeaux, 26 septembre 2013.
- 1136) L'anticipation successorale en présence d'une société (en collab. avec Fl. Morel), Journée d'Etude « L'anticipation successorale », INAFON Toulouse, 3 octobre 2013.
- 1137) Les sociétés coopératives dans le droit OHADA, Journées d'Etude organisée par l'IRDAP et le Club Ohada, Bordeaux, 10 octobre 2013.
- 1138) La notion de « rupture brutale » d'une relation commerciale, Journées d'Etude organisée par l'IRDAP « La rupture brutale des relations commerciales », Bordeaux, 11 octobre 2013.
- 1139) Vers une nouvelle réforme du droit des entreprises en difficulté, Atelier d'Etude du Congrès national de l'Association des Avocats Conseils d'entreprises, Bordeaux, 18 octobre 2013.
- 1140) Sociétés civiles, SARL et EURL : actualité jurisprudentielle et projets de réforme, Journée d'Etude Dalloz, Paris, 21 octobre 2013.
- 1141) Notion et utilité de la cessation des paiements (en collab. avec J. Valiergue), Séminaire de recherche en commun avec l'université d'Oran, Bordeaux, 12 novembre 2013.

- 1142) L'ouverture de la procédure collective, présentation de l'analyse de la jurisprudence locale, séminaire organisé par l'IRDAP, Tribunal de commerce de Bordeaux, 10 décembre 2013.
- 1143) Les pathologies des SCI familiales, Journée d'études, Conseil régional des notaires de la Cour d'appel de Bordeaux, 20 mars 2014.
- 1144) L'instrumentalisation de la procédure de sauvegarde est-elle frauduleuse ?, Colloque « 3<sup>e</sup> Rencontres Jurisprudence-Doctrine : Echanges sur la hiérarchisation des intérêts dans les procédures collectives », Bordeaux, 5 février 2016.
- 1145) Les partenariats de la nouvelle économie après la réforme du droit des contrats : de nouveaux axes de développement pour l'arbitrage et la médiation, Séminaire d'étude, Association française d'arbitrage, Paris, 12 avril 2016.
- 1146) L'actualité jurisprudentielle en droit des entreprises en difficulté, Communication, Ecole des Avocats Aliénor, Bordeaux, 14 avril 2016.
- 1147) Les opérations juridiques portant sur les fonds de commerce, artisans et libéraux, journée d'étude, Chambre des notaires de Limoges, 2 juin 2016.
- 1148) Droit bancaire et droit de la consommation, Séminaire d'étude, Cercle des médiateurs bancaires, Paris, 6 juin 2016.
- 1149) Les cessions de droits sociaux des sociétés civiles et commerciales, Journée d'étude, Université du Notariat, Aurillac, 14 juin 2016.
- 1150) Le statut de l'« entreprenant », Colloque, Actualité du droit OHADA, Bordeaux, 17 juin 2016.
- 1151) La réception du financement participatif par l'économie locale, Table-ronde, Colloque « Le crowdfunding ou financement participatif », Bordeaux, 4 novembre 2016.
- 1152) L'actualité du droit des sociétés, Communication, Ecole des avocats Aliénor, 17 novembre 2016.
- 1153) Les cessions d'actifs, Communication, Colloque « Droit des biens et pratique des affaires, Université de Bordeaux, 10 novembre 2017.
- 1154) La vente de l'immeuble dans les procédures d'insolvabilité, Journée d'étude, Chambre des notaires de la Dordogne, Périgueux, 15 novembre 2017.
- 1155) Professions libérales : un nouveau cadre pour l'exercice en société, Journée d'étude, Chambre des notaires de Limoges, 7 décembre 2017.
- 1156) Les opérations juridiques portant sur les fonds de commerce, artisans ou libéraux, Journée d'étude, Chambre des notaires de Perpignan, 5 juin 2018.

- 1157) La cession des contrats, communication au colloque « Contrat(s) et Entreprises en difficulté, Université de Toulouse, 12 octobre 2018.
- 1158) L'apport en industrie en S.A.S. : quelles opportunités pour l'associé ?, communication au colloque « La S.A.S. : 25 ans après, Université de Caen, 5 avril 2019.
- 1159) La médiation, mode alternatif de règlement des litiges dans l'espace OHADA, Communication à la conférence « Droit OHADA, acquis, enjeux et perspectives », Université de Bordeaux, 29 avril 2019.
- 1160) La stimulation de l'actionnariat salarié, Communication au colloque « la loi Pacte : le nouveau visage du droit des sociétés », Université Paris-Descartes, 26 juin 2019.
- 1161) Arbitrage et médiation en zone Ohada : facteurs d'attractivité pour les agents économiques, Conférence donnée dans le cadre de la Faculté de droit de Bordeaux et Ecole Régionale Supérieure de la Magistrature (Porto Novo, Bénin), 10 décembre 2021.
- 1162) La reprise d'activité du débiteur après la clôture de la procédure collective, Conférence donnée dans le cadre de l'Association des Juristes de la Défaillance économique, 10 mai 2022.
- 1163) Variations sur l'abus en droit de l'entreprise, Rapport de synthèse au colloque, Université de Strasbourg, 13 mai 2022.
- 1164) L'éligibilité du professionnel au surendettement : principes et nuances, Conférence donnée dans le cadre de l'Association des Juristes de la Défaillance économique, 15 mai 2023.
- 1165) La SCI : enjeux patrimoniaux et personnels, Rapport de synthèse au colloque, Université de Bordeaux, 10 novembre 2023.

#### **ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT :**

(enseignements antérieurement assurés)

- . droit commercial général ;
- . droit des sociétés ;
- . droit bancaire ;
- . droit des entreprises en difficulté.
- . droit des sociétés approfondi ;
- . droit européen des groupements.
- . modes alternatifs de règlement des litiges

#### **ACTIVITES DE RECHERCHE :**

L'activité de recherche est principalement axée sur le droit des affaires, interne et européen.

Ces recherches, effectuées régulièrement, donnent lieu, selon les circonstances, à des études doctrinales de synthèse, à des commentaires législatifs, à des commentaires de décisions de justice, à des conférences (Voir liste des travaux, document joint). Collaboration régulière au Bulletin Joly Sociétés, à la Revue des sociétés, à la Revue trimestrielle de droit commercial, à la revue Actualité des procédures collectives, à la Revue des Procédures collectives, au Bulletin Joly Entreprises en difficulté, à la revue en ligne Lexbase Hebdo Affaires.

### **RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES :**

- membre du Comité scientifique de la Revue des sociétés (éd. Dalloz)
- titulaire de la chronique d'actualité « Actes de commerce, commerçants, fonds de commerce » à la Revue trimestrielle de droit commercial (éd. Dalloz)
- titulaire de la chronique d'actualité « Conditions d'ouverture des procédures » à la Revue des procédures collectives (éd. Lexis-Nexis)
- directeur scientifique de l'encyclopédie « Droit des sociétés » (éditions Lexbase) et de la Revue en ligne Lexbase Hebdo Affaires
- membre du comité scientifique de la Revue des Procédures collectives (éd. LexisNexis).

### Fonctions antérieurement exercées :

- titulaire, d'octobre 1990 à juin 2001, d'un contrat de recherche et d'encadrement doctoral du Ministère de l'Education Nationale
- conseiller scientifique de la Revue de jurisprudence commerciale, de juin 1997 à mars 2000
- Co-directeur du pôle « Droit des sociétés » du réseau Trans Europe Experts (TEE).

### **DIRECTION DE THESEES.**

#### **Thèses soutenues (31) :**

- Le système de traitement amiable des impayés  
M. Téby AYEKOUE, Université de Pau, 22 janvier 1994.
- L'équilibre économique dans le contrat, étude de droit comparé franco-iranien  
M. Amir HOSSEIN-ABADI, Université Montesquieu- Bordeaux IV, 21 octobre 1995 (publiée, Presses Universitaires du Septentrion, 1997).

- La notion de principe général en droit privé  
Mme Marielle de BECHILLON, Université de Pau, 23 novembre 1996  
(publiée, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 1998).
  
- L'exercice sous forme de société d'une profession libérale réglementée  
Mlle Florence MAURY, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 15 janvier  
1998 (publiée, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2001).
  
- L'impératif et le supplétif dans le droit des sociétés (étude de droit comparé  
France-Angleterre-Espagne)  
M. Laurent CONVERT, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 17 janvier  
1998 (publiée, Bibli. dr. privé, LGDJ, tome 374).
  
- Droit communautaire de la concurrence et restructuration des entreprises  
M. Pierre SANTI, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 27 juin 1998.
  
- La distinction des actes civils et des actes de commerce  
Mlle Maud ASSELAIN, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 16 décembre  
1998.
  
- Le droit français de la consommation à l'épreuve du droit européen  
Mlle Martine LARRIEULE, Université de Pau, 29 janvier 1999.
  
- Collégialité et juge unique en droit judiciaire français  
Mlle Caroline DOST, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 11 décembre  
1999.
  
- La participation des créanciers au redressement de l'entreprise (étude de droit  
comparé européen)  
Mlle Marie-Noëlle SEGARRA, Université de Pau, 3 mai 2000.
  
- L'intérêt social, contribution à l'étude du particularisme du contrat de société  
M. Sacha ZEIDENBERG, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 30 novembre  
2000.
  
- Le mandataire social salarié  
M. Najy MEDAWAR, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 18 janvier 2001.
  
- L'évolution contemporaine du statut des baux immobiliers d'exploitation  
M. Fabien KENDERIAN, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 27 octobre  
2001 (publiée, Bibli. dr. de l'entreprise, Litec, tome 60).
  
- Le juge et l'économie,  
M. Arnaud LECOURT, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 30  
novembre 2001 (publiée, P.U. Aix-Marseille, 2 tomes, 2004).

- Le nouveau droit commercial des pays de l'OHADA : une comparaison avec le droit français,  
M. Mamadou KONE, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 14 novembre 2002 (publiée, Bibli. dr. privé, LGDJ, tome 406).
- Essai sur le capital social comme instrument de garantie des créanciers,  
M. Raymond OUACHEM, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 19 septembre 2003.
- Le risque du prêteur, étude de droit bancaire,  
Mme Céline GARNIER-GUILLAUMEAU, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 3 octobre 2003.
- Le titre financier  
M. Philippe EMY, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 23 septembre 2005.
- La cession des clientèles libérales  
M. Pétral-Landry BAGANINA, Université Montesquieu Bordeaux IV, le 11 octobre 2006
- La place de la structure juridique coopérative dans les stratégies du secteur bancaire français,  
Mlle Caroline BERARD, Université Montesquieu Bordeaux IV, le 18 octobre 2006
- Les défenses aux offres de prise de contrôle des sociétés  
M. François GILBERT, Université Montesquieu Bordeaux IV, le 18 novembre 2006,
- La durée des sociétés  
M. Dafine DAVOUD, Université Montesquieu Bordeaux IV, le 1<sup>er</sup> avril 2009.
- Théorie et pratique de la vente de fonds de commerce  
M. Stéphane REZEK, Université Montesquieu-Bordeaux IV, le 13 septembre 2010.
- Etude du règlement « REACH » : gestion du risque juridique.  
M. Nicolas LECA, Université Montesquieu-Bordeaux IV, le 29 novembre 2011.
- Le droit des sociétés à l'épreuve de la société européenne  
M. Fabien GAILLARD, Université Montesquieu-Bordeaux IV, 11 juin 2013.
- La protection des droits des créanciers dans les opérations de restructuration des sociétés  
Mme. Saadatou BOUREIMA SOUMANA, Université de Bordeaux, 10 décembre 2015.

- Le nouveau droit de la restructuration des sociétés commerciales dans les pays de l'espace OHADA, comparaisons avec le droit français  
M. Désiré AHOUA, Université de Bordeaux, 19 février 2015.
- L'aménagement conventionnel des sociétés en droit français et OHADA  
M. Judicaël DJIGUEMDE, Université de Bordeaux, 16 décembre 2015.
- L'intervention du juge dans la procédure arbitrale  
M. Mohamed NAJIB, Université de Bordeaux, 9 juin 2016.
- Le dirigeant de société : statut et responsabilité – Droit français et droit algérien  
M. Boualem FERHAOUI, Université de Bordeaux, 7 septembre 2020.
- L'opposabilité aux tiers de la convention d'arbitrage  
M. Jalal MHAOUN, Université de Bordeaux, 13 décembre 2022.

## **ACTIVITES ADMINISTRATIVES ET RESPONSABILITES COLLECTIVES :**

- **Fonctions antérieurement exercées :**

1. Membre du jury du premier concours national d'agrégation de droit privé et sciences criminelles (année 2006/2007)
2. Vice-président du Conseil d'administration de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (2002-2008).
3. Directeur de l'U.F.R. Droit privé et histoire des institutions (2ème et 3ème cycles) (septembre 1996 – septembre 2000).
4. Coordonnateur des U.F.R. juridiques de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (1<sup>er</sup> septembre 1998 – 31 août 2000).
5. Président du jury du C.A.P.A. - Centre de Bordeaux - sessions 1992, 1993, 1994, 1995 et 1996.
6. Membre du jury du concours national d'agrégation de droit privé et sciences criminelles (second concours) 2000-2001.
7. Président de la Commission de spécialistes de Droit privé et sciences criminelles de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (2001 – 2004).
8. Chargé de mission auprès du Président de l'Université pour les enseignants-chercheurs et les enseignants.

9. Membre titulaire de la Commission régionale chargée de l'inscription des commissaires aux comptes près la Cour d'appel de Bordeaux.
  10. Membre titulaire de la Commission régionale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises près la Cour d'appel de Bordeaux.
  11. Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats du ressort de la Cour d'appel de Bordeaux.
  12. Membre du Groupe national d'experts chargés de la modification des programmes d'enseignement d'économie et gestion pour l'enseignement secondaire auprès du Ministre de l'Education Nationale.
  13. Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre Régional de Formation Professionnel des Notaires de Bordeaux
  14. Membre titulaire du jury du diplôme de notaire, voie professionnelle, au Centre Régional de Formation Professionnelle des Notaires de Bordeaux.
  15. Membre du Comité scientifique « Droit et grands enjeux du monde contemporain », Ministère de l'Education Nationale, Direction des enseignements scolaires.
  16. Expert pour l'Agence d'évaluation de la recherche (AERES), Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.
  17. Directeur de l'Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine (jusqu'en septembre 2014).
  18. Directeur de l'Ecole doctorale de droit de l'Université de Bordeaux (jusqu'en septembre 2014).
  19. Co-directeur de la mention de Master « Droit des affaires », jusqu'en juin 2019.
  20. Directeur du parcours Master 2 « Droit des affaires et fiscalité-DJCE », jusqu'en juin 2019.
  21. Co-directeur du parcours Master 2 « Ingénierie juridique et financière des sociétés », jusqu'en juin 2019.
  22. Membre élu du Conseil de la Section de Droit privé de la Faculté de droit de l'Université de Bordeaux (jusqu'en juin 2019).
-